---

**REPUBLIQUE DU CAMEROUN**
**********
*Paix – Travail – Patrie*
**********
REGION DE **L'ADAMAOUA**
**********
DEPARTEMENT DU **MAYO-BANYO**
**********
COMMUNEDE **BANKIM**

**REPUBLIC OF CAMEROON**
**********
*Peace – Work – Fatherland*
**********
**ADAMAWA** REGION
**********
**MAYO-BANYO** DIVISION
**********
**BANKIM** COUNCIL

# RAPPORT D'ETUDE

## CITIZEN REPORT CARD

**Evaluation des services rendus par l'offre publique dans les secteurs de l'approvisionnement en eau potable, de la santé, de l'éducation et des services communaux**

**Photo 1: Equipe de collecte de Bankim**

**Photo 2:Hotel de ville de Bankim**

**Réalisé par : LE SERVICE D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT RURAL (SADER)**
**Avec l'appui technique et financier du Programme National de Développement Participatif (PNDP) en collaboration avec l'Institut National de la Statistique (INS)**

***Juin 2022***

**SOMMAIRE**


PRÉFACE ... 3
RÉSUMÉ EXÉCUTIF ... 5
LISTE DES SIGLES ET ABBRÉVIATIONS ... 8
LISTE DES TABLEAUX ... 9
LISTE DES PHOTOS ... 11
LISTE DES CARTES ... 12
LISTE DES FIGURES ... 13
INTRODUCTION GENERALE ... 14
CHAPITRE I : SYNTHÈSE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ENQUÊTE ... 16
I.1 Champ géographique et populations cibles ... 16
I.2 Plan de sondage ... 16
(i) Taille et répartition de l'échantillon ... 16
(ii) Base de sondage et sélection des grappes et des ménages ... 17
(iii) Probabilités d'inclusion et poids de sondage initiaux des unités de sondage ... 17
I.3 Elaboration des documents de base et des questionnaires de l'enquête ... 18
CHAPITRE II : OFFRE PUBLIQUE ET CONTRÔLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE DANS LA COMMUNE DE BANKIM ... 21
II.1 Présentation de la Commune ... 21
II.2 Offre publique de biens et services en contexte de décentralisation ... 25
II. 3 Analyse de l'offre dans les quatre secteurs cibles ... 26
II.2.3 Secteur de l'éducation ... 29
CHAPITRE III : PRINCIPAUX CONSTATS RELEVÉS DANS LES SECTEURS CIBLES ... 31
III.1 Description de la population enquêtée ... 31
III.2 Approvisionnement en eau potable ... 32
III.3 Services de santé ... 44
III.4 Services de l'éducation ... 52
III.5 Fourniture des services communaux ... 62
CHAPITRE IV : PLAN D'ACTIONS POUR LA MISE EN PLACE D'UN CONTRÔLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE ... 68
IV.1. Dispositif de suivi-évaluation participatif pour la conduite des changements ... 68
IV.1.1. Composition du comité de suivi – évaluation participatif ... 68
IV.1.2. Attribution du comité de suivi – évaluation participatif ... 68
IV.1.3. Composition du comité de suivi – évaluation participatif ... 70
IV.2. Plan d'actions dans les secteurs cibles du ScoreCard ... 71
CONCLUSION ET PRINCIPALES RECOMMANDATIONS ... 73
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES ... 77
ANNEXES ... 78
Annexe 1 : Composition de la coordination technique nationale du ScoreCard ... 78
Annexe 2 : Composition de la coordination technique régionale du ScoreCard ... 79
Annexe 3 : Composition de l'équipe de l'OSC impliquée dans le ScoreCard ... 79
Annexe 4 : Liste des participants à la réunion de restitution du rapport communal ScoreCard ... 80
Annexe 5 : Questionnaires de l'enquête ScoreCard ... 81
Annexe 6 : Arrêté municipal portant mise en place du comité de suivi des changements ... 98

**PRÉFACE**

Les objectifs de développement durable (ODD), les objectifs du développement pour le millénaire (OMD), ont alimenté la plupart des politiques de développement aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement au cours de ces dernières années. C'est dans cet optique, que le gouvernement camerounais à élaborer un ensemble de projet d'amélioration des conditions de vie des populations qui se concentre essentiellement autour de trois documents : d'abord le Document de Stratégie de Réduction de Pauvreté (DSRP), ensuite le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) et enfin la Stratégie National de Développement 2020-2030 (SND30).

Pour concrétiser toutes les actions contenues dans ces trois documents, le Président de la république, S.E. PAUL BIYA, dans sa diligence et sa magnanimité, a institué la décentralisation comme le levier d'un développement harmonieux, donc les bases avaient été jalonné par le processus de démocratisation dans les années 90.

La décentralisation correspond donc au transfert des compétences des organes centraux vers les collectivités territoriales décentralisées, ce qui permet de rapprocher le pouvoir près des populations. Ainsi, elle permet d'éviter les structures hiérarchiques et la domination, donnant aux citoyens le sentiment d'un plus grand contrôle, et permet plus d'ouvertures pour de nouvelles idées. Autrement dit, elle permet un développement partitif, mettant le citoyen au centre de l'amélioration de son propre bien être.

Chers populations, au cours de ces dernières années, nous avons menés plusieurs actions, allant dans le sens d'un véritable construit participatif dans notre Commune. Nous avons réalisé ensemble avec le soutien du gouvernement des ouvrages pouvant apporter, tant bien que mal, des solutions ou des débuts de solution à nos problèmes quotidiens. Nous avons fait du chemin. Le chemin est encore long certainement mais il est dont temps de s'arrêter un peu, pour évaluer notre position et refixer le cap. Toutefois, il convient de noter que la Commune compte à ce jour plusieurs infrastructures qui permettent à la population d'accéder à plusieurs biens et services entre autres 10 centres de santé / centres de santé intégrés ,05 formations sanitaires privées, 01 Centre Médical d'Arrondissement, 01 hôpital de district, 96 forages avec pompe à motricité humaine,37 puits avec pompe à motricité humaine, 10 forages avec pompe électrique ,40 bornes fontaines, 86 écoles primaires publiques, 09 privées laïcs et 01 privée confessionnelle. Il existe également 11 écoles maternelles publiques, 06 privées laïques. Par ailleurs, on dénombre 16 établissements d'enseignement secondaire publics.

Pour cela, l'évaluation dont nous faisons allusion s'inscrit dans le cadre du contrôle citoyen de l'action public, un outil mis en œuvre par notre partenaire de longue date, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) et L'Institut National de la Statistique (L'INS). Cette opération qui vient de se dérouler avec succès dans notre Commune, a permis de recueillir un ensemble

d’information, dont les principales sont concentrées dans ce rapport. Globalement, il s’est agi d’évaluer la perception des citoyens sur la satisfaction du service rendu par l’offre publique dans les secteurs de l’approvisionnement en eau potable, de la santé, de l’éducation et des services communaux en vue de la mise en place d’un Contrôle Citoyen de l’Action Publique (CCAP) dans ces secteurs.

En même temps, les résultats de cette enquête nous renseignent sur l’état de l’art dans ces secteurs au sein de notre Commune, et interpellent la Commune en tant qu’institution par rapport à ses devoirs, ses attributs, ses fonctions, etc. Le plan d’action qui est en découle vous interpelle vous ; ainsi que votre engagement, en tant citoyen afin que nous portions tous plus haut, chacun à son niveau le flambeau de la décentralisation dans notre Commune.

Par ces mots, nous tenons tout d’abord à adresser nos gratitudes et reconnaissance envers toutes les autorités administratives, la Coordination Nationale et Régionale du PNDP, INS et les autorités traditionnelles qui ont participé d’une manière ou d’une autre à la réalisation de cette opération par leurs sensibilisations et l’autorisation. Par la suite nous remercions toutes les parties prenantes à cette opération d’avoir accordé une partie de leur temps pour la réussite de cette activité en fin nos remerciements vont à l’endroit de la population de notre circonscription qui a bien voulu exprimer et contribuer au développement de leur localité en exprimant leurs opinions et leurs avis. Nous exhortons toutes les forces vives de la Commune de Bankim, enfant, jeunes, adulte et d’autres acteurs sociaux à lire ce rapport, à s’en approprier, et que le plan d’action élaboré conjointement avec les différentes instances de dialogue au niveau communale, vous serve de principe directeur pour la manifestation de votre engagement citoyenne. Je vous remercie

**LE MAIRE**

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) est un outil mis en place depuis 2004, par le Gouvernement camerounais avec l'aide de ses partenaires techniques et financiers pour améliorer les conditions de vie des populations en milieu rural et impulser le processus de décentralisation.

Ce positionnement du Programme induit une forte implication des populations à la base dans l'exécution de toutes ses activités. La matérialisation de cette prise en compte des citoyens de la Commune justifie l'émergence de divers mécanismes d'information, de coordination et de contrôle tant au niveau de la Commune qu'au niveau du PNDP, sur lesquels se fonde l'engagement citoyen.

Le Control Citoyen de l'Action Publique (ScoreCard) est une enquête de perception du niveau de satisfaction des populations sur la qualité de l'offre des services publics dans l'espace communal, notamment dans les secteurs de l'hydraulique, de la santé et de l'éducation ainsi que sur la fourniture de services par la Commune. Son objectif global est de capter auprès des populations leurs perceptions sur la satisfaction de l'offre de service public dans les secteurs ciblés, dans la perspective de la mise en place d'un mécanisme de contrôle citoyen des actions publiques réalisées sur le territoire communal de Bankim.

La méthodologie utilisée pour réaliser le Contrôle Citoyen de l'Action Publique dans la Commune de Bankim a obéi au respect des étapes suivantes : le tirage de l'échantillon, la collecte et l'exploitation des données. Après la définition de sa taille, un échantillon représentatif de la population de la Commune a été réalisé par l'INS, sur la base des grappes ou Zones de Dénombrement (ZD) échantillonnés lors de la réalisation de la cartographie. Afin d'assurer un plein succès à l'opération de collecte des données, une campagne de sensibilisation a été effectué auprès des populations, des autorités administratives, traditionnelles et religieuses. Ces différentes échéances ont été réalisées avec l'implication des autorités administratives, traditionnelles, religieuses et les élus locaux. La collecte des données a été réalisée par l'OSC SADER qui a préalablement procédé à la formation de 36 agents enquêteurs superviseurs, du 06 au 08 mai 2022 dans la salle des actes du Conseil Régional de l'Adamaoua, à l'issue de laquelle 24 agents enquêteurs et 12 superviseurs ont été définitivement recrutés. L'enquête proprement dite a débuté du 21 mai au 10 juin. L'outil de collecte était le questionnaire contenu dans des tablettes et adressé aux ménages et aux sectoriel de l'eau et l'énergie, de l'éducation, de la santé et en fin aux différentes Communes visées par l'enquête. Le repérage des ménages cibles s'est fait sur la base des échantillons des ménages cartographiés en avance. Les tableaux d'analyse ont été produits par l'INS et transmis à l'OSC SADER pour production du rapport d'analyse. L'exploitation de ces tableaux a produit les résultats ci-dessus :

**Secteur hydraulique**

Il ressort que 89,60% de ménages enquêtés utilisent l'eau publique. En plus des comités de gestion des points d'eau à qui incombe la remise en service des points d'eau en panne, d'autres institutions ou personnes interviennent également pour réparer les pannes, à l'exemple des chefs de village/quartiers, du Maire et d'autres partenaires au développement. Les problèmes d'eau qui se posent dans les villages/quartiers sont essentiellement l'insuffisance des points d'approvisionnement en eau, la mauvaise qualité de l'eau, et l'éloignement des points d'eau des ménages. La construction des points d'eau supplémentaires, la réhabilitation des points d'eau en panne et l'amélioration de la qualité de l'eau des points d'eau existants sont les principales attentes exprimées par les ménages enquêtés.

**Secteur santé**

Par rapport à ce secteur, l'ensemble des ménages enquêtés ont accès à au moins une formation sanitaire proche de leur ménage et dont la plus répandue est le CSI. Les problèmes de l'offre des services dans ce secteur se posent au niveau des équipements, notamment l'insuffisance des équipements dans les salles d'hospitalisation, de l'insuffisance des médicaments, des manquements liés au personnel soignant et de l'éloignement des formations sanitaires. Les principales attentes exprimées se déclinent en termes de création, construction et équipement des nouvelles formations sanitaires, ainsi l'approvisionnement en médicaments de qualité dans les formations sanitaires existantes.

**Secteur de l'éducation**

Quant au secteur de l'éducation, le manque d'information sur le cycle de formation professionnelle révèle la faible présence de cet enseignement dans la Commune. Le problème de l'offre de service en matière de l'éducation du cycle maternel se pose au niveau de l'éloignement de l'école et de l'insuffisance d'écoles. Quant aux services d'éducation rendus pour le cycle du primaire, les ménages ont remarqué l'insuffisance des salles de classe, le manquement lié au personnel, l'insuffisance d'équipements des écoles et l'insuffisance d'écoles. Pour ce qui est de l'enseignement du cycle secondaire, les ménages ont relevé également l'éloignement des établissements secondaires, mais aussi, l'insuffisance des salles de classe dans les établissements existants.

Le rapprochement davantage des écoles maternelles et primaires des populations par la création, construction et l'équipement des nouveaux établissements, amélioreraient l'offre de service d'éducation dans la Commune. Il en serait de même pour la création, construction et équipement des nouveaux établissements secondaires. La qualité de cette offre nécessite également la distribution des manuels scolaires dans les salles de classe des cycles maternel et primaire ainsi que l'augmentation des effectifs d'enseignants qualifiés dans les différents établissements.

**Services offerts dans l'institution communale**

Au sujet des services rendus dans l'institution communale, l'établissement d'actes de naissance est le service le plus sollicité avec une moyenne de 6,60%. Parmi les des ménages ayant demandé ce service 52,38% remarquent que le temps d'attente de service est long. Aucune raison n'est avancée pour justifier cette lenteur. Cependant, les ménages disent n'avoir pas de visibilité sur les actions communales et trouvent qu'ils sont faiblement impliqués dans ces actions. Les attentes exprimées par les ménages vont dans le sens de leur plus grande implication dans la prise des décisions communales, de l'amélioration de la communication et de la transparence dans la gestion des actions de la Commune.

## LISTE DES SIGLES ET ABBRÉVIATIONS

**AEP :** Adduction d'Eau Potable
**AG :** Assemblée Générale
**APEE :** Association des Parents d'Elèves et d'Enseignants
**APE :** Association des Parents d'Elèves
**CCAP :** Contrôle Citoyen de l'Action Publique
**CDMT :** Cadre des Dépenses à Moyen Terme
**CGPE :** Comité de Gestion des Points d'Eau
**CMA :** Centre Médical d'Arrondissement
**CSI :** Centre de Santé Intégré
**CTD :** Collectivités Territoriales Décentralisées
**DCTD :** Direction des Collectivités Territoriales Décentralisées
**DSC**E : Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
**EC-ECAM 4 :** Enquête Complémentaire de l'Enquête Complémentaire Auprès des Ménages 4
**FPMH :** Forage avec Pompe à Motricité Humaine
**INS :** Institut National de la Statistique
**MINATD :** Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
**MINEDUB :** Ministère de l'Education de Base
**MINEE :** Ministère de l'Eau et de l'Energie
**MINEPAT :** Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
**MINEFOP :** Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
**MINSANTE :** Ministère de la Santé Publique
**MINESEC :** Ministère des Enseignements Secondaires
**NSP :** Ne Sais Pas
**ODD :** Objectifs du Développement Durable
**OMD** : Objectif de Millénaire pour le Développement
**OSC :** Organisme de la Société Civile
**PCD :** Plan Communal de Développement
**PCO :** Puits à Ciel Ouvert
**PM :** Premier Ministre
**PNDP :** Programme National de Développement Participatif
**PP :** Puits avec Pompe
**PPR :** Puits Protégé
**SADER :** Service d'Appui au Développement Rural
**SND30 :** Stratégie National de Développement 2030
**SNEC :** Société Nationale des Eaux du Cameroun
**S/R :** Source/Rivière
**UPE :** Unités Primaires d'Echantillonnage
**ZD :** Zone de Dénombrement

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition de la population de la Commune de Bankim selon le lieu de résidence et selon certains groupes spécifiques ..... 23
Tableau 2. 1: Etat des lieux des points d'eau dans la Commune ..... 27
Tableau 2. 2: Etat des lieux des formations sanitaires couvrant la Commune ..... 28
Tableau 2. 3: Etat des lieux des services de l'éducation ..... 29
Tableau Tableau 2. 4 : Inventaire des services communaux ..... 30
Tableau 3. 1: Répartition (%) dans la Commune des chefs de ménage selon le milieu de résidence et le sexe ..... 31
Tableau 3. 2: Répartition (%) dans la Commune des répondants selon le milieu de résidence, le sexe et le groupe d'âge ..... 32
Tableau 3. 3: Proportion des types de point d'eau disponibles dans le village / quartier habité selon le milieu de résidence ..... 33
Tableau 3. 4: Utilisation d'une source d'eau publique ..... 34
Tableau 3. 5: Disponibilité au cours de l'année et utilisation de la principale source d'approvisionnement en eau tout au long de la journée ..... 34
Tableau 3. 6: Correspondance entre disponibilité de la principale source d'approvisionnement en eau et besoin en eau des ménages ..... 35
Tableau 3. 7: Panne au cours des six derniers mois et délai de réparation du principal type de point d'eau utilisé ..... 36
Tableau 3. 8: Type d'acteurs de remise en service du principal type de point d'eau ..... 37
Tableau 3. 9: Intervenant dans la gestion, l'entretien et la maintenance de ce point d'eau ..... 37
Tableau 3. 10: Accessibilité à la principale source d'approvisionnement et appréciation du service rendu par cette source ..... 38
Tableau 3. 11: Besoin exprimé en matière d'approvisionnement en eau et satisfaction de ce besoin ..... 40
Tableau 3. 12: Répartition dans la Commune des ménages satisfaits du besoin exprimé en eau potable selon l'intervalle du temps mis de satisfaction ..... 41
Tableau 3. 13: Non satisfaction de l'approvisionnement en eau potable ..... 42
Tableau 3. 14: Actions des ménages dans la Commune en vue de l'amélioration du service rendu par l'approvisionnement en eau potable ..... 43
Tableau 3. 15: Proportion (%) des ménages dans la Commune selon la raison de choix du type de formation sanitaire privé ..... 45
Tableau 3. 16: Accessibilité de la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins ..... 46
Tableau 3. 17: Proportion (%) des ménages dans la Commune selon les caractéristiques du petit matériel disponible dans la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins ..... 47
Tableau 3. 18: Paiement des soins de santé et jugement des ménages sur l'accueil du personnel soignant ..... 48
Tableau 3. 19: Disponibilité des médicaments et résolution des problèmes de santé dans la principale formation sanitaire fréquentée pour les soins ..... 49
Tableau 3. 20: Non satisfaction des services rendus dans la principale formation sanitaire fréquentée pour les soins ..... 49
Tableau 3. 21: Actions des ménages dans la Commune en vue de l'amélioration du service rendu dans le secteur de la

santé ; Proportion (%) des ménages selon le type d'action et le milieu de résidence ..... 51
Tableau 3. 22: Pourcentage des enfants dans les ménages selon le cycle d'enseignement, l'ordre d'enseignement et le milieu de résidence ..... 52
Tableau 3. 23: Répartition (%) des ménages déclarant l'existence d'un établissement scolaire public dans un cycle d'enseignement disponible dans le village / quartier selon le milieu de résidence et la proximité du ménage à cet établissement scolaire public ..... 54
Tableau 3. 24: Distance moyenne parcourue et temps moyen mis à pieds pour se rendre à l'établissement scolaire fréquenté selon le cycle d'enseignement et le milieu de résidence ..... 54
Tableau 3. 25: Proportion (%) des ménages selon les caractéristiques déclarées de l'établissement fréquenté par cycle d'enseignement ..... 55
Tableau 3. 26: Nombre moyen d'élèves par salle de classe dans un établissement et appréciation de la fréquence de présence de l'enseignant dans la classe selon le cycle ..... 56
Tableau 3. 27: Proportion (%) dans la Commune des ménages ne participant pas aux réunions de l'APEE selon le milieu de résidence ..... 56
Tableau 3. 28: Répartition des ménages selon l'appréciation du montant payé pour des frais exigibles et le milieu de résidence ..... 57
Tableau 3. 29: Proportion (%) des ménages déclarant que les ouvrages (points d'eau, salles de classe, latrines, etc.) endommagés de l'école ont été réfectionnées suivant le type d'acteur selon le cycle d'enseignement ..... 58
Tableau 3. 30: Proportion (%) des ménages non satisfaits des services d'éducation selon le cycle d'enseignement et la raison de non satisfaction ..... 59
Tableau 3. 31: Actions des ménages au niveau communal en vue de l'amélioration du service rendu dans le secteur de l'éducation ..... 60
Tableau 3. 32: Actions des ménages au niveau communautaire en vue de l'amélioration du service rendu dans le secteur de l'éducation ..... 61
Tableau 3. 33: Demande de service, accueil à la Commune et temps mis pour l'obtention du service ..... 62
Tableau 3. 34: Proportion (%) des ménages selon le délai pour rendre le service communal ..... 63
Tableau 3. 35: Proportion (%) des ménages ayant payé un pourboire pour obtenir le service communal ..... 64
Tableau 3. 36: Proportion (%) des ménages selon la caractérisation des activités de la Commune ..... 65
Tableau 3. 37: Proportion (%) des ménages non satisfaits selon la raison de non satisfaction ..... 66
Tableau 3. 38: Actions des ménages dans la Commune en vue de l'amélioration de la qualité du service rendu par l'institution communale ..... 67

## LISTE DES PHOTOS

Photo 1:Equipe de collecte de Bankim ..... 1
Photo 2:Hotel de ville de Bankim ..... 1

## LISTE DES CARTES

Carte 1:Localisation de la Commune de Bankim ..... 22

**LISTE DES FIGURES**

Figure 3. 1: Proportion (%) des ménages dans la Commune selon les caractéristiques de la principale source d'approvisionnement en eau et le milieu de résidence ..... 39
Figure 3. 2: Répartition (%) dans la Commune des ménages selon le type de formation sanitaire le plus fréquemment utilisé pour la prise en charge et le milieu de résidence ..... 44
Figure 3. 3: Répartition (%) dans la Commune des ménages selon la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins ..... 46
Figure 3. 4: Raisons de la préférence du privé au public pour la fréquentation d'un établissement scolaire .... 53

## INTRODUCTION GENERALE

Le Gouvernement camerounais a mis en œuvre avec l'appui des partenaires au développement processus de décentralisation consacré par la constitution de 1996 et concrétisé par la promulgation en juillet 2004 des lois relatives à l'orientation de la décentralisation, pour assurer un transfert harmonieux des responsabilités. Depuis 2004, ce processus vise à permettre aux Communes et leurs communautés de se doter d'importants outils favorables au développement.

Pour les besoins de l'arrimage de ce vaste processus qui accompagne les collectivités territoriales décentralisées dans la procédure de décentralisation, un certain nombre de dispositions ont été prises au plus haut niveau, afin que les investissements publics à réaliser répondent aussi bien aux nécessités des populations qu'au respect des politiques sectorielles gouvernementales en matière de développement. C'est dans ce cadre qu'un arrêté ministériel portant réorganisation du cadre institutionnel d'exécution du PNDP a été signé le 07 octobre 2009. Celui-ci crée les organes de délibération et d'exécution du programme aux niveaux communal et national, et définit leurs missions. De plus, pour rester conforme aux lois et règlements en vigueur et dans la logique du transfert des compétences aux collectivités territoriales décentralisées, cet arrêté consacre le principe d' « allocations » qui seront accordées aux Communes pour la gestion des leurs biens locaux et activités connexes.

Les collectivités territoriales décentralisées (CTD) au premier rang desquelles les Communes, apparaissent comme des outils d'expression du développement local. Elles s'efforcent, à travers divers mécanismes (budget participatif, PCD, etc.), d'implémenter les principes fondamentaux de la démocratie moderne, dont la participation citoyenne à tous les niveaux du processus d'élaboration des politiques publiques locales. C'est ainsi que le citoyen est appelé à s'impliquer activement dans la vie de sa Commune afin d'être à la base des initiatives locales de développement durable. Le contrôle citoyen de l'action publique apparaît alors comme un outil essentiel à cette fin.

C'est ainsi que le Programme National de Développement Participatif (PNDP), instrument au service du Gouvernement du Cameroun pour promouvoir une meilleure participation des communautés et des citoyens à l'action des collectivités territoriales décentralisées, en collaboration avec les Communes et grâce à l'appui technique de l'Institut National de la Statistique (INS) a impulsé le Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP) ou *« Citizen Report Card »* dit Projet ScoreCard. Ce mécanisme mis en place après une évaluation des biens et services fournis dans les secteurs de l'approvisionnement en eau potable, de l'éducation, de la santé et des services offerts par l'institution communale, vise à consolider l'implication des populations locales dans le processus d'amélioration desdits services, rendus aussi bien par le PNDP que par tout autre acteur de développement (y compris l'Etat). Il s'appuie sur une démarche (ScoreCard) consistant en une enquête de perception du niveau de

satisfaction des populations locales sur la qualité de services rendus par les biens et appuis publics offerts dans les secteurs ci-dessus.

Le contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) est toute action initiée par les citoyens (individuellement ou à travers les organisations de la société civile), dans le but d'apprécier la pertinence des investissements et des moyens qui y sont affectés ; de contrôler l'action publique ou permettre à ce que les décideurs publics rendent compte aux citoyens de leur action. Après une phase pilote dans 10 Communes, ce projet a été mis à l'échelle dans 160 autres Communes dans l'ensemble du territoire national en 2017 et les résultats obtenus ont permis à ce qu'une deuxième phase puisse voir le jour, étant donné la pertinence de l'enquête. À cet effet, l'Organisation de la Société Civile (OSC) dénommée Service d'Appui au Développement Rural (SADER), a été retenue pour conduire ce processus dans la Commune de Bankim.

Le présent rapport restitue les résultats de cette collecte des données auprès des ménages de la Commune de Bankim. Il se décline en quatre (04) chapitres. Le chapitre I traite la synthèse méthodologique de l'enquête, le chapitre II nous présente les éléments relatifs à l'offre publique et au contrôle citoyen dans la Commune. Le chapitre III expose les principaux résultats issus de l'analyse des données de terrain, ainsi que les améliorations suggérées suivies des principales recommandations. Au chapitre IV enfin, nous proposons une esquisse de plan d'action pour la mise en place d'un dispositif de contrôle citoyen de l'action publique dans la Commune.

## CHAPITRE I : SYNTHÈSE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ENQUÊTE

Les contours techniques de l'enquête ScoreCard ont été définis dans le cadre des travaux préparatoires réalisés avec l'appui technique de l'Institut National de la Statistique à travers ses représentants dans la Coordination technique nationale du ScoreCard. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la démarche qualité en matière statistique, qui permet d'apprécier la fiabilité et la qualité des données collectées par les Organisations de la Société Civile.

### I.1 Champ géographique et populations cibles

Le champ géographique de l'enquête ScoreCard couvre l'ensemble des 91 quartiers/villages de la Commune de Bankim. La collecte de données s'est effectuée auprès des administrations déconcentrées en charge des secteurs cibles et des ménages ordinaires. Contrairement aux administrations déconcentrées intervenant dans une Commune que l'on peut tout enquêter, il est impossible d'interroger tous les ménages ordinaires de la Commune. Pour eux, il s'agit de disposer d'un échantillon représentatif dans la Commune, ce qui passe par l'élaboration d'un plan de sondage devant assurer des estimations statistiquement fiables des indicateurs.

### I.2 Plan de sondage

Les caractéristiques du plan de sondage sont notamment la taille de l'échantillon cible, la répartition de l'échantillon, la base de sondage et l'établissement de la liste des ménages, le choix des domaines d'études, les étapes d'échantillonnage, la stratification et le calcul des pondérations de l'échantillon. Le plan de sondage repose sur une approche d'échantillonnage en grappes stratifiés, à plusieurs degrés, pour la sélection de l'échantillon ménages de l'enquête.

#### (i) Taille et répartition de l'échantillon

Le choix de la taille d'échantillon dans le cadre de l'enquête ScoreCard est un compromis entre ce qui est exigé du point de vue de la précision de l'échantillonnage et ce qui est réalisable du point de vue de l'application pratique (ex. : budget, personnel de terrain et administratif, ressources techniques, contrôle de qualité, contraintes temporelles, gestion, pérennité, etc.). Plus la taille de l'échantillon est grande, plus les estimations issues de l'enquête sont précises et donc les erreurs de sondage sont réduites. Mais, les erreurs extérieures à l'échantillonnage prédominent généralement sur les erreurs d'échantillonnage dans les enquêtes à grande échelle. Il est donc important que la taille de l'échantillon n'excède pas le maximum praticable.

L'enquête ScoreCard a visé un échantillon représentatif de 320 ménages dans la Commune de Bankim. Cette enquête s'appuie sur 15 grappes sélectionnées aléatoirement dans l'ensemble des grappes couvrant la Commune. Environ 21 ménages ont été sélectionnés par grappe cartographiée pour être enquêtés dans

le cadre du ScoreCard. L'échantillon de 320 ménages à enquêter dans la Commune a été réparti dans chacune de ces grappes proportionnellement au nombre de grappes de la Commune contenues dans le shapefile.

### (ii) Base de sondage et sélection des grappes et des ménages

Au premier degré, les zones de dénombrement (ZD) du recensement couvrant la Commune constituent des unités primaires d'échantillonnage (UPE) et sont sélectionnées à l'aide de procédures de tirage systématique avec probabilités proportionnelles aux tailles (la taille étant le nombre de ménages par ZD). La première étape de l'échantillonnage a ainsi été faite en choisissant le nombre requis de zones de dénombrement dans la Commune. Au deuxième degré, un nombre fixé de ménages a été tiré selon le mode de tirage systématique à probabilités égales.

Les listes des ménages ont été constituées à la suite d'un dénombrement systématique des ménages dans chaque zone de dénombrement sélectionnée. Ce dénombrement s'est fait par une équipe de cartographes identifiés par l'Institut National de la Statistique (INS). Après une formation accélérée, ils ont été déployés dans la Commune pour dénombrer les ménages ordinaires dans chacune de ses grappes (zones de dénombrement) échantillonnées avec l'accompagnement d'un facilitateur endogène. En moyenne, le dénombrement des ménages ordinaires dans une grappe a duré 1,5 jour étant donné la forte expérience des cartographes sélectionnés. Ce travail s'est fait à l'aide d'une application conçue par l'INS avec le logiciel CSPro, laquelle permet de suivre l'évolution de la cartographie dans une Commune et d'envisager la sélection de ses ménages à enquêter. Sur le terrain, les ménages sont numérotés suivant un ordre séquentiel de 1 à n (n étant le nombre total de ménages dans chaque zone de dénombrement) au niveau des bureaux de l'Institut National de la Statistique, où la sélection d'un nombre fixé de ménages dans chaque zone de dénombrement est effectuée à l'aide des procédures de sélection aléatoire systématique, intégrées dans l'application de cartographie.

### (iii)Probabilités d'inclusion et poids de sondage initiaux des unités de sondage

Le plan de sondage de l'enquête ScoreCard étant à deux degrés, les notations ci-après sont utilisées pour déterminer les probabilités d'inclusion et les poids de sondage des unités de sondage pour des estimations dans la Commune:

$P_{1hi}$ : probabilité de sondage au premier degré de la $i^{ème}$ ZD de la Commune *h,*

$P_{2hi}$ : probabilité de sondage au deuxième degré dans la $i^{ème}$ ZD de la Commune *h,*

Soient $a_h$ le nombre de ZD tirées dans la Commune *h*, $M_i$ le nombre de ménages dans la ZD*i,* et $t_{hij}$ la taille estimée en proportion du segment *j* choisi pour la ZD*i* de la Commune *h.*

On note que $t_{hij}$ = 1 si la ZD n'a pas été segmentée et la somme des $t_{hij}$ est égale à 1.

La probabilité de sondage au premier degré de la $i^{ème}$ ZD de la Commune *h* est donnée par :

$$P_{1hi} = \frac{a_h \times M_i}{\sum_i M_i} \times t_{hij}$$

Au deuxième degré, un nombre $b_{hi}$ de ménages ont été tirés à partir des $L_{hi}$ ménages nouvellement dénombrés par l'équipe dans la $i^{ème}$ ZD ou dans le segment choisi de la $i^{ème}$ ZD de la Commune h. Donc :

$$P_{2hi} = \frac{b_{hi}}{L_{hi}}$$

La probabilité globale pour tirer un ménage dans la ZD*i* de la Commune *h* est alors :

$$P_{hi} = P_{1hi} \times P_{2hi}$$

Le taux de pondération pour tous les ménages enquêtés dans la $i^{ème}$ ZD de la Commune *h* sera calculé en utilisant la formule suivante, avec éventuellement la correction de non réponse et la normalisation :

$$W_{hi} = \frac{1}{P_{1hi} \times P_{2hi}}$$

**I.3 Elaboration des documents de base et des questionnaires de l'enquête**

Dans chacun des quatre (04) secteurs dédiés à la mise en place d'un contrôle citoyen de l'action publique, l'enquête ScoreCard vise à disposer des informations pour renseigner les indicateurs liés à l'identification de la typologie des biens et services, à la caractérisation des utilisateurs et des modes de fonctionnement de ces biens et services, à l'appréciation de la qualité du service rendu par l'offre des biens et services offerts dans le secteur et l'explication des causes de satisfaction et d'insatisfaction du service rendu dans le secteur, et à la détermination des actions que les populations doivent entreprendre pour améliorer la qualité du service rendu en cas d'insatisfaction. Pour s'assurer que ces indicateurs seront effectivement calculés au terme de l'enquête, il a été élaboré : (i) un document des besoins, qui présente les principaux indicateurs à renseigner afin d'orienter l'élaboration du plan d'actions du Contrôle Citoyen de l'Action Publique dans un secteur donné, (ii) un document des concepts permettant à tous les intervenants dans la réalisation de l'enquête et tous les potentiels utilisateurs des indicateurs calculés, d'avoir la même

compréhension des termes, (iii) un plan de sensibilisation décrivant la stratégie de sensibilisation des populations en précisant le rôle de chacun des intervenants et leurs outils de sensibilisation.

Sur la base des deux premiers documents, cinq (05) questionnaires ont été élaborés pour la collecte des données, à savoir : (i) un questionnaire ménage pour capter la satisfaction des ménages sur les services rendus dans l'espace communal, (ii) un questionnaire Commune pour faire un inventaire de l'offre publique dans les secteurs de l'approvisionnement en eau potable et des services communaux, (iii) un questionnaire délégation départementale du MINEE permettant de faire un inventaire de l'offre publique dans le secteur de l'approvisionnement en eau potable, similaire à celui dressé dans le questionnaire Commune, afin de confronter les deux inventaires, (iv) deux questionnaires pour retracer l'offre publique dans le secteur de l'éducation, dont l'un pour le sous-secteur de l'éducation de base adressé à l'Inspection de l'éducation de base et l'autre pour le sous-secteur des enseignements secondaires adressé au délégué départemental du MINESEC. Ces questionnaires s'accompagnent d'un manuel de l'agent enquêteur dans lequel sont données les instructions indispensables à leur administration dans des conditions convenables. Cette administration des questionnaires s'est faite en mode CAPI (Computer Assistant Personal Interviewing), laquelle a nécessité le montage des questionnaires dans la plateforme KoboToolBox à l'aide de l'application Enketo, ainsi que le déploiement dans les tablettes à travers l'application ODK Collect.

### I.4 Collecte et analyse des données

C'est le Service d'Appui au Développement Rural (SADER) sélectionné pour le lot 1 constitué de 7 Communes, parmi lesquelles la Commune de Bankim en vue de la mise en place d'un Contrôle Citoyen de l'Action Publique dans les secteurs cibles, qui a procédé à la collecte des données dans ladite Commune appartenant à ce lot. Dans un lot, l'OSC est composée d'un Responsable et des superviseurs et des agents enquêteurs. Mais avant la collecte proprement dite des données, le Coordonnateur de l'OSC et ses Responsables de lot ont bénéficié d'un renforcement des capacités techniques sur la compréhension du mode opératoire de l'enquête ScoreCard et l'utilisation des outils de collecte. Ils ont restitué les connaissances acquises à leurs agents enquêteurs dans le cadre d'un atelier supervisé par la coordination technique régionale du ScoreCard composée des représentants de la Cellule Régionale de Coordination du PNDP et de l'INS. Les aspects clés de cette restitution ont porté sur la présentation de l'enquête, les techniques pour conduire une enquête, le remplissage du questionnaire ménage, la simulation et le test de sélection. À la fin, les meilleurs agents enquêteurs ont été retenus pour poursuivre avec la collecte des données sur le terrain.

Cette dernière s'est déroulée du 21 mai au 10 juin 2022 et présente le bilan ci-après :

**Tableau 1.1 : Bilan de la collecte des données dans la Commune de Bakim**

| N° | Grappe | Localités (Villages/ Quartiers) | Nbre ménages enquêtés | Nbre ménages vides | Nbre de Refus | Nbre ménages absents | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 64 | Nguiwet | 24 | 0 | 0 | 1 | |
| 2 | 65 | Ndangué | 25 | 0 | 0 | 0 | |
| 3 | 66 | Mbouplé | 23 | 0 | 0 | 2 | |
| 4 | 67 | Nguinklo A | 25 | 0 | 0 | 0 | |
| 5 | 69 | Somié | 16 | 0 | 0 | 0 | |
| 6 | 71 | Lingam | 16 | 0 | 0 | 0 | |
| 7 | 73 | Nankan2 | 16 | 0 | 0 | 0 | |
| 8 | 75 | Ligam | 25 | 0 | 0 | 0 | |
| 9 | 76 | Yimbéré | 16 | 0 | 0 | 0 | |
| 10 | 77 | Nyamboya(bang2) | 25 | 0 | 0 | 0 | |
| 11 | 79 | Nyamboya | 16 | 0 | 0 | 0 | |
| 12 | 80 | Nkah | 25 | 0 | 0 | 0 | |
| 13 | 81 | Diéki | 25 | 0 | 0 | 0 | |
| 14 | 82 | Mibelon,glochifen,ngbetok | 16 | 0 | 0 | 0 | |
| 15 | 83 | Ngbadji | 24 | 0 | 0 | 1 | |
| Total | /// | /// | 317 | 0 | 0 | 4 | |

Etant donné que la collecte s'est faite par la méthode CAPI, les données sont directement disponibles sur le serveur pour apurement et production des tableaux par l'INS selon le plan de tabulation validé avec le PNDP. Ces tableaux ont été mis à la disposition de SADER, ainsi que d'autres documents importants dont : (i) le guide de rédaction du rapport ScoreCard, (ii) le canevas du rapport ScoreCard, (iii) le modèle de plan d'actions du Contrôle Citoyen de l'Action Publique en vue de la conduite des changements, (iv) la page de garde du rapport ScoreCard. Pour s'assurer de l'utilisation optimale de ces documents par les OSC dans le cadre de l'analyse des données et de la production des rapports communaux ScoreCard, elles ont bénéficié d'un renforcement des capacités. À leur tour, elles ont restitué cette formation aux superviseurs dont chacun avait la charge de rédiger le rapport ScoreCard de sa Commune de supervision.

## CHAPITRE II : OFFRE PUBLIQUE ET CONTRÔLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE DANS LA COMMUNE DE BANKIM

Ce chapitre présente la monographie de la Commune de Bankim d'une part et d'autre part les offres publiques des biens et services en contexte de décentralisation.

### II.1 Présentation de la Commune

Cette section illustre la situation administrative, la situation démographique, géographique, et la situation socioéconomique et culturelle de la Commune.

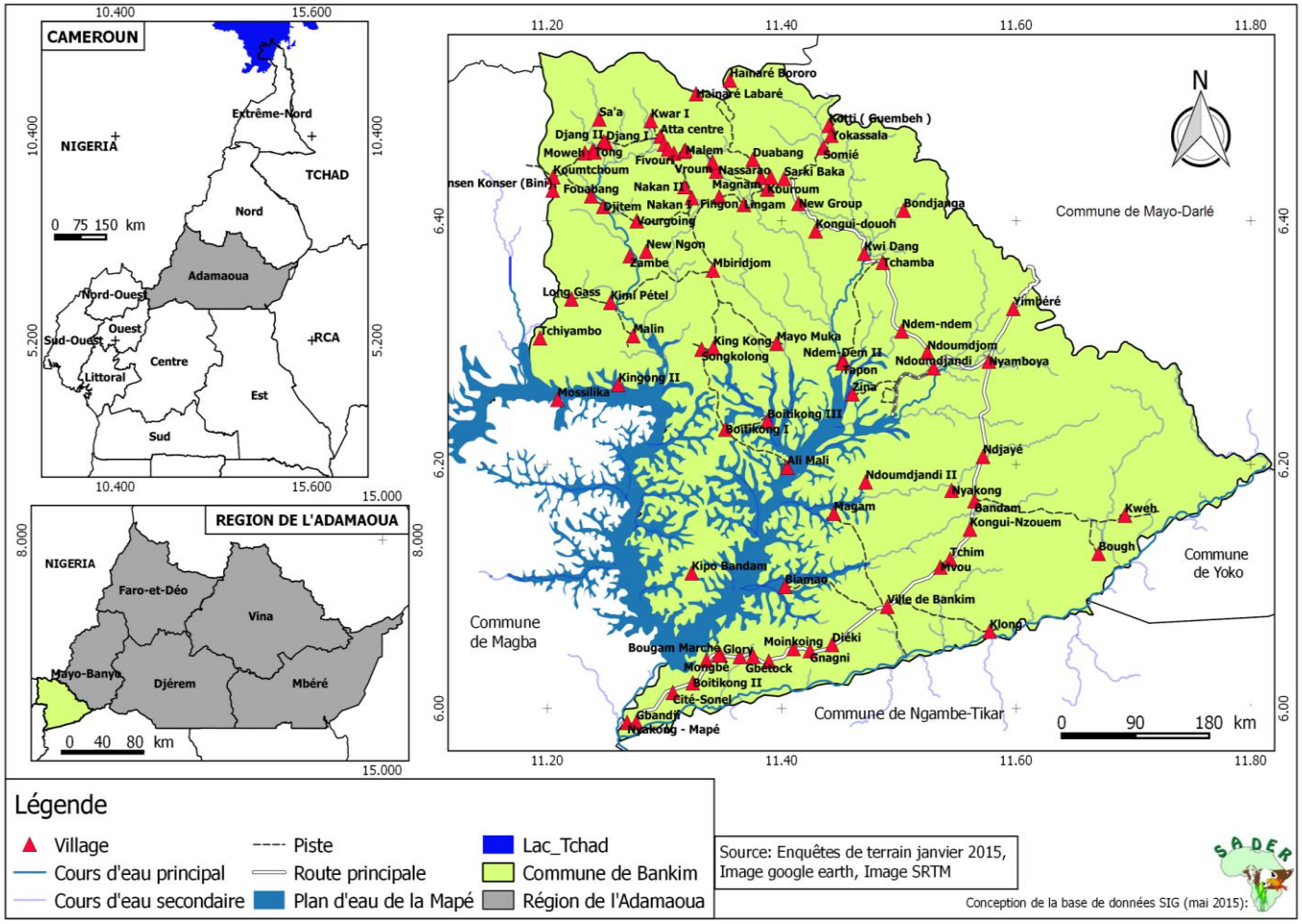
#### II.1.1 Situation administrative et historique

La Commune de Bankim créée par décret N° 82/455 du 20 septembre 1982 qui a entraîné l'éclatement de l'ancienne Commune de Banyo, a une population particulièrement cosmopolite. Presque toutes les régions du Cameroun y sont représentées, en même temps que d'autres pays tels que le Nigéria, le Mali et le Ghana. Il s'agit d'une mosaïque de populations avec plus de 25 communautés représentées. Cependant, les travaux de plusieurs auteurs dont ceux d'Eldridge MOHAMADOU, David ZETLYN, JEAN HUROT, Arnaud Mathilde, et Joseph Marie ESSOMBA, attestent que les Tikar sont le premier groupe à s'installer dans la zone de la Commune de Bankim. D'après ces sources, les Tikar qui y vivent aujourd'hui viennent d'un métissage des peuples MBOUM venus de la zone de NGANHA au nord - Est de Ngaoundéré, et des TUMU (Twùmwù) qui furent les premiers habitants de la plaine Tikar. L'union des MBOUM (Tinkala) et des TUMU qui donna lieu à un brassage de cultures ne s'est pas faite sans heurts à la suite desquels des pactes de paix furent scellés. Il y eu un échange d'animaux sacrés, et c'est ainsi que le Chef TUMU devait garder la tradition et céder l'administration aux Tinkala.

La Commune de Bankim fait partie des 03 Communes que compte le Département du Mayo – Banyo dans la région de l'Adamaoua. Elle à une superficie de 2700 km² et est limitée :

- Au nord par la Commune de Mayo-Darlé ;
- A l'Est par les Communes de Ngambé Tikar et de Yoko dans la région du Centre ;
- Au Sud par la Commune de Magba dans la région de l'Ouest avec limite sur le fleuve Mapé ;
- A l'Ouest par la Commune de Nwa dans la région du Nord-ouest, et par la République Fédérale du Nigéria (limite sur les monts mambila sur une distance de 35 km).

**Carte 1:Localisation de la Commune de Bankim**




Source : PCD Bankim 2015

### II.1.2 Situation démographique

D'après les déclarations des chefs des villages d'une part et les données de recensement de 2005 actualisées en appliquant le taux d'accroissement de 2,9% d'autre part, la Commune a une population estimée à 101 551 habitants en 2015. En utilisant le poids démographique de ces groupes spécifiques dudit recensement notamment :

- ❖ 10,7% de la population étant des nourrissons (0-35 mois) ;
- ❖ 16,9% de la population étant la cible des PEV (0 à 59 mois) ;
- ❖ 6,3% de la population appartenant à celle préscolaire (4 à 5 ans) ;
- ❖ 23,4% de la population considérée comme celle d'âge scolaire dans le primaire (6 à 14 ans) ;
- ❖ 18,5% de la population représentant celle des adolescents (12 à 19 ans) ;
- ❖ 34,7% de la population considérée comme des jeunes (15 à 34 ans).

Cette population en fonction des groupes spécifiques se présente donc de la manière suivante :

**Tableau 1 : Répartition de la population de la Commune de Bankim selon le lieu de résidence et selon certains groupes spécifiques**.

| Groupes spécifiques | Urbain | Rural | Total |
|---|---|---|---|
| Hommes | 6 964 | 41 026 | **47 990** |
| Femmes | 7 096 | 46 465 | **53 561** |
| **TOTAL** | **14 060** | **87 491** | **101 551** |
| nourrissons (0-35 mois) | 1 504 | 9 362 | **10 866** |
| Population cible des PEV (enfants de 0 à 59 mois) | 2 376 | 14 786 | **17 162** |
| Population d'âge préscolaire (4 à 5ans) | 886 | 5 512 | **6 398** |
| Population d'âge scolaire (6 à 14 ans) | 3 290 | 20 473 | **23 763** |
| Adolescents (12-19 ans) | 2 601 | 16 186 | **18 787** |
| Population des jeunes (15-34 ans) | 4 879 | 30 359 | **35 238** |

Source : Résultats du diagnostic participatif SADER 2015

### II.1.3 Situation géographique

Le climat est de type tropical humide, il a les caractéristiques suivantes : Zone de basse altitude variant de 500 à 800 m, la Commune de Bankim présente dans sa majeure partie, un climat de type équatorial humide et chaud, avec des températures moyennes de l'ordre de 23°c. On note principalement une saison pluvieuse qui va de mi-mars à mi-novembre soit (sur 08 mois), et une saison sèche de mi-novembre à mi-mars. Les précipitations moyennes annuelles sont de 1700 mm d'eau. Son écart type est de 210,82 mm, La période d'août-septembre-octobre est celle qui connaît le plus de précipitations, avec des pointes pour le mois de septembre qui a eu une moyenne journalière de l'ordre de291, 78 mm. Le nombre de jours moyen de pluies quant à lui se situe à 110,28 par an.

Les sols de la Commune de Bankim sont pour l'essentiel des sols ferralitiques et hydro morphes, même si quelques nuances sont observées d'une zone à l'autre. On distingue ainsi :

- Des sols limoneux argilo sableux dans les zones de bas fonds situées notamment à l'ouest de Songkolong vers Koumtchoum, Atta, et dans la zone à l'intersection des villages Kongui Nduoh – Somié – Mbonjanga, entre autres ;
- des sols latéritiques bruns dans les zones de savanes disséminées dans le territoire de la Commune;
- des sols ferralitiques humifères sombres dans les zones des galeries forestières.

Même comme la côte d'alerte n'est pas encore atteinte, ces sols connaissent des dégradations très rapides avec les effets des feux de brousse, le surpâturage par endroit, et la mauvaise gestion des

transhumances (les bœufs ne retournent plus dans leurs zones d'origine après la saison sèche, et continuent à damer les sols humides).

Le relief de la Commune de Bankim est constitué essentiellement des plaines (Plaine Tikar) avec des altitudes variant autour de 500 à 600 m. Sur le plan intérieur, on note quelques collines isolées qui le parsèment et qui présentent des affleurements de granit, notamment dans les zones de Nyakong, Kimi Petel, Dieki. Dans la zone ouest en direction du Nigéria, on relève la présence d'une chaîne montagneuse (les Monts Mambila) qui culmine à 1662 m dans la zone de Hainare), et qui recèle des pitons basaltiques que l'on peut observer à partir des villages Songkolong, Atta, Somie, Kongui Nduoh. La zone de piedmont présente des roches volcaniques qui témoignent certainement avec les autres collines et affaissements du relief d'un passé géologique mouvementé.

Le réseau hydrographique de la Commune de Bankim et constitué principalement de deux fleuves dont le Mbam qui longe toute la limite Est de la Commune et qui fait office de limite avec la zone de Ngambé Tikar, et la Mapé qui fait office de limite avec la zone de Magba. A l'intérieur du bassin constitué par les deux fleuves ci-dessus cités, existent plusieurs rivières qui sont tous affluents de ces deux fleuves, entre autres le Kwi, le Ngoum ; le Ngwin, le Ngi, le Djwakar et leurs affluents. Il y a lieu de relever que l'essentiel de ces cours d'eau affluents du Mbam ou de la Mapé ont un régime irrégulier, car ils tarissent en saisons sèches pour ne reprendre leurs cours normaux qu'en saisons pluvieuses. On relève également la présence de plusieurs lacs dont les lacs Mbegou, Tantou, Houmtchie, Wouemi, Wui, Kongui Nduoh.

Il convient de noter par ailleurs, que la mise en eau du barrage de retenue de la Mapé construit en 1986 à des fins de régulation du débit d'eau du barrage hydro électrique d'Edéa en période d'étiage, a entraîné la création d'un plan d'eau de 523 km² environ, dont près des deux tiers (380 km²) sont situés sur le territoire de la Commune de Bankim. La création de ce plan d'eau a modifié le réseau hydrographique de base, et beaucoup de cours d'eau jadis affluents de la Mapé se jettent aujourd'hui dans les eaux de ce barrage.

Située dans le prolongement de la plaine Tikar et dans une zone de transition entre la forêt et la savane, Bankim ne dispose que des rechutes de forêts fortement dégradées. A celles-ci, nous pouvons trouver d'autres unités écologiques parmi lesquelles :

- Les savanes arborées et arbustive ;
- Les galeries forestières le long des cours d'eau ;
- les forêts denses humides;
- Les savanes herbeuses inondées.

### II.1.4 Situation socioéconomique et culturelle

Les populations de Bankim mènent plusieurs activités économiques. L'agriculture étant la principale source de revenus pour la quasi-totalité des populations de la Commune, elle est secondée par d'autres activités. Toutefois, le niveau d'implication des différentes catégories sociales (hommes, jeunes, femmes) reste variable. Cependant, la disponibilité des terres fertiles le climat favorable à certaines cultures de rente (café, cacao, palmier à huile, banane plantain….), la présence du plan d'eau de la Mapé avec ses 173 ressources en eau (cours d'eau et lacs), la proximité du fleuve Mbam , des pâturages propices à l'élevage, l'existence des plantes médicinales, la présence de 130 forêts (forêts denses et galeries forestières) restent un atout pour les habitants de cette Commune. La Commune de Bankim partage les limites avec les régions du centre, du nord-ouest et de l'ouest. Toutefois, avec le dynamisme de la population, le taux de scolarité élevé, faible pesanteur socioculturel, un indice de parité fille/garçon dans les établissements scolaires bon (proche de 1), le faible taux de déperdition scolaire, une population cosmopolite avec une main d'œuvre disponible, une faune et une flore riches et diversifiées, l'existence des infrastructures marchandes (19 marchés hebdomadaires, 03 parcs à bétail, 03 magasins de stockage, 05 gares routières, 02 aires d'abatage) donnent une place prépondérante à la Commune.

### II.2 Offre publique de biens et services en contexte de décentralisation

Dans le cadre de la décentralisation et son application effective sur le terrain, des compétences particulières et des moyens appropriés dans divers domaines de développement social ont été transférées par l'Etat aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) aux travers de nombreux textes et lois tels que La loi n° 2004/017 du 22 Juillet 2004 portant orientation de la décentralisation, Le décret n°2010/0239/PM du 26 février 2010, Le décret N°2010/0246/PM, Décret n°095/013 du 07 février 1995. A ce titre, l'on peut citer entre autres :

**En matière d'éducation**

- La création conformément à la carte scolaire, la gestion, l'équipement, l'entretien et la maintenance des écoles maternelles et primaires et des établissements préscolaires de la Commune;
- Le recrutement et la prise en charge du personnel d'appui desdites écoles ;
- La participation à la gestion et à l'administration des lycées et collèges de l'Etat et de la région par le biais des structures de dialogue et de concertation.

**En matière de santé**, il s'agit de la construction, de l'équipement et la gestion des Centres de Santé Intégrés (CSI). Les Maires assurant la présidence des comités de gestion des hôpitaux de district et des CMA.

**En matière d'alphabétisation**

- L'exécution des plans d'élimination de l'analphabétisme, en relation avec l'administration régionale ;

- La participation à la mise en place et à l'entretien des infrastructures et des équipements éducatifs.

**En matière de formation technique et professionnel**

- L'élaboration d'un plan prévisionnel local de formation et de recyclage ;
- L'élaboration d'un plan communal d'insertion ou de réinsertion professionnelle ;
- La participation à la mise en place, à l'entretien et à l'administration des centres de formation.

Par ailleurs, des modalités d'exercice de ces compétences ont été fixées permettant aux collectivités d'alimenter en eau potable dans les zones non couvertes par le réseau public de distribution de l'eau concédé par l'Etat.

**En matière de développement local**

- La Commune a une mission générale de développement local et d'amélioration du cadre et des conditions de vie de ses habitants. Elle peut en plus de ses moyens propres, solliciter le concours des populations conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.
- les comités de gestion des formations sanitaires sont chargées de Participer à la détermination des besoins des CSI ; Elaborer le budget du CSI avec le Chef de la formation sanitaire ; Assurer et contrôler la gestion des ressources financières, matérielles, humaines et des médicaments du CSI ; Participer aux Assemblées Générales au niveau du district de santé ; Organiser les réunions de l'Assemblée Générale ; Rendre compte à l'AG.
- Les Communes assurent la maîtrise d'ouvrage et la gestion des points d'eau (puits et forages).

### II. 3 Analyse de l'offre dans les quatre secteurs cibles

Dans cette partie, il est question de présenter les données collectées auprès de la Commune dans le secteur d'approvisionnement en eau potable, santé, éducation et certains services communaux tout en procédant à une analyse comparative avec les données collectées dans les administrations sectorielles, notamment le Ministère de l'Eau et de l'Énergie (MINEE), le Ministère de l'Éducation de Base (MINEDUB), le Ministère des Enseignements Secondaires (MINSEC) et le Ministère de la Santé(MINSANTÉ).

### II.2.1 Secteur de l'approvisionnement en eau

Ce tableau récapitule les données du MINEE et celle de la Commune de Bankim.

**Tableau 2. 1**: Etat des lieux des points d'eau dans la Commune

| Type de point d'eau potable | Nombre de points d'eau de ce type | | Nombre de points d'eau de ce type fonctionnels | | Nombre de points d'eau disposant d'un mécanisme d'entretien et de gestion | | Nombre de points d'eau disposant d'un mécanisme d'entretien et de gestion fonctionnel | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Commune | DD MINEE | Commune | DD MINEE | Commune | DD MINEE | Commune | DD MINEE |
| Puits avec pompe à motricité humaine | 37 | 23 | 18 | 19 | 18 | 4 | 18 | 0 |
| Puits avec pompe électrique | 0 | 4 | 0 | 4 | 0 | 4 | 0 | 4 |
| Forages avec pompe à motricité humaine | 51 | 59 | 20 | 42 | 51 | 14 | 20 | 14 |
| Forage avec pompe électrique | 1 | 4 | 1 | 4 | 1 | 4 | 1 | 4 |
| Borne-fontaine | 40 | 28 | 40 | 16 | 40 | 12 | 40 | 10 |
| Source | 9 | 5 | 9 | 5 | 9 | 1 | 9 | 1 |
| Réseau d'adduction d'eau communal | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Au regard de ce tableau, il ressort que la Commune déclare l'existence de 37 puits avec pompe à motricité humaine dont 18 sont fonctionnels et disposent d'un mécanisme d'entretien et de gestion fonctionnel. Par contre pour le MINEE, il existe plutôt 23 Puits avec pompe à motricité humaine dont 19 sont fonctionnels et 04 disposent d'un mécanisme d'entretien et de gestion non fonctionnel. Toutefois, la Commune dénombre 51 forages avec pompe à motricité humaine dont 20 sont fonctionnels, tous les 51 disposent d'un mécanisme d'entretien et de gestion mais seulement 20 ont de mécanismes d'entretien et de gestion fonctionnels. Par ailleurs, le MINEE déclare 59 forages avec pompe à motricité humaine, 42 sont fonctionnels, 14 disposent d'un mécanisme d'entretien et de gestion fonctionnel. Il ressort aussi de ce tableau que la Commune dénombre 40 bornes-fontaines fonctionnelles toutes disposent d'un mécanisme d'entretien et de gestion fonctionnel. En outre, le MINEE déclare l'existence de 28 bornes-fontaines dont 16 sont fonctionnelles, 12 disposent d'un mécanisme d'entretien et de gestion dont 10 sont fonctionnels. S'agissant des autres types de point d'eau notamment les puits avec pompe électrique, les forages avec pompe électrique, la source, à l'exception des réseaux d'adduction d'eau communal dont les chiffres concordent, fort est de constater qu'il y aurait un écart entre les données de la Commune et celles de la Délégation Départementale du MINEE de Mayo-Banyo. Il y'a nécessité pour la Commune et le MINEE de travailler ensemble afin d'harmoniser les données. Par ailleurs, il serait judicieux pour le MINEE de renforcer davantage la capacité de la Commune sur spécificité de type de point d'eau.

**II.2.2 Secteur santé**

Ce tableau présente l'état des lieux des formations sanitaires qui couvre la Commune de Bankim

**Tableau 2. 2**: Etat des lieux des formations sanitaires couvrant la Commune

| **Type de formation sanitaire** | **Nombre de formation sanitaire de ce type** | **Nombre de formation sanitaire fonctionnelles de ce type** | **Nombre de formations sanitaires de ce type disposant d'un COSA ou d'un COGES fonctionnels** | **Accompagnement de la Commune dans l'entretien et la gestion de la formation sanitaire de ce type** | **Nature de l'accompagnement(Oui/Non)** | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Suivi technique | Appui financier | Renforcement des capacités | Appui logistique | Autres (à préciser) _____ |
| Centre de santé / Centre de santé intégrée | 10 | 9 | 8 | OUI | Non | Oui | Non | Non | Non |
| Centre Médical d'Arrondissement | 1 | 1 | 1 | OUI | Non | Oui | Non | Non | Oui |
| Hôpital de district | 1 | 1 | 1 | OUI | Non | Oui | Non | Non | Non |
| Hôpital régional | 0 | 0 | 0 | /// | | | | | |
| Hôpital de référence | 0 | 0 | 0 | /// | | | | | |
| Formation sanitaire privée | 5 | 5 | 0 | OUI | Non | Oui | Non | Non | Non |
| Autres (à préciser) _____ _____ | 0 | 0 | 0 | /// | | | | | |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Au regard de ce tableau, il ressort que la Commune dispose de 10 centres de santé/centre dont 09 sont fonctionnels et 08 disposent d'un COSA ou COGES fonctionnel, d'un (01) CMA, d'un (01) Hôpital de District tous fonctionnels et disposent d'un COSA ou COGES fonctionnel. Outre les formations sanitaires publiques, la Commune compte également 05 FOSA privé et bénéficient d'un accompagnement financier de la Commune. Cependant, la Commune apporte son soutien financier à toutes ces formations sanitaires publiques pour l'entretien et la gestion. Toute fois la Commune accompagne le CMA avec d'autres moyens pour son équipement.

### II.2.3 Secteur de l'éducation

Cette sous partie présente l'état de lieu des services de l'éducation au cycle maternel, primaire et secondaire.

**Tableau 2. 3**: Etat des lieux des services de l'éducation

| Cycle | Ordre d'enseignement | Nombre d'écoles prévu dans la Commune par la carte scolaire | Nombre d'écoles dans l'ordre d'enseignement | Nombre d'écoles non opérationnelles | Nombre d'écoles disposant de salles de classe en matériaux définitif | Nombre d'écoles disposant d'une APEE fonctionnelle |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Maternel | Public | 7 | 11 | 0 | 11 | 11 |
| | Privé laïc | /// | 6 | 2 | 6 | /// |
| | Privé confessionnel | /// | 0 | 0 | 0 | /// |
| | Ecole de parents | /// | 0 | 0 | 0 | /// |
| Primaire | Public | 86 | 86 | 0 | 40 | 5 |
| | Privé laïc | /// | 9 | 0 | 9 | /// |
| | Privé confessionnel | /// | 1 | 0 | 1 | /// |
| | Ecole de parents | /// | 25 | 0 | 2 | /// |
| Secondaire | Public | 16 | 16 | 0 | 6 | 3 |
| | Privé laïc | /// | 3 | 0 | 2 | /// |
| | Privé confessionnel | /// | 0 | 0 | 0 | /// |
| | Ecole de parents | | | | | |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Les données collectées auprès de l'Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base de Bankim présentent l'état des lieux des services de l'éducation au niveau maternel, primaire. En ce qui concerne le cycle maternel, il convient de noter que la Commune dispose de 11 écoles maternelles publiques, un nombre qui va au-delà de ce que prévoit la carte scolaire, toutes ces écoles maternelles sont construites en matériaux définitif et disposent d'une APEE fonctionnelle. Dans le cycle primaire, la Commune dénombre de 86 écoles primaires telles que prévoit la carte scolaire, 40 écoles disposent de salles de classe en matériaux définitif. Cependant sur les 86 écoles primaires de la Commune, seulement 5 disposent d'une APEE fonctionnelle.

S'agissant de l'état de lieux de l'éducation aux enseignements secondaires, les données de la Délégation Départementale du MINSEC de Mayo Banyo font mention de 16 établissements secondaires telle que prévoit la carte scolaire, mais seulement 06 écoles disposent de salles de classe en matériaux définitif. Le tableau fait ressortir également dans l'ordre d'enseignement privé laïc, 06 écoles maternelles dont 02 sont opérationnelles et 06 écoles disposent de salles de classe en matériaux définitif, pour le cycle primaire l'on dénombre 09 écoles privées avec des salles de classes construites en matériaux définitif, dans les enseignements secondaires, la Commune dispose 03 collèges privés

laïcs dont 02 ont des salles de classe construits en matériaux définitifs. En effet, la carte scolaire ne prévoit rien pour ce qui est des écoles privées mais l'on constate qu'il y'a des écoles privées quoique la carte scolaire ne prévoit pas des écoles dans cet ordre d'enseignement, ça vient ainsi combler le besoin en matière d'enseignement. Toutefois un effort supplémentaire reste encore à faire par les acteurs du secteur éducatif et la Commune pour équiper davantage les établissements scolaires avec des matériaux définitifs dans les cycles secondaires et primaires.

### II.2.4 Secteur des services communaux

Cette section présente les différents services disponibles dans la Commune de Bankim.

Tableau **Tableau 2. 4** : Inventaire des services communaux

| **Nature du service** | **Disponibilité du service (Oui/Non)** | **Délai en jours pour l'obtention du service** |
|---|---|---|
| Etablissement d'actes d'état-civil | Oui | 30 |
| Délivrance des documents d'urbanisme | Oui | 15 |
| Aménagement des voiries | Oui | /// |
| Gestion des déchets / Assainissement | Non | /// |
| Légalisation des documents | Oui | /// |
| Authentification des documents | Oui | /// |
| Hygiène et salubrité | Oui | |
| Aménagement des espaces verts et de loisirs | Oui | |
| Aménagement des aires de jeux | Non | |
| Eclairage public | Oui | |
| Transport public | Non | |
| Assistance et Appuis aux personnes socialement vulnérables | Oui | |
| Autres (à préciser) _____ | Oui | |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

La Commune de Bankim offre une kyrielle de service. Cependant un certain nombre de services ne sont pas offerts tels que le service de gestion des déchets / assainissement, aménagement des aires de jeux et Transport public. De tous les services offerts par la commune, il n'y a que le service d'établissement d'actes d'état-civil, la délivrance des documents d'urbanismes ont un délai d'obtention de service respectivement de 30 et 15 Jours. Le tableau ci-dessus illustre ce résultat.

## CHAPITRE III : PRINCIPAUX CONSTATS RELEVÉS DANS LES SECTEURS CIBLES

Le présent chapitre met en exergue les principaux constats relevés dans les secteurs de l'hydraulique, la santé, l'éducation et les services communaux. Il est divisé en cinq (05) grandes parties : la description de la population enquêtée, l'approvisionnement en eau potable, le service de santé, le service de l'éducation, et la fourniture des services communaux.

### III.1 Description de la population enquêtée

Les ménages enquêtés sont constitués des chefs des ménages et d'autres répondants ayant un lien direct ou non avec le chef de ménage. Toutefois, en cas d'absence de ce dernier, le questionnaire pouvait être adressé à son (sa) conjoint(e) ou à tout autre répondant vivant dans le ménage et capable de fournir les informations sollicitées. Le tableau 3.1 présente la répartition en pourcentage des répondants selon le lien de parenté avec le chef de ménage.

Selon le lien avec le chef de ménage, la structure globale de la répartition des répondants dans la Commune indique que la plupart des personnes enquêtées sont chef de ménage ou conjoint (e) du chef de ménage.

**Tableau 3. 1**: Répartition (%) dans la Commune des chefs de ménage selon le milieu de résidence et le sexe

| | | Chef de Ménage | Conjoint (e) du Chef de Ménage | Fils/Fille du Chef ou de son/sa conjoint (e) | Père/mère du Chef ou de son/sa conjoint (e) | Autre parent du Chef ou de son/sa conjoint (e) | Sans lien de parenté avec le chef ou son/sa conjoint (e) | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Milieu de résidence | Urbain | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 100,0 |
| | Rural | 59,5 | 16,5 | 9,8 | 1,3 | 7,3 | 5,7 | 100,0 |
| | Total | 59,1 | 16,4 | 9,7 | 1,3 | 7,2 | 6,0 | 100,0 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

En effet, sur l'ensemble des personnes enquêtées dans la Commune, la part des personnes chef de ménage est de 59,1% et celle des personnes ayant un lien de conjoint (e) du chef de ménage est de 16,3%. Suivant le milieu de résidence, on note que 59,49% des personnes enquêtées en zone rurale sont chef des ménages, 16,46% sont conjoints (es) du chef de ménage. Toutefois les données du tableau révèle qu'il y'a une faible participation des autres membres de ménage dans l'enquête. L'on observe par ailleurs que pour tous les répondants en milieu urbain, il y'a une forte proportion des personnes qui n'ont pas de lien avec le chef.

Le tableau suivant présente la répartition des enquêtés par âge en fonction du milieu de résidence et du sexe.

**Tableau 3. 2: Répartition (%) dans la Commune des répondants selon le milieu de résidence, le sexe et le groupe d'âge**

| | | Masculin | | | Féminin | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Strate de résidence | | | Strate de résidence | | Strate de résidence | | |
| | | Urbaine | Rurale | Total | Rurale | Total | Urbaine | Rurale | Total |
| Groupe d'âges du répondant | Moins de 20 ans | 100,00 | 6,92 | 7,50 | 15,29 | 15,29 | 100,00 | 11,08 | 11,64 |
| | [20 - 35[ | 0,00 | 35,85 | 35,63 | 44,59 | 44,59 | 0,00 | 40,19 | 39,94 |
| | [35 - 50[ | 0,00 | 38,99 | 38,75 | 21,02 | 21,02 | 0,00 | 30,06 | 29,87 |
| | Plus de 50 ans | 0,00 | 18,24 | 18,13 | 19,11 | 19,11 | 0,00 | 18,67 | 18,55 |
| | Total | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

Concernant la répartition des répondants en fonction du lieu de résidence et de facteur âge, Les caractéristiques des répondants ainsi regroupés ont permis de relever dans l'ensemble 11,64% des répondants ont moins de 20 ans, 39,94% sont ceux qui ont un âge compris entre 20 ans et 35 ans, 29,87% représente ceux dont l'âge est situé entre 35 ans et 50 ans et en fin 18,55% pour les répondants dont l'âge est plus de 50 ans. Cependant, selon la répartition par sexe et par strate de résidence, le tableau révèle que dans l'espace rural, les répondants masculins dont l'âge est inférieur ou égal à 20 ans représentent 6,92%, ceux dont l'âge est compris entre 20 et 35 repentent 35,85%, et en fin pour ceux qui ont 50 ans et plus font 18,24%. Par ailleurs, 15,29% des répondants de sexe féminin en milieu rural ont un âge inférieur ou égal à 20 ans, 21,02% pour les adultes de 35 à 50 ans, celles qui ont plus de 50 ans représentent 19,11%. L'on note qu'en milieu urbain tous les répondants ont un âge inferieur ou égale à 20 ans. La description de la population enquêtée a permis de dresser le profil des répondants. Il en ressort que celle-ci se retrouve parmi toutes les couches de la société et prend en compte l'âge, le sexe, le milieu de résidence et le statut du répondant sur la conduite du ménage. Les résultats qui vont suivre permettront d'apprécier la perception des ménages par rapport à l'approvisionnement en eau potable.

### III.2 Approvisionnement en eau potable

La mise en œuvre du contrôle citoyen de l'action publique dans le secteur de l'hydraulique vise à consolider l'implication des populations locales dans l'amélioration de la qualité des services offerts par les ouvrages d'approvisionnement en eau présent dans la Commune. Il s'appuie sur une évaluation de la perception des ménages sur la qualité des services rendus par les biens et services publics offerts dans le secteur de l'hydraulique.

### III.2.1 Utilisation des points d'eau dans la Commune

Il s'agit dans cette sous-section d'apprécier la typologie des points d'approvisionnement en eau potable dans la Commune de Bankim.

A la lecture de ce tableau, l'on constate que plus de la moitié des ménages en milieu rural déclarent que le système public d'approvisionnement en eau existant dans leur village/quartier est constitué des puits à ciel ouvert. Toutefois 48,40% de ménages évoquent la disponibilité des forages avec pompe à motricité humaine et 35,10% se prononce sur la disponibilité des sources. Ceci pourrait s'expliquer par le niveau d'enclavement de la Commune. Ces systèmes publics d'approvisionnement en eau pourrait constituer un facteur favorisant la contagion des maladies hydriques.

**Tableau 3. 3**: Proportion des types de point d'eau disponibles dans le village / quartier habité selon le milieu de résidence

| **Milieu de résidence** | **Type de point d'eau disponible dans le village / quartier** | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *Puits avec pompe à motricité humaine* | *Puits avec pompe électrique* | *Puits à ciel ouvert* | *Forage avec pompe à motricité humaine* | *Forage avec pompe électrique* | *Borne-fontaine* | *Source* | *Marre* | *Réseau d'adduction d'eau* | *Adduction en eau potable CAMWATER* | *Rivière* | Autre |
| Urbain | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100,0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Rural | 7,90 | 0,60 | 53,80 | 48,40 | 0,90 | 0,30 | 35,10 | 0,00 | 2,20 | 0,90 | 11,40 | 0,00 |
| **Ensemble** | 7,90 | 0,60 | 53,50 | 48,40 | 0,90 | 0,30 | 35,20 | 0,00 | 2,20 | 1,30 | 11,30 | 0,00 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Après avoir observé la disponibilité des différents points d'eau, l'enquête s'est intéressée à l'usage qui en est fait par les ménages de la Commune de Bankim (Tableau 3.4).

À la lecture de ce tableau, il ressort que tous les ménages du milieu urbain déclarent utiliser la source comme point d'eau publique comme principale source d'approvisionnement en eau**.** En milieu rural en revanche, le tableau révèle que sur les 89,60% de ménages qui utilisent une source d'eau publique, 34,30% déclarent qu'ils utilisent la source et 26,10% sont ceux qui utilisent le forage avec pompe à motricité humaine.

**Tableau 3. 4**: Utilisation d'une source d'eau publique

| Milieu de résidence | Proportion (%) de ménages utilisant une source d'eau publique | Principale source d'approvisionnement en eau | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | *Puits avec pompe à motricité humaine* | *Puits avec pompe électrique* | *Forage avec pompe électrique* | *Forages avec pompe à motricité humaine* | *Source* | *Rivière* | *Réseau d'adduction d'eau* | *Borne-fontaine* | ***Total*** |
| Urbain | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100,0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | **100,0** |
| Rural | 89,60 | 20,10 | 1,10 | 2,50 | 26,10 | 34,30 | 12,70 | 2,80 | 0,40 | **100,0** |
| **Ensemble** | 89,30 | 20,10 | 1,10 | 2,50 | 26,10 | 34,50 | 12,70 | 2,80 | 0,40 | **100,0** |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

En effet, près d'un ménage sur trois en milieu rural s'approvisionne dans les sources. Ces sources pour la plupart sont non aménagées, elles subissent parfois les effets des intempéries (assèchement et pollution par les eaux de ruissellement) tout au long de l'année et constituent un danger potentiel pour la santé des ménages. Des efforts supplémentaires seraient donc à envisager pour assurer aux ménages l'accès à une eau potable.

### III.2.2 Accessibilité des points d'eau dans la Commune

Cette partie du rapport se focalise sur l'analyse de l'accès aux points d'eau, la disponibilité et l'utilisation des points d'eau dans la Commune. Le tableau 3.5 décrit brièvement la disponibilité au cours de l'année et utilisation de la principale source d'approvisionnement en eau tout au long de l'année et de la journée.

**Tableau 3. 5**: Disponibilité au cours de l'année et utilisation de la principale source d'approvisionnement en eau tout au long de la journée

| Milieu de résidence | Proportion (%) de ménages ayant déclaré que le point d'eau utilisé est disponible toute l'année | Proportion (%) de ménages ayant accès au point d'eau utilisé tout au long de la journée | *Puits avec pompe à motricité humaine* | *Puits avec pompe électrique* | *Forage avec pompe électrique* | *Forage avec pompe à motricité humaine* | *Source* | Rivière | *Réseau d'adduction d'eau* | *Borne-fontaine* | *Total* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Urbain | 100,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100,0 |
| Rural | 54,70 | 79,10 | 22,40 | 1,20 | 2,80 | 18,00 | 37,60 | 14,40 | 3,20 | 0,40 | 100,0 |
| **Ensemble** | 55,00 | 78,90 | 22,30 | 1,20 | 2,80 | 17,90 | 37,80 | 14,30 | 3,20 | 0,40 | 100,0 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Au regard de ce tableau, les ménages de la zone urbaine qui ont comme principale source d'approvisionnement en eau la source, la totalité de ménages déclare y avoir accès à tout moment de la journée et pendant toute l'année. Toutefois en milieu rural, le tableau révèle aussi que c'est plus de la moitié de ménage c'est dire 54,70% sont ceux-là qui disent que l'accessibilité reste sans contrainte tout au long de l'année et 79,10% disent qu'ils ont accès à cette eau pendant toute la journée. La disponibilité en eau est aujourd'hui une préoccupation mondiale. D'où la nécessité d'optimiser l'existant en vue de faire face aux besoins des ménages. Des mesures palliatives restent encore à prendre par la Communes et les autres acteurs du secteur hydraulique afin de faciliter non seulement l'accès aux points d'eau de qualité mais aussi à l'eau potable pour les ménages résidants en milieu rurale qui restent des cibles favorites aux maladies hydrides.

**Tableau 3. 6**: Correspondance entre disponibilité de la principale source d'approvisionnement en eau et besoin en eau des ménages

| **Milieu de résidence** | **Proportion (%) de ménages dont la fréquence de disponibilité de la principale source d'approvisionnement en eau correspond à leur besoin en eau** | **Fréquence de disponibilité de la principale source d'approvisionnement en eau** | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | *Une fois* | *Deux fois* | *Trois fois* | *Total* |
| Rural | 18,20 | 9,10 | 87,90 | 3,00 | 100,0 |
| **Ensemble** | 18,20 | 9,10 | 87,90 | 3,00 | 100,0 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Il ressort de ce tableau qu'en milieu rural, 18,20% des ménages affirment que la disponibilité de la principale source d'approvisionnement en eau correspond à leur besoin journalier. En effet, bien que l'existant ne parvient pas à couvrir en totalité tous les besoins exprimés mais les points d'eau disponibles parviennent quand même à atténuer les besoins de certains ménages. Dans cette proportion, 9,10% des ménages disent que la fréquence de disponibilité de la principale source d'approvisionnement est d'une fois, jusqu'à 87,90% sont ceux-là qui y vont deux fois pour satisfaire leurs besoins en eau et seulement 3% partent trois fois. Les effets dévastateurs du changement climatique, de la pollution des réserves en eau et de l'augmentation de la demande en eau due à la croissance démographique observé aujourd'hui invite les acteurs communaux et ceux du secteur en charge de l'eau à intensifier des actions de sensibilisation sur l'utilisation de l'eau et à initier un plaidoyer pour augmenter les points d'eau supplémentaire et en fin pour que les techniques de potabilisation d'eau soient vulgarisées auprès des ménages. Cela réduirait l'effet des pénuries et favoriserait le vivre ensemble harmonieux surtout que l'eau est aujourd'hui un enjeu pour la satisfaction des besoins vitaux de l'humanité mais aussi pour la stabilité des sociétés.

### III.2.3 Entretien et maintenance de points d'eau dans la Commune

Tout point d'eau devrait avoir un dispositif d'entretien et de maintenance afin de pérenniser ce point d'eau, car des pannes peuvent très vite arriver et pourraient empêcher aux ménages de bénéficier de cette offre de service public. Le tableau suivant présente la proportion des ménages dont le principal point d'eau a été en panne et le temps mis pour qu'il soit réparé au cours des 06 derniers mois.

**Tableau 3. 7**: Panne au cours des six derniers mois et délai de réparation du principal type de point d'eau utilisé

| Milieu de résidence | Proportion (%) de ménages dont le principal type de point d'eau a été panne au cours des 6 derniers mois | Répartition des ménages selon le temps mis pour la réparation de la panne d'un point d'eau | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | *Moins d'une semaine* | *Entre une semaine et un mois* | *Entre un mois exclu et trois mois* | *Plus de trois mois* | *Pas encore* | *Total* |
| Urbain | 0,00 | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Rural | 22,26 | 19,05 | 38,10 | 39,68 | 1,59 | 1,59 | 100,00 |
| **Ensemble** | 22,18 | 19,05 | 38,10 | 39,68 | 1,59 | 1,59 | 100,00 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

De ce tableau, on peut apercevoir que 22,26% des ménages en milieu rural déclarent que leur principal point d'eau est tombé en panne au cours des 06 derniers mois tandis qu'en milieu urbain, comme les ménages utilisent la source comme principale source d'approvisionnement, ils n'ont pas rencontré un tel problème au cours des 06 derniers mois. S'agissant des ménages du milieu rural qui ont ce cas de panne qui survient souvent dans l'année, 19,05% déclarent que leur problème est résolu dans une période allant d'une semaine à un mois, 38,10% affirment plutôt que c'est entre une semaine et un mois, pour 39,68% entre un mois exclu et trois mois. Compte tenu du fait que l'existant ne parvient pas à toujours à couvrir les besoins exprimés par les ménages, le temps mis serait relativement long pour remettre en état le point d'eau. C'est la raison pour laquelle un appel soit lancé envers les autorités municipales de prendre des mesures en vue de renforcer les capacités des agents réparateurs pour que les points d'eau tombés en panne soient rapidement remis en service.

**Tableau 3. 8**: Type d'acteurs de remise en service du principal type de point d'eau

| Milieu de résidence | Acteur de remise en service du principal type de point d'eau | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *Commune* | *Etat* | *Elite* | *Comité de gestion* | *Chef de village / quartier* | *CAMWATER /SNEC/CDE* | *Autres partenaires* |
| Urbain | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Rural | 4,59 | 0,00 | 0,35 | 10,25 | 8,48 | 0,00 | 0,00 |
| **Ensemble** | 4,58 | 0,00 | 0,35 | 10,21 | 8,45 | 0,00 | 0,00 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Le tableau 3.8 présente la typologie des acteurs qui interviennent dans la remise en service du principal type de point d'eau en cas de panne. Il ressort que dans l'ensemble, des ménages situés en zone rurale connaissent les acteurs impliqués dans la gestion et l'entretien des principaux points d'eau dans la Commune de Bankim, contrairement au milieu urbain, où la plupart des enquêtés n'ont aucun avis. Lorsqu'on rentre dans les spécificités, il ressort qu'en milieu rural, 4,59% des ménages pensent que la remise de leur principal point d'eau serait faite par la Commune et 10,25% pensent plutôt que c'est le comité de gestion 8,48% disent que c'est le chef de village. Ce résultat implique qu'une sensibilisation doit être faite en milieu urbain pour informer les populations du mécanisme d'entretien et la gestion des principaux points d'eau.

Cette gestion communautaire se manifeste par des cotisations spontanées lorsque le point d'eau viendrait à avoir un dysfonctionnement. Ceci pourrait donc traduire une situation selon laquelle, il n'existerait quasiment pas de comités de gestion de points d'eau en milieu urbain tout comme en milieu rural,

**Tableau 3. 9**: Intervenant dans la gestion, l'entretien et la maintenance de ce point d'eau

| Milieu de résidence | Intervenant dans la gestion, l'entretien et la maintenance du principal type de point d'eau | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | *COGES* | *Commune* | *CAMWATER* | *Communauté* | *Autres* |
| Urbain | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 |
| Rural | 0,00 | 3,20 | 0,40 | 97,20 | 0,70 |
| **Ensemble** | 0,00 | 3,20 | 0,40 | 97,20 | 0,70 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Les acteurs en charge de la gestion, l'entretien et la maintenance des types de point d'eau sont généralement organisés en comité appelé comité de gestion ou COGES. Ainsi, la mise en œuvre des activités du COGES nécessite la mobilisation des ressources matérielles,

humaines et des moyens financiers. Le tableau 3.9 révèle que dans la Commune de Bankim, le GOGES n'intervient pas dans la gestion, l'entretien et la maintenance de point dans le milieu urbain et rural. Cependant, dans la quasi-totalité des cas c'est les ménages qui interviennent dans la gestion, l'entretien de leur point d'eau. Les moyens financiers, matériels et même technique des ménages étant limité, la Commune pourrait toutefois les accompagner dans cet élan d'effort pour résoudre les problèmes liés à l'entretien et la réparation des points d'eau.

### III.2.4 Caractérisation des points d'eau dans la Commune

Dans ce point, il sera question de faire une caractérisation des points d'eau de la Commune de Bankim selon les déclarations des ménages. Le tableau 3.10 ci-dessous présente l'accessibilité à la principale source publique d'approvisionnement en eau et l'appréciation du service rendu par celle-ci.

Sur l'ensemble des enquêtés dans la Commune, les ménages parcourent en moyenne 5741,31 mètres à pieds pour s'approvisionner en eau dans la source publique. Le temps mis pour arriver au point d'eau est en moyen de 10,57 minutes. Les ménages déclarent qu'ils ont l'habitude de trouver 6,42 personnes en moyenne au point d'eau et doit attendre 7,16 minutes pour pouvoir s'approvisionner en eau. En ce qui concerne l'appréciation faite par les ménages du service rendu par la principale source d'approvisionnement en eau, 62,68% des ménages déclarent que le service rendu est bon et 20,77% disent que le service est passable.

**Tableau 3. 10**: Accessibilité à la principale source d'approvisionnement et appréciation du service rendu par cette source

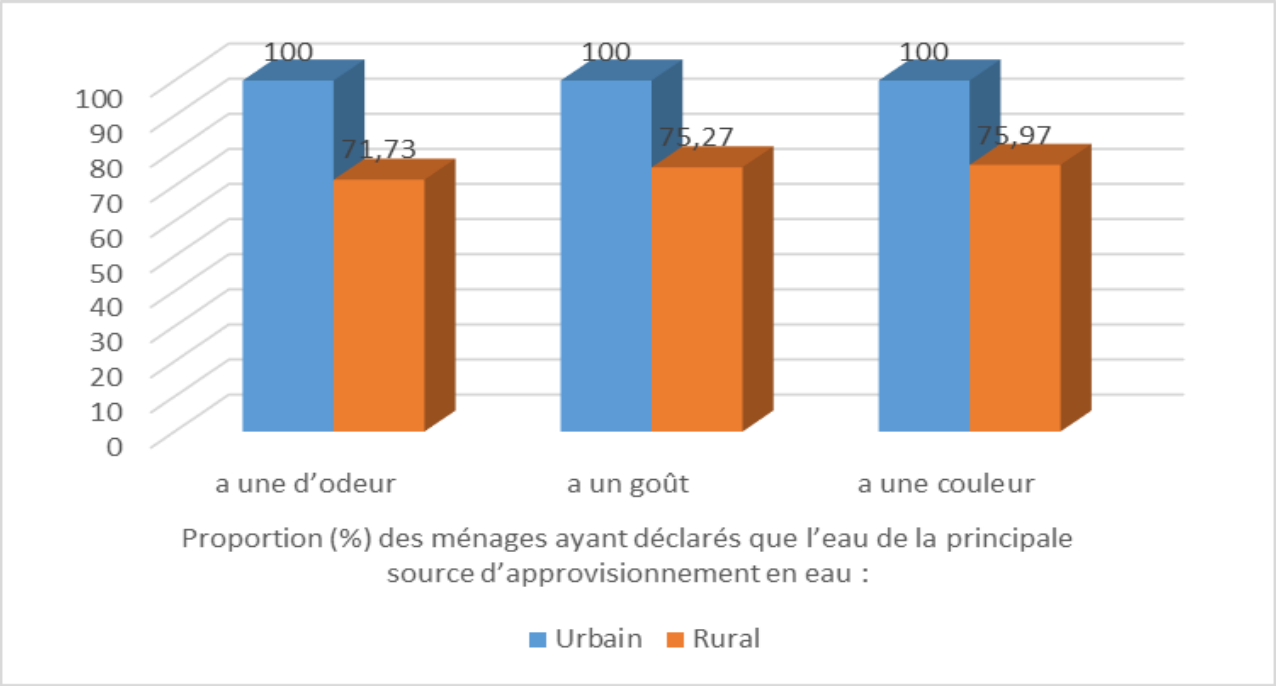
| Milieu de résidence | Distance moyenne du ménage par rapport à la principale source publique d'approvisionnement en eau | Temps moyen (en minutes) mis pour arriver au point d'eau | Temps moyen (en minutes) d'attente au point d'eau | Nombre moyen de personnes qu'un ménage à l'habitude de trouver à ce point d'eau | Répartition des ménages selon l'appréciation du service rendu par la principale source publique d'approvisionnement en eau | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Très bon | Bon | Passable | Mauvais | Très mauvais |
| Urbain | 40,00 | 10,00 | 5,00 | 2,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Rural | 5761,45 | 10,57 | 7,17 | 6,43 | 3,53 | 62,54 | 20,85 | 10,60 | 2,47 |
| **Ensemble** | 5741,31 | 10,57 | 7,16 | 6,42 | 3,52 | 62,68 | 20,77 | 10,56 | 2,46 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Cependant, selon le milieu de résidence, les ménages du milieu urbain parcourent 40 mètres en moyenne pour atteindre la principale source publique d'approvisionnement en eau, font en moyenne 10 minutes de marche à pied pour y arriver, mettent en moyenne 05 minutes de temps

d'attente pour pouvoir s'approvisionner et trouvent souvent en moyenne 02 personnes, la totalité des ménages de ce milieu juge bon le service lié à l'approvisionnement en eau. Par contre en milieu rural, les ménages parcourent une distance moyenne de 5761,45 mètres à pieds, met 10,57 minutes pour arriver au point d'eau, font en moyenne 7,17 minutes de temps d'attente et trouvent habituellement 6,43 personnes au point d'eau. Quant à l'appréciation du service rendu par la principale source d'eau selon le milieu de résidence 20,85% de ceux qui résident en milieu rurale disent que le service est passable, 10,60% disent que c'est mauvais et 62,54% disent que c'est bon et en fin 20,85% disent que c'est passable. Cependant, au regard de toutes ces données il se pourrait que les ménages de la zone rurale parcourent plus de distance pour arriver au point d'eau, d'où la nécessité de construire des point d'eau supplémentaire afin de réduire la peine qu'endure ces ménages.

**Figure 3. 1**: Proportion (%) des ménages dans la Commune selon les caractéristiques de la principale source d'approvisionnement en eau et le milieu de résidence




*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Au regard de cette figure, tous les répondants du milieu urbain déclarent que leur principal source d'approvisionnement en eau a une odeur, un goût et une couleur. Tandis que dans la zone rural, 71,73% disent l'eau a une odeur, 75,27% affirment que cette eau a un goût et 75,97% ménages déclarent que cette eau a une couleur. En effet, selon les déclarations des ménages, leurs différentes sources d'approvisionnement en eau auraient soit une couleur, soit un goût ou une odeur. Le constat qui se dégage de cette analyse est que les ménages vivant dans la zone rurale ont des difficultés d'accès à une eau de qualité ce qui pourrait être un danger pour leurs santés. Il serait donc important pour l'exécutif communal de chercher des moyens pour pallier à cette situation d'où l'importance de former la population sur la technique de potabilisation de l'eau.

### III.2.5 Satisfaction des besoins exprimés en matière d'approvisionnement en eau dans la Commune

Ce point porte sur l'analyse de la satisfaction des besoins exprimés en matière d'approvisionnement en eau dans la Commune de Bankim. Le tableau 3.11 ci-dessous présente le besoin exprimé en matière d'approvisionnement en eau et la satisfaction de ce besoin

Ce tableau montre la proportion des ménages ayant exprimés un besoin en matière d'approvisionnement en eau potable au cours des 6 derniers mois dans la Commune. Il ressort que 7,20% de ménages dans l'ensemble dont 7,30% en milieu rural ont exprimé un besoin en matière d'approvisionnement en eau potable au cours des 6 derniers mois. Cependant, les ménages de la zone urbaine n'ont exprimé aucun besoin en matière d'approvisionnement en eau potable ainsi que leur satisfaction.

**Tableau 3. 11**: Besoin exprimé en matière d'approvisionnement en eau et satisfaction de ce besoin

| **Milieu de résidence** | **Proportion (%) des ménages ayant exprimés un besoin en matière d'approvisionnement en eau potable au cours des 6 derniers mois** | **Parmi les ménages ayant exprimé un besoin, proportion (%) dont le besoin a été exprimé :** | | | | | | | | **Proportion (%) des ménages dont le besoin exprimé en eau a été satisfait** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Au Maire | A l' Etat | A une élite | Au Comité de gestion du point d' eau | Au Chef de village/ quartier | A l' Autorités administratives | A Camwater/ SNEC | A Autre | |
| Urbain | 0,00 | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Rural | 7,30 | 34,78 | 4,35 | 4,35 | 30,43 | 52,17 | 8,70 | 0,00 | 0,00 | 13,04 |
| **Ensemble** | 7,20 | 34,78 | 4,35 | 4,35 | 30,43 | 52,17 | 8,70 | 0,00 | 0,00 | 13,04 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIKM 2022*

Par ailleurs, en milieu rural, sur les 7,30% des ménages ayant exprimés un besoin, 34,78% déclarent qu'ils ont adressés leur besoin au Maire, 30,43% des ménages de la zone ont exprimé leur besoin en matière d'approvisionnement en matière d'approvisionnement en eau au comité de gestion de point d'eau (COGES). Toutefois parmi les ménages ayant exprimés un besoin, plus de la moitié c'est-dire 52,17% déclarent avoir exprimés au chef de village. Cependant, il y'a que 13% des ménages qui trouvent satisfaction de leur besoin en eau. Il serait nécessaire que l'exécutif communal fasse un peu d'effort pour améliorer les conditions de vie des ménages dans ce secteur hydraulique afin de répondre aux besoins des ménages en matière d'approvisionnement en eau potable.

**Tableau 3. 12**: Répartition dans la Commune des ménages satisfaits du besoin exprimé en eau potable selon l'intervalle du temps mis de satisfaction

| Milieu de résidence | Temps moyen mis (en mois) entre la réponse favorable et la satisfaction du besoin exprimé par un ménage | Répartition des ménages selon le temps mis pour satisfaire le besoin exprimé en approvisionnement en eau | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | *Moins d'un mois* | *Entre un mois et trois mois* | *Plus de trois mois* | ***Total*** |
| Urbain | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 0,0 | 100 |
| Rural | 3,30 | 33,30 | 66,70 | 0,0 | 100,0 |
| **Ensemble** | 2,50 | 50,00 | 50,00 | **0,0** | **100,0** |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Au regard de ce tableau, tous les ménages en milieu urbain déclarent que leur doléance exprimée pour la satisfaction de leur besoin en approvisionnement en eau met en moyenne un mois. Par contre en zone rurale, plus de la moitié des ménages ont déclaré qu'ils mettent entre un mois et trois mois pour obtenir une réponse favorable après l'expression le besoin en eau potable. Ainsi donc le temps mis pour le délai de satisfaction de besoin reste un élément déclencheur d'une bonne prise de décision.

Par rapport au service d'approvisionnement en eau dans la Commune, tous les ménages enquêtés en milieu urbain déclarent qu'ils ne sont pas satisfaits de l'approvisionnement en eau potable. Toutefois, dans la zone rurale, 70,90% des ménages sont insatisfaits de l'approvisionnement en eau potable. De cette proportion, 23,7% déplorent la mauvaise qualité de l'eau, 22,80% avancent la raison de l'insuffisance des points d'approvisionnement en eau. Cependant il y'a lieu pour le pouvoir public et l'exécutif communal de prendre des mesures adéquates pour améliorer la qualité de l'eau en milieu rural car presque un ménage sur cinq de ce milieu se trouve exposé

aux maladies hydrides. Ainsi, un atelier de renforcement des capacités des acteurs pourrait amener ces derniers à améliorer la qualité de l'eau destinée à la consommation et à accéder au point d'eau de qualité.

**Tableau 3. 13**: Non satisfaction de l'approvisionnement en eau potable

| Milieu de résidence | Proportion (%) des ménages non satisfaits de l'approvisionnement en eau potable | Parmi les ménages non satisfaits, proportion (%) dont la raison de non satisfaction est : | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | *Eloignement du point d'eau* | *Mauvaise qualité de l'eau* | *Insuffisance des points d'approvisionnement en eau* | *Mauvaise gestion du point d'eau* | *Défaut/Lenteur de maintenance en cas de panne* | *Coût élevé de l'approvisionnement en eau* | *Autre* |
| Urbain | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Rural | 70,90 | 8,90 | 23,70 | 22,80 | 7,10 | 1,30 | 0,90 | 0,00 |
| **Ensemble** | 70,80 | 8,90 | 23,60 | 22,70 | 7,10 | 1,30 | 0,90 | 0,00 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

### III.2.6 Actions envisagées en vue de l'amélioration du service rendu en eau potable

Au Cameroun, selon le rapport d'évaluation de la Banque Africaine de Développement (BAD) en mai 2010, le taux moyen d'accès à l'eau potable est de 45% en milieu rural contre 77% en milieu urbain. La population ayant accès aux services d'assainissement adéquat est estimée à 13,5% en milieu rural et de 17% en zone urbaine. Le Cameroun est donc loin d'atteindre les ODM dans ce domaine comme le prévoit le document de stratégies. Pour y faire face, le gouvernement grâce aux transferts des compétences aux CTD, accompagne aujourd'hui les Communes avec des appuis financiers et technique pour permette à sa population locale d'accéder aux points d'eau de qualités. Cependant, les ménages de la Commune de Bankim ont signifié leur intérêt de prendre part activement au développement dans le secteur hydraulique de leur localité. Le tableau suivant présente les actions que ces ménages entreprennent dans la Commune pour améliorer les services rendus dans l'approvisionnement en eau potable.

### III.2.6 Actions envisagées en vue de l'amélioration du service rendu en eau potable

Au regard des différentes difficultés relevées, il est important de suggérer des actions en vue d'améliorer le service rendu en eau potable dans la Commune de Bankim.

Selon les données du tableau ci-dessus, plus de la moitié des ménages se sont engagés pour l'ajout des points d'eaux supplémentaire plus précisément la contribution pour la construction d'un point d'eau supplémentaire.

**Tableau 3. 14**: Actions des ménages dans la Commune en vue de l'amélioration du service rendu par l'approvisionnement en eau potable

**Proportion (%) des ménages selon le type d'action et le milieu de résidence.**

| Milieu de residence | Proportion (%) des ménages pouvant s'engager dans l'amélioration du service rendu par l'approvisionnement en eau potable à travers : | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Points d'eau supplémentaires | | | Amélioration de la gestion des points d'eau | | | | | Amélioration de la qualité de l'eau | | Autres |
| | Contribution pour la construction d' un point d' eau supplémentaire | Donation du site de construction d' un point d' eau | Plaidoyer auprès des donateurs | Redynamisation/mise en place du COGES | Contribution financière à un mécanisme communautaire de gestion et maintenance du point d' eau | Encouragement à l' intégration des femmes dans le COGES | Suivi de la production des comptes-rendus sur la gestion du point d' eau par le | Facilitation du déplacement de l' artisan réparateur chargé de la maintenance du point d' eau | Participation aux campagnes périodiques de potabilisation de l' eau dans la localité | Participation aux campagnes de sensibilisation sur la dénonciation des actes d' insalubrité qui impactent la qualité de l' eau | |
| Urbain | 100,0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Rural | 52,50 | 32,00 | 17,10 | 9,50 | 10,80 | 4,70 | 5,40 | 6,60 | 9,80 | 10,40 | 0,00 |
| **Ensemble** | 52,50 | 31,80 | 17,30 | 9,40 | 10,70 | 4,70 | 5,30 | 6,90 | 9,70 | 10,70 | 0,30 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Au regard de ce tableau, 52,50% des ménages en milieu rural prennent l'engagement de contribuer pour la construction d'un point d'eau supplémentaire, 32% s'engagent à donner un site pour la construction d'un point d'eau, 17,10% se prononcent en faveur d'un plaidoyer auprès des donateurs et 10,80% des ménages se donnent pour la contribution financière à un mécanisme communautaire de gestion et de maintenance du point d'eau. Ainsi, les engagements et l'implication directe des ménages dans le développement hydraulique de leur localité nécessite un accompagnement technique et financier de la commune pour accélérer la faisabilité des différents projets pourraient initier dans ce cadre.

### III.3 Services de santé

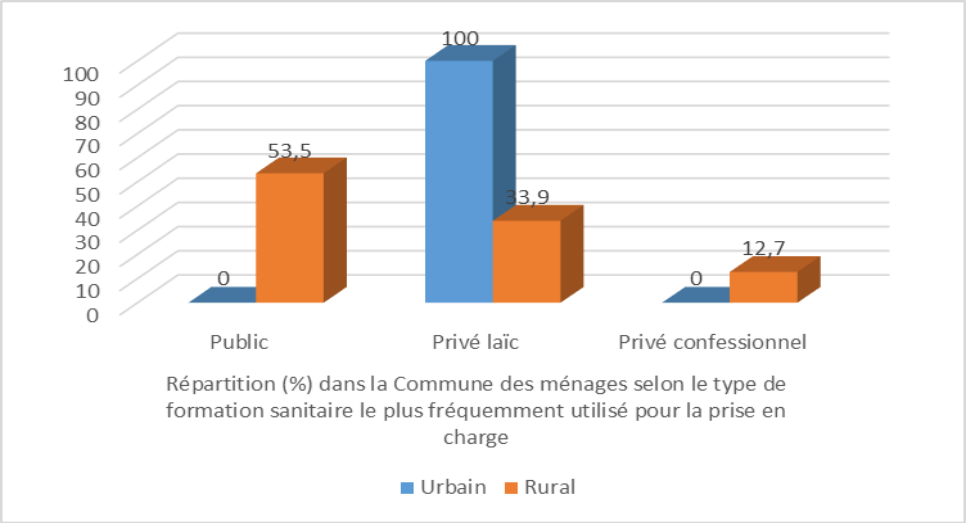
Cette section du rapport nous renseigne sur la perception des ménages enquêtés dans le domaine de la santé, notamment l'utilisation des formations sanitaires dans la Commune, la caractérisation des petits matériels utilisés dans les formations sanitaires, le financement des soins dans les formations sanitaires, appréciation des services rendus dans les formations sanitaires, les actions envisagées en vue de l'amélioration du service en soins de santé.

Les points de vue des populations seront présentés sur ces différents aspects. Cette présentation sera assortie d'une synthèse de la perception des populations sur les services de santé dans la Commune et des suggestions des axes d'amélioration de ces services.

#### III.3.1 Utilisation des formations sanitaires dans la Commune

La carte sanitaire de la Commune de Bankim présente plusieurs types de formations sanitaires. La figure 3.2 présente la répartition en pourcentage des ménages selon le type formation sanitaire le plus fréquemment utilisé pour la prise en charge.

**Figure 3. 2: Répartition (%) dans la Commune des ménages selon le type de formation sanitaire le plus fréquemment utilisé pour la prise en charge et le milieu de résidence**




*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Dans la Commune de Bankim, la plupart de ménages du milieu urbain déclarent qu'ils fréquentent beaucoup plus les formations sanitaires

privées Laïques. Par contre, 53,5% en zone rurale les ménages affirment qu'ils optent plus pour les centres de santé publics. Ce constat général couvre une réalité plus subtile. En effet, la figure 3.2 révèle qu'en milieu urbain tous les ménages ont recours généralement aux formations sanitaires privées bien qu'il existe des CSI et l'hôpital de district. Toutefois, dans l'espace rural, 33,9% se rendent dans les formations sanitaires privées. L'action de ces formations sanitaires privées aux côtés d'institutions sanitaires publiques aide à couvrir le besoin des ménages en soins de santé et renforce le partenariat public privé. Cependant, selon une étude de l'institut national des statistiques du Cameroun, le taux de pauvreté en 2014 est de 37,5% vivant en milieu rural. Les pauvres au Cameroun vivent principalement en milieu rural, soit 90,4% du total de la population pauvre et éprouvent des difficultés à se faire soigner dans un hôpital. La perception des services offerts par les FOSA publiques et le coût élevé des soins pousseraient certains ménages à se soigner chez d'autres praticiens dont la technicité peut être douteuse. C'est le lieu de structurer un plaidoyer auprès des autorités sanitaires pour l'humanisation des soins au Cameroun. Aussi, est-il conseillé de sensibiliser les populations.

Au regard de ce qui précède, il serait très important de savoir les raisons qui poussent certains ménages à se rendre dans une formation sanitaire privée que public. C'est dans cet élan que le tableau suivant présente la répartition de ces ménages en fonction de leurs raisons.

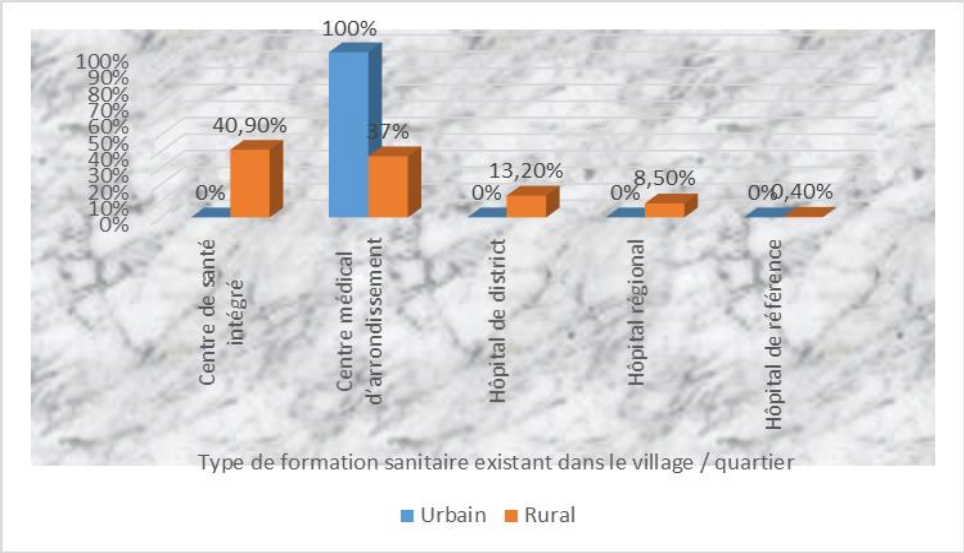
**Tableau 3. 15**: Proportion (%) des ménages dans la Commune selon la raison de choix du type de formation sanitaire privé

| **Milieu de résidence** | **Parmi les ménages, proportion (%) dont la raison de choix du type de formation sanitaire :** | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Distance | Coût | Accueil | Qualité des soins | Disponibilité du personnel | Disponibilité de médicaments | Autres |
| Urbain | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Rural | 76,90 | 3,40 | 24,50 | 19,70 | 18,40 | 4,10 | 6,10 |
| **Ensemble** | 77,00 | 3,40 | 24,30 | 19,60 | 18,20 | 4,10 | 6,10 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Au vu du tableau 3.15, la raison la plus importante qui amène les menages à préférer une formation sanitaire privée est la proximité entre la formation sanitaire et ces ménages car tous les ménages du milieu urbains ainsi que 76,9% ceux de la zone rurale ont déclaré qu'ils partent dans ces formations par rapport à la distance. En outre, en milieu rural, 24,50% évoquent comme raison l'accueil, près d'un ménage sur cinq parle plutôt de qualité des soins. Cependant, les raisons évoquées pour le choix de ces formations sanitaires varient d'un ménage à l'autre. La figure ci-dessous présente ces raisons.

**Figure 3. 3**: Répartition (%) dans la Commune des ménages selon la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins




*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Il ressort de l'analyse de cette figure que tous les ménages de la zone urbaine fréquentent le centre médical d'arrondissement qui représente leur principale formation sanitaire publique. Par ailleurs, 40,90% des enquêtés du milieu Rural déclarent que leur principale formation sanitaire publique est le CS/CSI. Toutefois, malgré la présence du CMA dans la Commune d'autres préfèrent se rendre dans l'hôpital de District c'est-à-dire 13,20% et 8,50% partent dans l'hôpital régional. Le choix d'une autre formation sanitaire autre que celle plus proche du ménage pourrait se justifier par la recherche des soins de qualité ou pour un cas d'évacuation sanitaire qui nécessite l'intervention d'un spécialiste.

**Tableau 3. 16**: Accessibilité de la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins

| **Milieu de résidence** | **Proximité du ménage à la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins** | | | **Distance moyenne d'un ménage à la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins** | **Temps (en minutes) moyen mis pour atteindre la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins** |
|---|---|---|---|---|---|
| | Oui | Non | Total | | |
| Urbain | 100,00 | 0,00 | 100,0 | 7000,0 | 60,0 |
| Rural | 63,00 | 37,00 | 100,0 | 9340,6 | 156,4 |
| **Ensemble** | 63,10 | 36,90 | 100,0 | 9330,6 | 156,0 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

D’après les résultats, plus de la moitié des ménages se trouvent en proximité de leur principale formation sanitaire publique ou privé qu’ils fréquentent afin d’obtenir des soins. Ceci pourrait s'expliquer par l'existence d'un CSI à quelques mètres ou d'un CMA. La distance moyenne que parcourent les ménages à pied pour se rendre à leur principale formation sanitaire est de 9330,6 mètres, pour un temps moyen de 156 minutes. L’éloignement et le temps mis pour atteindre une formation sanitaire publique pourraient réduire le taux de fréquentation des formations sanitaires publiques par les ménages. Ces éléments sont autant d’aspects à prendre en considération pour la priorisation des actions visant l’amélioration de l’offre de santé.

### III.3.2 Caractérisation du petit matériel utilisé dans les formations sanitaires

Ce tableau présente la proportion des ménages dans la Commune de Bankim selon les caractéristiques du petit matériel disponible dans la formation sanitaire publique pour l’obtention des soins.

**Tableau 3. 17**: Proportion (%) des ménages dans la Commune selon les caractéristiques du petit matériel disponible dans la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l’obtention des soins

| **Milieu de résidence** | **Caractéristiques du petit matériel disponible dans la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l’obtention des soins** | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *Ciseaux* | *Seringues* | *Alcool* | *Coton* | *Bétadine* | *Thermomètre* | *Tensiomètre* | *Balance* | *Gants* | *Autres* |
| Urbain | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 0,0 |
| Rural | 95,7 | 97,9 | 97,9 | 95,7 | 87,2 | 86,8 | 73,2 | 99,6 | 92,3 | 0,0 |
| **Ensemble** | 95,8 | 97,9 | 97,9 | 95,8 | 87,3 | 86,9 | 73,3 | 99,6 | 92,4 | 0,0 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Des ménages enquêtés dans le milieu Urbain dont les membres fréquentent une formation sanitaire publique affirment la disponibilité totale des petits matériels dans la formation sanitaire. De même, dans la formation sanitaire de la zone Rurale, la plupart des répondants trouvent que les petits matériels de soins seraient quasiment disponibles au moment de leur passage dans cette formation sanitaire pour l’obtention du soin. Force est de constater qu’en milieu rural, certains petits matériels à savoir le thermomètre, le tensiomètre la Bétadine sont les moins disponibles dans les formations sanitaires.

### III.3.3 Financement des soins dans les formations sanitaires

Au sein de la Commune de Bankim, l'ensemble des ménages payent en moyenne une somme de 702,10 Fcfa pour une consultation ordinaire dans la principale formation sanitaire publique fréquenté pour l'obtention des soins. En effet, en milieu urbain le constat est qu'aucun ménage ne s'est prononcé sur l'estimation de coût.

**Tableau 3. 18**: Paiement des soins de santé et jugement des ménages sur l'accueil du personnel soignant

| Milieu de résidence | Montant (en FCFA) moyen payé pour une consultation ordinaire dans la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins | Proportion (%) des ménages qui trouvent élevé le montant moyen payé pour une consultation ordinaire dans la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins | Proportion (%) des ménages ayant déclaré que d'autres frais non autorisés sont exigés pour leur servir dans la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins | Répartition (%) des ménages selon le jugement sur l'accueil du personnel soignant dans la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Bon | Passable | Mauvais | Total |
| Urbain | 500,0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 100,0 |
| Rural | 703,0 | 61,70 | 39,60 | 38,30 | 60,40 | 1,30 | 100,0 |
| **Ensemble** | 702,10 | 61,40 | 39,40 | 38,10 | 60,60 | 1,30 | 100,0 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

En zone rurale par contre environ 61,70% de ménages trouvent élevé le montant moyen payé pour une consultation ordinaire dans la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins. 39,60% de ménages déclarent que d'autres frais non-autorisés sont exigés pour leur servir dans la principale formation sanitaire publique fréquentée pour l'obtention des soins. La plupart des ménages estiment que l'accueil du personnel soignant dans la principale formation sanitaire fréquentée pour l'obtention des soins est passable, 38,30% trouvent que l'accueil est bon et une minorité de 1,30% jugent l'accueil du personnel soignant mauvais.

### III.3.4 Appréciation du service rendu dans les formations sanitaires

Au regard de la description de l'offre de services sanitaires publics dans la Commune de Bankm, il est important de s'arrêter pour savoir quelle est l'appréciation et le niveau de satisfaction des ménages par rapport à cette offre de services dans cette Commune.

**Tableau 3. 19**: Disponibilité des médicaments et résolution des problèmes de santé dans la principale formation sanitaire fréquentée pour les soins

| Milieu de résidence | Proportion (%) des ménages ayant déclaré que les médicaments pour les maladies fréquentes dans la localité étaient toujours disponibles | Proportion (%) des ménages pour qui la plupart des problèmes de santé du village sont résolus dans la principale formation sanitaire fréquentée pour les soins |
|---|---|---|
| Urbain | 0,00 | 100,00 |
| Rural | 83,83 | 87,23 |
| **Ensemble** | 83,47 | 87,29 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Ce tableau révèle un constat fort de sens à savoir la disponibilité des médicaments dans les formations sanitaires en milieu rural. Cependant, dans la zone urbaine, les ménages ne se prononcent pas sur la disponibilité de médicament, néanmoins tous déclarent être satisfaits des soins administrés dans la formation sanitaire qu'ils fréquentent pour leurs soins. Toutefois, 83,83% des ménages du milieu rural déclarent qu'ils parviennent à avoir les médicaments dans les formations sanitaires. De même, 87,23% sont ceux qui parviennent à résoudre la plupart des problèmes de leur santé et les médicaments adéquats. Cependant fort est de constaté que la plupart des ménages de la zone rurale se sont réservés pour se prononcer sur la disponibilité des médicaments.

**Tableau 3. 20**: Non satisfaction des services rendus dans la principale formation sanitaire fréquentée pour les soins

| Milieu de résidence | Proportion (%) des ménages non satisfaits des services de santé offerts dans la principale formation sanitaire fréquentée pour les soins | Parmi les ménages non satisfaits, proportion (%) dont la raison de non satisfaction est : | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Eloignement des formations sanitaires | Mauvaise qualité des services offerts | Absentéisme du personnel | Mauvaise qualification du personnel de la formation sanitaire | Monnayage des soins | Insuffisance de médicaments | Mauvaise qualité équipements | Insuffisance des équipements | Coût élevé de l'accès aux soins de santé | Autres |
| Urbain | 0,00 | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// | /// |
| Rural | 5,53 | 100,0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Ensemble** | 5,51 | 100,0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Au regard de ce tableau, il convient de relever dans la zone urbaine, aucun ménage ne s'est prononcé sur la non satisfaction de service de santé offert par la principale formation sanitaire dans laquelle ils font leur soin, alors qu'en milieu rural, 5,53% des ménages déclarent qu'ils ne sont pas satisfaits des services de santé offerts dans la principale formation sanitaire fréquentée pour les soins. De tous ces différentes déclarations, il convient de relever que les ménages n'accèdent pas au bon soin soit pour une raison de la qualité soin soit pour des raisons de cout. Il y'aurait un important défi à relever dans ce secteur par les autorités compétentes. La population non satisfaite est préoccupante et appelle à des actions concrètes pour accroitre le niveau de satisfaction des ménages.

### III.3.5 Actions envisagées en vue de l'amélioration du service en soins de santé

Il s'agit dans ce tableau de présenter les principaux axes d'engagement citoyen des ménages de la Commune de Bankim. L'insatisfaction des ménages suite au service rendu dans le secteur de la santé se traduit également par un ensemble d'actions que ceux-ci peuvent mettre en œuvre en vue de l'amélioration de ce service. Le tableau suivant donne un aperçu sur les actions que les ménages s'engagent à entreprendre pour améliorer la qualité des services dans le secteur de santé.

Le tableau 3.21 montre les différentes actions que les ménages insatisfaits du service rendu dans le secteur santé sont prêts à mettre en œuvre pour l'amélioration des services santé dans la Commune. En effet, tous les ménages du milieu urbain s'engagent à l'amélioration de la gestion des FOSA par le service d'accueil et la prise en charge. De même dans la zone rurale 48,1% sont prêt à améliorer la qualité d'accueil et la prise en charge des patients, 26,40% pour l'approvisionnement en médicaments et dotation en équipement et en fin 23% déclarent qu'ils s'engagent pour la formation sanitaire supplémentaires en menant plaidoyer pour le respect des normes sectorielles. Cependant, au regard de ces engagements pris par les ménages, il y'a lieu de constater l'insuffisance des formations sanitaires et la mauvaise qualité d'accueil et la prise en charge des patients, manque des équipements dans les formations sanitaires existantes de la Commune. En tout état de cause, il serait primordial pour l'exécutif communal de bien prendre en compte les différentes plaidoiries et les avis de la population de la localité pour harmoniser leurs pensées et leurs idées afin de bien mettre en œuvre ces actions qui seront très bénéfique pour les populations en générale.

**Tableau 3. 21**: Actions des ménages dans la Commune en vue de l'amélioration du service rendu dans le secteur de la santé ; Proportion (%) des ménages selon le type d'action et le milieu de résidence

| Milieu de résidence | Proportion (%) des ménages pouvant s'engager dans l'amélioration du service rendu dans le secteur de la santé à travers : | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Formations sanitaires supplémentaires | | Extension/réhabilitation/Equipements des formations sanitaires | | Amélioration de la gestion des FOSA | | | | | | Réduction du coût d'accès aux soins de santé | | | Autres |
| | Plaidoyer pour le respect des normes sectorielles | Plaidoyer auprès des ONG/Structures privées pour la construction des formations sanitaires | Plaidoyer auprès de la Communeet de l' Etat pour l' extension et l' équipement des formations sanitaires | Plaidoyer auprès de la Communeet de l' Etat pour la réhabilitation et l' équipement des formations sanitaires | Redynamisation du COSA/COGE | Approvisionnement en médicaments et dotation en équipements | Accueil et prise en charge des patients | Maintenance et entretien de l' infrastructure hospitalière | Plaidoyer pour affectation du personnel | Contrôle et vérification de la présence effective du personnel médical | Subvention de la COSA/COGE | Le Développement de partenariats publics-privés | La négociation des jumelages et intercommunalités | |
| Urbain | 0,0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 100,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Rural | 23,00 | 19,60 | 11,50 | 9,40 | | 26,4 | 48,1 | 15,3 | 3,8 | 6,4 | 1,7 | 1,30 | 0,00 | 0,40 |
| **Ensemble** | 22,90 | 19,50 | 11,40 | 9,30 | | 26,3 | 48,3 | 15,3 | 3,8 | 6,4 | 1,7 | 1,30 | 0,00 | 0,40 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

### III.4 Services de l'éducation

La mise en œuvre du contrôle citoyen de l'action publique dans le secteur de l'éducation vise à consolider l'implication des ménages dans l'amélioration de la qualité des services offerts dans les établissements maternels, primaires et secondaire présentent dans la Commune. Il s'appuie sur une évaluation de la perception des ménages sur la qualité des services rendus par les biens et services publics offerts dans le secteur de l'éducation.

#### III.4.1 Fréquentation scolaire dans la Commune

Cette partie de la section fait ressortir la proportion des ménages enquêtés dont un membre déclare que son enfant fréquente dans un cycle d'enseignement. Elle nous renseigne aussi sur le nombre moyen d'enfants du ménage fréquentant l'ordre d'enseignement, la raison de sa préférence, le temps mis par les enfants pour se rendre dans leur établissement à pied, et les caractéristiques de l'établissement du cycle existant dans le village/quartier.

**Tableau 3. 22**: Pourcentage des enfants dans les ménages selon le cycle d'enseignement, l'ordre d'enseignement et le milieu de résidence

| **Milieu de résidence** | **Cycle d'enseignement** | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | ***Maternel*** | | ***Primaire*** | | ***Secondaire 1er cycle*** | | ***Secondaire 2ème cycle*** | | ***Formation professionnelle*** | |
| | *Public* | *Privé* | *Public* | *Privé* | *Public* | *Privé* | *Public* | *Privé* | *Public* | *Privé* |
| Urbain | 0,0 | 100 | 0,0 | 0,0 | 98,68 | 1,32 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100 |
| Rural | 42,86 | 57,14 | 87,07 | 12,93 | 98,68 | 1,32 | 81,25 | 18,75 | 88,52 | 11,48 |
| **Ensemble** | 37,5 | 62,5 | 87,07 | 12,93 | 98,68 | 1,32 | 81,25 | 18,75 | 88,25 | 11,75 |

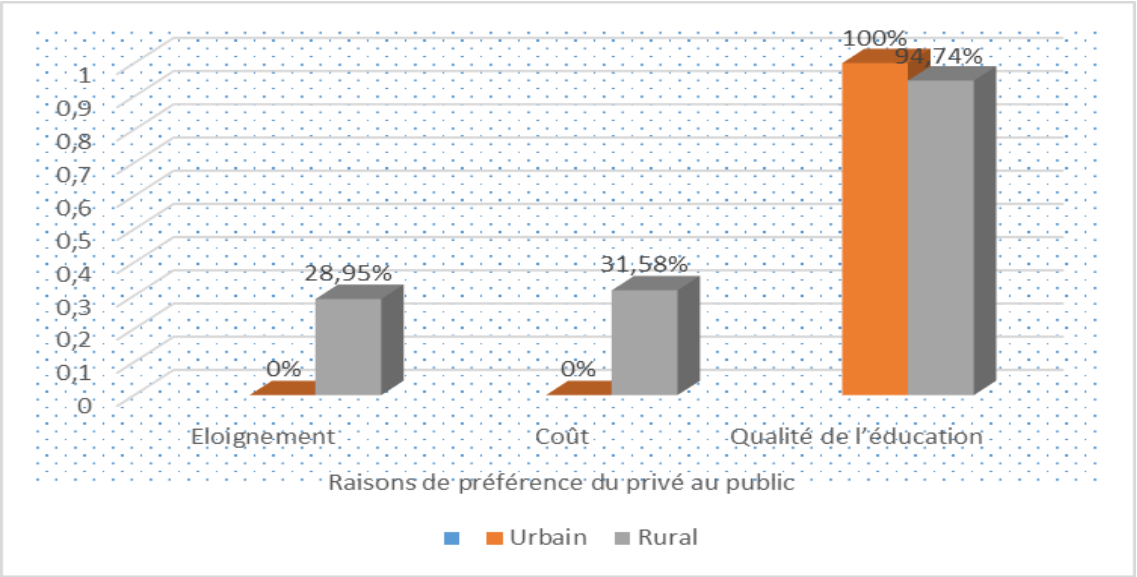
*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Il ressort du tableau 3.22 que les ménages en milieu urbain optent beaucoup plus pour l'ordre d'enseignement public au cycle secondaire alors que dans l'enseignement maternel et la formation professionnelle tous préfèrent le privé.

Par contre dans la zone rurale, 42,86% des enquêtés préfèrent envoyer leurs progénitures au cycle maternel public, 87,07% pour le cycle primaire préfèrent également le public. De même, pour le secondaire, presque la totalité des enquêtés optent pour l'enseignement secondaire public pour le premier cycle. Toutefois, 88,52% des enfants des ménages fréquentent dans un centre de Formation professionnel public. De manière générale, la plupart des ménages trouvent plus des satisfactions dans les établissements publics, mais certains préfèrent tout de même

leurs enfants dans les établissements privés, cela pourrait se traduire par la qualité d'enseignement et la proximité de l'école avec le ménage.

**Figure 3. 4**: Raisons de la préférence du privé au public pour la fréquentation d'un établissement scolaire




*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

A la lecture de cette figure, tous les ménages en zone urbaine préfèrent le centre de formation professionnel privés à cause de la qualité de l'éducation. En milieu rural, en moyenne 28,95% des membres de ménage sollicitent un cycle d'enseignent privé à cause de la distance, 31,58% pour la raison de coût. De tout ce qui précède, presque tous les ménages préfèrent un cycle d'enseignement privé à cause de la qualité de l'éducation. Il est donc souhaitable pour les élus locaux, et grâce aux compétences qui leur sont transférées dans le cadre de processus de la décentralisation, de veiller sur la qualité d'enseignement dispensé.

**Tableau 3. 23**: Répartition (%) des ménages déclarant l'existence d'un établissement scolaire public dans un cycle d'enseignement disponible dans le village / quartier selon le milieu de résidence et la proximité du ménage à cet établissement scolaire public

| Cycle disponible dans le village / quartier du ménage | Milieu de résidence | | | Proximité du ménage à l'établissement scolaire public disponible dans le village / quartier | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Urbain | Rural | Total | Oui | Non | Total |
| Maternel | 0,0 | 36,39 | 36,16 | 84,30 | 15,70 | 100 |
| Primaire | 0,0 | 50,32 | 50 | 89,50 | 10,49 | 100 |
| Secondaire | 0,0 | 38,29 | 38,05 | 82,53 | 17,46 | 100 |
| Formation professionnelle | 0,0 | 16,46 | 16,35 | 72,72 | 27,27 | 100 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Pour ce qui concerne l'existence d'un établissement scolaire public dans un cycle d'enseignement disponible dans le village/quartier, il ressort que le cycle maternel, primaire, secondaire et la formation professionnelle existent dans la Commune de Bankim. S'agissant de la proximité, la plupart des ménages affirment que le cycle maternel, primaire et secondaire sont proche du village/quartier.

### III.4.2 Accessibilité de l'école publique dans la Commune

**Tableau 3. 24**: Distance moyenne parcourue et temps moyen mis à pieds pour se rendre à l'établissement scolaire fréquenté selon le cycle d'enseignement et le milieu de résidence

| Cycle disponible | Milieu de résidence | | | | *Ensemble* | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | *Urbain* | | *Rural* | | | |
| | Distance moyenne parcourue | Temps moyen mis | Distance moyenne parcourue | Temps moyen mis | Distance moyenne parcourue | Temps moyen mis |
| Maternel | /// | /// | 23,75 | 0,35 | 23,60 | 0,35 |
| Primaire | /// | /// | 402,15 | 94,33 | 399,62 | 93,73 |
| Secondaire | /// | /// | 341,75 | 36,37 | 339,60 | 36,14 |
| Formation professionnelle | /// | /// | /// | /// | /// | /// |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Il ressort du tableau 3.24 qu'on met plus de distance soit 399,62 m et plus de temps mis à pied, soit 93,73 min pour arriver au cycle primaire. Pour le même cycle, les élèves du milieu rural parcourent en moyenne plus de distance qu'en milieu urbain, soit 402,15m en 94,33 minutes pour se

rendre à pied à l'école. Toutefois au cycle secondaire, Ils mettent généralement 341,75m en 36,37m pour se rendre à l'établissement. Ainsi donc, il y'a lieu de dire que les enfants dans les ménages de la zone rurale parcourent plus des distances pour se rendre à l'école, la longue distance parcourue pourrait être un facteur de sous scolarisation, un effort doit être fait par la Commune afin d'augmenter les nombres des établissements dans les différentes localités afin de réduire le taux de sous scolarisation.

### III.4.3 Caractéristiques de l'environnement scolaire

Cette partie décrit de manière synthétique la pproportion des ménages selon les caractéristiques déclarées de l'établissement fréquenté par cycle d'enseignement, le nombre moyen d'élèves par salle de classe dans un établissement et l'appréciation de la fréquence de présence de l'enseignant dans la classe selon le cycle, la proportion dans la Commune des ménages ne participant pas aux réunions de l'APEE selon le milieu de résidence et la proportion des ménages dans la Commune selon la raison de non-participation aux réunions de l'APEE.

**Tableau 3. 25**: Proportion (%) des ménages selon les caractéristiques déclarées de l'établissement fréquenté par cycle d'enseignement

| **Cycle d'enseignement** | **Caractéristiques déclarées de l'établissement fréquenté** | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | *a un cycle complet* | *a un atelier complet* | *a une salle par niveau de classe* | *Disponibilité de banc pour faire asseoir tous les élèves* | *Distribution de livres scolaires* |
| Maternel | 1,26 | 0,94 | 0,94 | 0,00 | 1,26 |
| Primaire | 33,33 | 31,13 | 32,39 | 14,47 | 33,33 |
| Secondaire | 18,55 | 19,50 | 19,50 | 0,00 | 18,55 |
| Formation professionnelle | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

S'agissant des caractéristiques de l'environnement scolaire, plus de 33% des ménages déclarent que les écoles primaires sont à cycle complet, elles disposent d'une salle par niveau de classe, de banc pour faire assoir tous les élevés et procèdent à la distribution de livre scolaire aux élèves. Seulement 14,47% des ménages ont déclaré la disponibilité des bancs pour faire assoir les élèves au cycle primaire. Ce résultat traduit à suffisance le nombre insuffisant des salles de classe et équipements dans les différents établissements.

**Tableau 3. 26**: Nombre moyen d'élèves par salle de classe dans un établissement et appréciation de la fréquence de présence de l'enseignant dans la classe selon le cycle

| Cycle d'enseignement | Nombre moyen d'élèves par salle de classe dans un établissement | Répartition (%) des ménages selon l'appréciation de la fréquence de la présence de l'enseignant dans la classe | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Régulier | Moyennement régulier | Irrégulier | Total |
| Maternel | 50 | 75 | 25 | 0 | 100 |
| Primaire | 54,17 | 64,91 | 30,70 | 4,39 | 100 |
| Secondaire | 55,44 | 69,84 | 25,40 | 4,76 | 100 |
| Formation professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Dans ce tableau, il y'a en moyenne 50 élèves au cycle maternel par salle de classe, 54 au primaire, 55 pour le secondaire. Toutefois, plus de la moitié des ménages ont déclaré que les enseignements sont réguliers pour tout cycle confondu. La tendance d'effectif dans cette localité est assez appréciable mais il serait préférable pour les responsables sectoriels de veiller à ce que les enseignants soient plus présents et régulier durant toute l'année scolaire pour dispenser les enseignements.

**Tableau 3. 27**: Proportion (%) dans la Commune des ménages ne participant pas aux réunions de l'APEE selon le milieu de résidence

**Proportion (%) des ménages dans la Commune selon la raison de non-participation aux réunions de l'APEE**

| Cycle d'enseignement | Proportion (%) de ménages ne participant pas aux réunions de l'APEE | Parmi les ménages qui ne participent pas à l'APEE, proportion (%) de ménages selon la raison de non-participation aux réunions de l'APEE | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Non-respect des horaires | Durée des réunions | Réunion d'information et non d'échang | Non reddition des comptes | Autres |
| Maternel | 0,31 | 0 | 0 | 100 | 100 | 0 |
| Primaire | 1,89 | 16,67 | 0 | 66,67 | 0 | 16,67 |
| Secondaire | 2,20 | 14,29 | 0 | 71,43 | 14,29 | 0 |
| Formation professionnelle | 0 | 14,29 | 0 | 71,43 | 14,29 | 7,14 |
| Total | 1,101 | 0 | 0 | 100 | 100 | 0 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Le tableau 3.27 fait apparaitre les données collectées auprès des ménages de la Commune de Bankim sur la proportion (%) dans la Commune des ménages ne participant pas aux réunions de l'APEE selon le milieu de résidence, la proportion (%) des ménages dans la Commune selon la raison de non-participation aux réunions de l'APEE, force est de constater que peu de ménage ne participe pas aux réunions de l'APEE pour tous les cycles d'enseignements. Les raisons évoquées pour la plupart c'est une réunion d'information et non d'échange, la non reddition des comptes et le non-respect des horaires. Le tableau suivant, illustre ce résultat.

### III.4.4 Coût de l'éducation et gestion des ouvrages de l'école

Dans cette section il est question d'analyser l'appréciation du montant payé pour des frais exigibles et le milieu de résidence, les ouvrages (points d'eau, salles de classe, latrines, etc.) endommagés de l'école, les types d'acteurs selon le cycle d'enseignement.

**Tableau 3. 28**: Répartition des ménages selon l'appréciation du montant payé pour des frais exigibles et le milieu de résidence

| Cycle d'enseignement | Dépense moyenne (FCFA) | | | Répartition (%) des ménages payant les frais exigibles par appréciation du montant payé | | | Proportion (%) de ménages ayant payé autre chose en plus des frais exigibles d'éducation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Inscription | APEE | Autres frais | Elevé | Raisonnable | Faible | |
| Maternel | 8875 | 7500 | 13750 | 75 | 25 | 0 | 0,00 |
| Primaire | 1404,87 | 2688,15 | 1914,03 | 58,78 | 39,47 | 0,877 | 6,92 |
| Secondaire | 8298,41 | 12749,2 | 10992,06 | 82,54 | 17,46 | 0 | 3,77 |
| Formation professionnelle | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,00 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Au sujet du coût de l'éducation, tous les ménages ayant des enfants qui fréquentent les différents cycles maternels déclarent avoir payé en moyenne 8875F pour les frais d'inscription, 7500F pour l'APEE et 13750 FCFA pour les autres frais. Parmi ceux ayant un enfant au cycle maternel, 75% trouvent que ces frais sont élevés, alors que 25% les trouvent raisonnables. Au niveau du primaire, les ménages affirment qu'ils paient en moyenne 1404,87F comme montant d'inscripition,2688,15F de frais d'APEE et 1914,03F comme autre frais. Ainsi, 58,78% des ménages déclarent que les frais exigibles sont élevés, tandis que 39,47% les trouvent raisonnables en fin seulement 0,88% trouve ces frais faibles. Quant au secondaire, les enquêtés disent qu'ils paient en moyenne 8298,41F comme frais

exigibles,12749,20F à titre de frais d'APEE et 10992,06F pour les autres frais scolaires. De même, 82,54% des enquêtés ont déclaré que les frais exigibles qu'ils payent sont élevés, alors que 17,46% les trouvent raisonnables. En outre, 3,77% de ménages ayant des enfants qui fréquentent le cycle primaire déclarent avoir payés autre chose en plus des frais exigibles. Cependant il convient de noter que dans cette localité la grande partie des ménages trouvent que les frais de scolarité payés pour leurs enfants sont élevés.

**Tableau 3. 29**: Proportion (%) des ménages déclarant que les ouvrages (points d'eau, salles de classe, latrines, etc.) endommagés de l'école ont été réfectionnées suivant le type d'acteur selon le cycle d'enseignement

| **Cycle d'enseignement** | **Acteur déclaré de la réfection des ouvrages endommagés :** | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | *APEE* | *Maire* | *Organisation du village* | *MINEDUB/ MINESEC /MINEFOP* | *Elites* | *Autres* |
| Maternel | 1,26 | 0 | 0 | 0 | 0,31 | 0 |
| Primaire | 31,45 | 0,94 | 5,97 | 1,89 | 4,08 | 0 |
| Secondaire | 17,30 | 0 | 2,20 | 2,20 | 1,25 | 0 |
| Formation professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 12,5 | 0,24 | 2,04 | 1,02 | 1,41 | 0 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

En cas d'endommagement des ouvrages, plusieurs acteurs interviennent pour les réfectionner selon qu'on est au cycle maternel, primaire ou secondaire. Pour le cycle maternel, 1,26% de ménages déclarent que c'est l'APEE qui intervient pour la réfection des ouvrages endommagées, alors que 0,31% affirment que c'est les élites. Au cycle primaire, 31,45% déclarent que l'APEE est l'acteur qui intervient dans la réfection des ouvrages endommagés alors que seulement 0,94% disent que c'est le Maire qui intervient par fois pour réhabiliter, 4,08% affirment plutôt que ce sont les élites qui ont réfectionné, 5,97% disent que c'est une organisation tandis que 1,89% disent à la fois que c'est le MINEDUB ou autres partenaires qui interviennent. Quant au cycle secondaire, 17,30% des ménages déclarent que les réfections des ouvrages endommagées sont assurées par l'APEE. 2,20% disent que c'est plutôt une organisation du village qui s'est investie pour réfectionner, 2,20% affirment à la fois que c'est le MINESEC ou d'autres partenaires qui les réhabilitent. Pour 1,25% de ménages, pensent c'est grâce à une élite que les ouvrages endommagés sont réfectionnés.

### III.4.5 Appréciation du service de l'éducation par cycle

Cette appréciation de service concerne essentiellement la pproportion (%) des ménages non satisfaits des services d'éducation selon le cycle d'enseignement et la raison de non satisfaction.

**Tableau 3. 30**: Proportion (%) des ménages non satisfaits des services d'éducation selon le cycle d'enseignement et la raison de non satisfaction

| Cycle d'enseignement | Proportion (%) des ménages non satisfaits des services d'éducation | Parmi les ménages non satisfaits, proportion (%) dont la raison de non satisfaction est : | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Eloignement de l' établissement | Insuffisance de salles de classe | Insuffisance d' équipements | Insuffisance des écoles | Assiduité du Personnel | Ponctualité du personnel | Qualité des enseignements dispensés | Absence de distribution de manuels scolaires | Mauvais résultats | Coûts élevés de la scolarité | Coûts élevés de la scolarité | Autre |
| Maternel | 0 | | | | | | | | | | | | |
| Primaire | 0,31 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Secondaire | 0,31 | 0 | 100 | 100 | 0 | 0 | 0 | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ttotal | 0,16 | 0 | 0 | 50 | 50 | 0 | 0 | 50 | 100 | 0 | 0 | 0 | 0 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Les ménages ont apprécié l'ensemble des services de l'éducation rendus dans la Commune de Bankim. Au niveau du cycle primaire 0,31% des enquêtés se disent non satisfaits des services de l'éducation de ce cycle, tous ces répondants évoquent la raison de ponctualité du personnel et la qualité de l'enseignement dispensé. Contrairement au cycle secondaire, dont 0,31% qui se disent insatisfaits pour des raisons d'insuffisance des salles de classe et d'équipements d'une part et la qualité de l'enseignement dispensé d'autre part. En effet, la raison de non satisfaction est principalement l'insuffisance des écoles et la qualité des enseignements dispensées.

De toutes ces déclarations il serait mieux pour les élus locaux de la Commune de se pencher sur le problème de la qualité de l'enseignement, des ouvrages qui se trouvent abandonné ou défectueux. La solution idoine à cette préoccupation pourrait être la mise

sur pied d'un comité opérationnel chargé de suivi et évaluation de toutes les immobilisations des différents secteurs.

### III.4.6 Actions envisagées en vue de l'amélioration du service de l'éducation

Parmi les principales actions que les ménages s'engagent à mener en vue d'améliorer les services de l'éducation, il ressort que 0,31% de ménages souhaitent l'octroi d'une prime d'excellence aux élèves, 0,31% demande la sensibilisation des enseignants sur la conscience citoyenne /professionnelle, 0,63% suggère le suivi rapproché des relations parents/enseignants, 0,94% demande la formation des enseignants, en fin 0,31%, pour un plaidoyer pour l'affectation du personnel.

**Tableau 3. 31**: Actions des ménages au niveau communal en vue de l'amélioration du service rendu dans le secteur de l'éducation

**Proportion (%) des ménages selon le type d'action et le milieu de résidence**

| Cycle d'enseignement | Proportion (%) des ménages pouvant s'engager au niveau communal dans l'amélioration du service rendu dans le secteur de l'éducation à travers : | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Prime d' excellence aux écoles | Sensibilisation des enseignants sur la conscience citoyenne /professionnelle | Suivi rapproché des relations parents/enseignants | Restauration de l' autorité des enseignants | Formation des enseignants | Plaidoyer pour l' affection du personnel | Autres |
| Maternel | 0,31 | 0,31 | 0,63 | 0,31 | 0,94 | 0,31 | 0,31 |
| Primaire | 2,20 | 8,18 | 15,09 | 11,32 | 13,21 | 7,55 | 0 |
| Secondaire | 2,20 | 2,83 | 9,12 | 8,49 | 7,23 | 2,83 | 0 |
| Formation professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1,18 | 2,83 | 6,21 | 5,03 | 5,35 | 2,67 | 0,07 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Concernant le cycle primaire, 15,09% des ménages souhaitent le Suivi rapproché des relations parents/enseignants, 13,21% préfèrent la Formation des enseignants et renforcement de leur capacité et en fin 8,18 % souhaitent la sensibilisation des enseignants sur la conscience citoyenne /professionnelle.

Quant à l'éducation du cycle secondaire, parmi les principales attentes formulées, 9,12% expriment comme attente sur le suivi rapproché des relations parents/enseignants ,8,49% demandent la restauration de l'autorité des enseignants ,7,23% de ménages sollicitent un plaidoyer pour

l'affection du personnel.

**Tableau 3. 32**: Actions des ménages au niveau communautaire en vue de l'amélioration du service rendu dans le secteur de l'éducation

**Proportion (%) des ménages selon le type d'action et le milieu de résidence**

| Cycle d'enseignement | Proportion (%) des ménages pouvant s'engager au niveau communautaire dans l'amélioration du service rendu dans le secteur de l'éducation à travers : | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Participation aux activités de l' école | Prime aux bons enseignants | Dénonciation des enseignants indélicats | Renforcement des relations parents-enseignants | Acquittement des cotisations | Renforcement de la présence des femmes au sein du bureau de l' APEE | Diffusion des comptes-rendus de la gestion de l' APEE | Diffusion des bonnes pratiques | Contrôle de la présence régulière des enseignants | Autres |
| Maternel | 0,94 | 0,31 | 0,63 | 0,31 | 0 | 0,94 | 0,63 | 0,62 | 0 | 0 |
| Primaire | 8,81 | 2,53 | 6,60 | 12,89 | 5,346 | 11,01 | 9,11 | 5,66 | 4,08 | 0 |
| Secondaire | 3,77 | 1,89 | 2,20 | 6,92 | 4,72 | 5,35 | 4,08 | 4,08 | 3,14 | 0 |
| Formation professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 3,38 | 1,18 | 2,37 | 5,03 | 2,51 | 4,32 | 3,46 | 2,59 | 1,80 | 0 |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Concernant les principales actions des ménages au niveau communautaire en vue de l'amélioration du service rendu dans le secteur de l'éducation au milieu de résidence des ménages, plusieurs solutions ont été proposées à l'issu de l'enquête. Pour améliorer la qualité de service dans le cycle maternel, 0,94% ménages souhaite la participation aux activités de l'école, 0,31% demandent d'accorder des primes aux bons enseignants, renforcement des relations parents-enseignants et 0,94% émettent les vœux pour le rrenforcement de la présence des femmes au sein du bureau de l'APEE.

Au niveau des cycles primaires, 12,89% des ménages souhaitent un renforcement des relations parents-enseignants, 11,01% le renforcement de la présence des femmes au sein du bureau de l'APEE.

S'agissant du cycle secondaire, parmi les principales actions formulées par les ménages, 6,92% expriment comme attente le renforcement des relations parents-enseignants dans les établissements, 5,35 % demandent le renforcement de la présence des femmes au sein du bureau de l'APEE.

### III.5 Fourniture des services communaux

Cette partie présente d'une part, les informations collectées sur les services rendus dans l'institution communale de Bankim, et la perception que les ménages enquêtés ont de ces services d'une part, et d'autre part, proposent des axes d'amélioration des services sur la base des insuffisances relevées par ces ménages.

#### III.5.1 Caractérisations de la fourniture des services communaux

**Tableau 3. 33**: Demande de service, accueil à la Commune et temps mis pour l'obtention du service

| ***Service communal*** | ***Proportion de ménages ayant demandé le service pendant les 12 derniers mois*** | ***Proportion de ménages estimant que l'accueil pour le service a été bon*** | ***Temps mis pour obtenir le service communal*** | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | En cours | Heure | Jour | Semaine | Mois | Année | Total |
| Acte de naissance | 6,60 | 5,0 | 23,8 | 0 | 9,52 | 23,81 | 38,09 | 4,76 | 100,0 |
| Acte de marriage | 0 0,00 | 0,00 | 0,0 | 0 | 0 | 0 | 100 | 0 | 100,0 |
| Acte de décès | 0,30 | 0,03 | 0,0 | | | | | | |
| Légalisation des documents officiels | 0,90 | 0,09 | 0,0 | 33,33 | 33,33 | 33,33 | 0 | 0 | 100,0 |
| Hygiène et salubrité | 0,0 | 0,00 | | | | | | | |
| Aménagement des espaces verts et de loisir | 0,3 | 0,03 | 0,0 | 0 | 0 | 0 | 100 | 0 | 100,0 |
| Transport public | 0,0 | 0,00 | | | | | | | |
| Eclairage public | 1,3 | 0,09 | 50,0 | 0 | 0 | 0 | 50 | 0 | 100,0 |
| Aménagement des aires de jeux | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0 | 0 | 0 | 100 | 0 | 100,0 |
| Certificat de domicile | 0,6 | 0,0 | 0,0 | ,0 | 0 | 0 | 0 | 50 | 50 |
| Validation des plans de localisation | 0,0 | 0,0 | | | | | | | |
| Authentification des documents | 0,0 | 0,0 | | | | | | | |
| Informations | 0,3 | 0,3 | 0,0 | ,0 | 0 | 0 | 0 | 100 | 0 |
| Assistance et appui aux personnes socialement vulnérables | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** | | |
| Autres | ,0 | ,0 | | | | | | | |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

S'agissant des caractérisations de la fourniture des services communaux, seulement 6,60% des ménages ont demandé le service d'établissement d'acte de naissance pendant les 12 derniers mois à la Commune et 0,90% pour le service de légalisation des documents

officiels et 5% des ménages estiment que l'accueil pour le service d'établissement d'acte de naissance a été bon. En outre, près de 04 ménages sur 10 ayant demandé le service d'acte de naissance ont attendu un mois pour l'obtenir et un tiers des ménages ont attendu une semaine pour obtenir le service de légalisation des documents officiels.

### III.5.2 Contraintes dans la fourniture des services communaux

**Tableau 3. 34**: Proportion (%) des ménages selon le délai pour rendre le service communal

| ***Service communal*** | **Proportion (%) de ménages qui trouvent long ou très long le temps mis pour rendre le service** | *Personnel indisponible / absent* | *Absence de matériel de travail* | *Mauvaise organisation des services* | Refus de Corrompre | *Total* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Acte de naissance | 52,38 | 0,00 | 9,09 | 81,82 | 9,09 | 100,0 |
| Acte de marriage | 0 | | | | | |
| Acte de décès | | | | | | |
| Légalisation des documents officiels | 0 | | | | | |
| Délivrance des documents d'urbanisme | | | | | | |
| Aménagement des voiries | | | | | | |
| Gestion des déchets / Assainissement | | | | | | |
| Hygiène et salubrité | | | | | | |
| Aménagement des espaces verts et de loisir | 100 | 100,0 | 0 | 0 | 0 | 100,0 |
| Transport public | | | | | | |
| Eclairage public | 50 | 0,0 | 0 | 100 | 0 | 100,0 |
| Aménagement des aires de jeux | 100 | 100,0 | 0 | 0 | 0 | 100,0 |
| Certificat de domicile | ,0 | 0 | 100 | 0 | 100,0 | ,0 |
| Validation des plans de localisation | | | | | | |
| Authentification des documents | | | | | | |
| Informations | 0 | | | | | |
| Assistance et appui aux personnes socialement vulnérables | | | | | | |
| Autres | | | | | | |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Au regard de ce tableau, 52,38% des répondants trouvent très long le temps pour l'établissement de l'acte de naissance dans la

Commune de Bankim et la raison principale serait la mauvaise organisation de travail. Au niveau d'aménagement des espaces verts et de loisir et aménagement des aires de jeux, tous les enquêtés trouvent très long le temps mis pour rendre service, cela est due par l'indisponibilité du personnel/absence. Concernant l'éclairage public, 50% des ménages trouvent très long le temps pour ce service et tous déplorent la mauvaise organisation de service. De tous ces différents constats, il serait important pour la Commune de recruter des personnels ayant une bonne formation.

**Tableau 3. 35**: Proportion (%) des ménages ayant payé un pourboire pour obtenir le service communal

| ***Service communal*** | **Proportion (%) de ménages ayant payé un pourboire pour obtenir le service** |
|---|---|
| Acte de naissance | 4,76 |
| Acte de marriage | 0 |
| Acte de décès | |
| Légalisation des documents officiels | 33,33 |
| Délivrance des documents d'urbanisme | |
| Aménagement des voiries | |
| Gestion des déchets / Assainissement | |
| Hygiène et salubrité | |
| Aménagement des espaces verts et de loisir | 100 |
| Transport public | |
| Eclairage public | 25 |
| Aménagement des aires de jeux | 100 |
| Certificat de domicile | 0 |
| Validation des plans de localisation | |
| Authentification des documents | |
| Informations | 0 |
| Assistance et appui aux personnes socialement vulnérables | |
| Autres | |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

Dans l'analyse de ce tableau, il ressort que 4,76% ménages enquêtés déclarent avoir payé un pourboire pour l'obtention de service d'établissement d'acte de naissance. Par ailleurs, 33,33% des enquêtés qui ont demandé la légalisation des documents officiels affirment

d'avoir monnayé avant d'obtenir le service. Des efforts restent donc à faire par l'exécutif communal afin de rendre crédible la Communes en rendant gratuit tous les services demandés par un usager au niveau local. Compte tenu de la gratuité des services publics, la Commune devrait suivre les pas pour améliorer la qualité des services offerts et de prêter une oreille attentive sur les maux qui peuvent ternir son image.

### III.5.3 Promotion de l'engagement citoyen dans la Commune

L'exploitation des informations recueillies sur l'implication effective des membres de ménages du village/quartier dans la promotion de l'engagement citoyen dans la Commune ainsi que les actions qui ont permis de le relever qu'en zone rurale, 13% de ménages enquêtés ont reçu des informations sur les actions programmées au cours de l'année dernière. Tandis que dans le milieu urbain, tous les ménages enquêtés déclarent qu'ils sont impliqués dans la programmation et la budgétisation des actions de développement et accompagnement du village/quartier dans les actions du développement. Toutefois, 49,40% répondants en milieu rural ont déclaré être impliquer dans la programmation et la budgétisation des actions du développement.

**Tableau 3. 36**: Proportion (%) des ménages selon la caractérisation des activités de la Commune

| **Milieu de résidence** | **Caractérisation déclarée des activités de la Commune par le ménage** | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | *Communication sur les actions programmées au cours de l'année dernière* | *Communication sur le budget annuel* | *Communication sur les dépenses et recettes de l'année dernière* | *Accompagnement du village/quartier dans les actions de développement* | *Implication du village/quartier dans la programmation et la budgétisation des actions du développement* |
| Urbain | 0,00 | 0,0 | 0 | 100 | 100,00 |
| Rural | 13,00 | 13,00 | 3,16 | 4,43 | 49,40 |
| **Ensemble** | 12,90 | 12,90 | 3,14 | 5,03 | 49,40 |

*Source: Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

### III.5.4 Appréciation des services communaux

Les informations concernant la proportion des ménages non satisfait par rapport aux services rendus par la Commune révèlent qu'en zone rurale, 7,60% de ménages ne sont pas satisfait de services rendus au niveau communal, soit 25% pour cause de lourdeur dans le traitement des demande ,58,33% pour cause de non information des populations de la gestion communale, 20,83% pour cause de l'aabsentéisme du personnel, 41,67% par manque de professionnalisme, 33,33% pour une méconnaissance des actions menées par la Commune, 45,83% pour une

raison de manque de confiance envers l'exécutif municipal, et en fin 20,83 pour raison d' Indisponibilité de l'exécutif municipal (Maire et ses Adjoints). En effet, il serait important pour la Commune de prendre des mesures nécessaires pour facilité l'obtention des services et de donner une bonne communication à sa population.

**Tableau 3. 37**: Proportion (%) des ménages non satisfaits selon la raison de non satisfaction

| **Milieu de résidence** | **Proportion (%) des ménages non satisfaits des services communaux** | **Parmi les ménages non satisfaits, proportion (%) dont la raison de non satisfaction est :** | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Lourdeur dans le traitement des demandes des usagers | Non information des populations de la gestion communale | Absentéisme du personnel | Corruption | Mauvais accueil | Manque de professionnalisme | Méconnaissance des actions menées par la Commune | Manque de confiance envers l' exécutif municipal | Indisponibilité de l' exécutif municipal (Maire et ses Adjoints) | Autre |
| Urbain | 0 | | | | | | | | | | |
| Rural | 7,60 | 25,0 | 58,33 | 20,83 | 8,33 | 0 | 41,67 | 33,33 | 45,83 | 20,83 | |
| **Ensemble** | 7,55 | 25,0 | 58,33 | 20,83 | 8,33 | 0 | 41,67 | 33,33 | 45,83 | 20,83 | |

*Source : Enquête CCAP2, BANKIM 2022*

### III.5.5 Actions envisagées en vue de l'amélioration des services communaux

Les actions envisagées par les ménages vont dans le sens de l'amélioration de la communication des services communaux, de plus grande implication, l'engagement des membres de ménages dans l'amélioration du service rendu par la Commune de Bankim.

Au regard de ce tableau, tous les ménages du milieu urbain s'engagent pour la contribution à la diffusion des informations communales dans la communauté, pour la participation aux activités communautaires (mise en œuvre des solutions endogènes) et la sensibilisation pour les écoutes groupées dans les radios communautaires. Par ailleurs, dans la zone rurale, 47,8% des ménages enquêtés souhaitent s'engager pour la contribution à la diffusion des informations communales dans la communauté, 14,87% dans l'alimentations et exploitations des boîtes à suggestion, 17,40% à participer aux activités communautaires (mise en œuvre des solutions endogènes), 5,70% à consulter le babillard de la Commune, 8,23% à l'animation des tranches d'antenne dans les radios communautaires, 12,34% aux suivi des tranches horaires dédiées dans les radios communautaires, 26,58% dans la sensibilisation pour les écoutes groupées dans les radios communautaires, 44,62% dans l'adhésion à des groupes d'écoute des radios communautaires et enfin 46,85% pour une participation aux réunions d'information et de sensibilisation de la Commune.

**Tableau 3. 38**: Actions des ménages dans la Commune en vue de l'amélioration de la qualité du service rendu par l'institution communale

**Proportion (%) des ménages selon le type d'action et le milieu de résidence**

| Milieu de residence | Proportion (%) des ménages pouvant s'engager dans l'amélioration du service rendu par l'institution communale à travers : | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Contribution à la diffusion des informations communales dans la communauté | Alimentations et exploitations des boîtes à suggestion | Participation aux activités communautaires (mise en œuvre des solutions endogènes) | Consultation du babillard de la Commune | Animation des tranches d' antenne dans les radios communautaires | Suivi des tranches horaires dédiées dans les radios communautaires | Sensibilisation pour les écoutes groupées dans les radios communautaires | Adhésion à des groupes d' écoute des radios communautaires | Participation aux réunions d' information et de sensibilisation de la Commune | Autres |
| Urbain | 100,0 | 0 | 100 | 0 | 0 | 0 | 100 | 0 | 0 | 0,00 |
| Rural | 47,8 | 14,87 | 17,40 | 5,70 | 8,23 | 12,34 | 26,58 | 44,62 | 46,85 | 0,00 |
| Ensemble | 47,8 | 14,78 | 17,61 | 5,66 | 8,18 | 12,26 | 26,73 | 44,34 | 46,54 | 0,00 |

*Source : Enquête CCAP2,BANKIM 2022*

## CHAPITRE IV : PLAN D'ACTIONS POUR LA MISE EN PLACE D'UN CONTRÔLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE

L'implication des populations dans l'offre des services publics développés dans ce document est très importante, car elle contribue à l'amélioration de l'offre de ces services dans leur différente localité. Pour ce faire, la mise en commun de leur action va permettre la mise sur pied d'un plan d'action pour la mise en place d'un contrôle citoyen de l'action publique. Ce plan d'action est précédé au préalable d'un dispositif de suivi-évaluation participatif pour la conduite des changements et enfin d'un plan d'action détaillant les différentes actions à mettre en œuvre pour l'amélioration des services publique rendu et les différents responsables des quatre secteurs développés dans ce rapport entre autres : l'approvisionnement en eau, les services de santé, les services d'éducation et les services communaux

### IV.1. Dispositif de suivi-évaluation participatif pour la conduite des changements

Le dispositif de suivi-évaluation participatif pour la conduite des changements est un outil permettant d'impliquer les populations dans l'amélioration des services publics rendus. La présente section se décompose en 4 axes principaux : la composition et attributions du comité de suivi-évaluation participatif, les indicateurs de suivi et d'évaluation, et le reporting des activités.

#### IV.1.1. Composition du comité de suivi – évaluation participatif

Le Comité de suivi-évaluation participatif pour la conduite des changements est un organe consultatif mis en place par arrêté communal. Il est composé de 06 membres. Les critères de sélection qui ont permis leur choix sont :

- Etre élu local au moins pour le poste du Président ;
- Résider de préférence dans la Commune;
- Etre disponible ;
- Avoir une connaissance de la Commune;
- Avoir des connaissances dans les différents centres d'intérêts ;
- Maîtriser le processus de planification locale ;
- Ne pas faire partie de l'Exécutif Communal.

#### IV.1.2. Attribution du comité de suivi – évaluation participatif

Le comité de suivi – évaluation participatif a comme attributions :

- S'assurer de la mise en œuvre des activités du plan d'action ;
- Suivre et évaluer l'exécution des activités du plan d'action ;

- Apprécier le niveau d'engagement des responsables d'activités dans leurs tâches d'une part, d'atteintes des résultats, des changements produits au niveau des personnes, des structures et de la Communed'autre part ;
- Permettre au Conseil Municipal ou à l'Exécutif Municipal de prendre à temps les mesures idoines pour corriger et ajuster les actions, les stratégies et les projets ;
- Veiller à une implication des populations dans les activités spécifiques de la Communes (Budgets, réalisations, compte administratif, initiatives …) ;
- Eveiller la prise de conscience des populations à assumer leur rôle de suivi et d'évaluation des projets et réalisations (au niveau de leur mise en œuvre et de leur fonctionnement) par les sensibilisations ;
- Engager les populations dans les projets d'envergures, les initiatives de développement de la Commune;
- Mesurer et analyser les écarts au vu des objectifs :
- Proposer les mesures correctives pour rattraper les écarts ;
- Donner son avis sur le déroulement de l'ensemble des activités du plan d'action sur la base des rapports d'avancement ;
- Proposer à l'exécutif et au conseil communal toutes mesures susceptibles de rendre facile l'exécution des activités du plan d'action ;
- Veiller à la mise en œuvre effective des décisions ;
- Communiquer, informer l'exécutif communal sur l'état d'avancement des activités rencontrées dans l'exécution de leurs missions ;

Toutefois, le Comité doit tenir des réunions, des séances de travail pour s'assurer de la mise en œuvre effective des activités du plan d'action.

Le Comité siège tous les trois mois et rédige un rapport d'activités trimestriel qui est soumis à l'attention du Maire,

Les fonctions de membre du Comité sont gratuites. Toutefois, certaines charges liées au fonctionnement du Comité seront imputées au budget de la Commune.

Toute personne peut, en raison de ses compétences et sur décision du Président, être invité à assister aux travaux dudit Comité, avec voix consultative. Le Président peut aussi inviter tout conseiller Municipal en fonction de ses compétences.

Le mandat du Comité est de trois (3) ans renouvelables.

### IV.1.3. Composition du comité de suivi – évaluation participatif

- **Le président :**
- **Le rapporteur :**
- **Les membres** :

- 01 représentant de la sous-préfecture ;
- 02 représentants de la société civile au niveau communal
- 02 représentants des chefferies traditionnelles ;
- 02 représentant du secteur de la santé (médecin chef de district de l'arrondissement) ;
- 02 représentant du secteur de l'éducation (délégué d'arrondissement) ;
- 02 représentant du secteur de l'eau ;

### IV.2. Plan d'actions dans les secteurs cibles du ScoreCard

Enquête de perception sur la satisfaction du service rendu par l'offre publique dans les secteurs de l'approvisionnement en eau potable, de la santé, de l'éducation et des services communaux dans la Commune de Bankim en vue de la mise en place d'un Contrôle Citoyen de l'Action Publique dans ces secteurs.

**PLAN D'ACTIONS DU CONTRÔLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE EN VUE DE LA CONDUITE DES CHANGEMENTS**

| Objectif global | Objectif spécifique | Action | Responsable | Partenaire | Indicateur de résultat de l'action | Unité de mesure | Fréquence de mesure | Valeur de référence | Valeur Cible | Source de données | Métho de de mesure |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Approvisionnement en eau potable** | | | | | | | | | | | |
| **Améliorer l'accès des populations à l'eau potable** | OS : contribuer pour la construction des points d'eaux supplémentaire | Collecte de la contribution financière des ménages à la réalisation de nouveaux points d'eau | Le Cadre Chargé des Communautés (CCC) ou le Cadre Chargé du Développement (CCD) ou le représentant du secteur « Eau » | CCC de chaque village | Effectif des ménages qui ont contribué | Nombre | Trimestrielle | Nombre moyen des ménages qui contribuaient avant | Tous les ménages contribuent | - Fiches de suivi du CCC | Comptage |
| | | | | | Le ménage a contribué pour XXF | Franc CFA | Trimestrielle | Montant moyen des contributions d'un ménage parmi ceux qui contribuaient avant | XXF | Fiches de suivi du CCC | Comptage |
| | | | | | Nbre de réunions tenues par le CC pour rendre compte des contributions aux ménages | Nombre | Mensuel | 0 | 12 | -fiche de présence ;<br>-rapport de la réunion | Comptage |

| Objectif global | Objectif spécifique | Action | Responsable | Partenaire | Indicateur de résultat de l'action | Unité de mesure | Fréquence de mesure | Valeur de référence | Valeur Cible | Source de données | Méthode de mesure |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | **Santé** | | | | | | | |
| **Améliorer l'accès des populations aux soins de santé de qualité** | OS :Améliorer la gestion des FOSA | Sensibilisation des personnels sur l'accueil et la prise en charge des patients | Le Cadre Chargé des Communautés (CCC) ou le Cadre Chargé du Développement (CCD) ou le représentant du secteur « Santé» | Le responsable du district | Nbre de séance de sensibilisation sur l'accueil et la prise en charge des patients | Nbre | Mensuelle | À déterminer | L'ensemble du personnel des FOSA | -Fiche de présence | Comptage |
| | | | | **Fourniture des services communaux** | | | | | | | |
| **Améliorer la qualité des services rendus aux populations** | OS : Améliorer le dialogue citoyen entre la Commune et les populations | Mise en place d'un système de communication entre la Commune et les communautés (Boîte à suggestions, production des tracts, dépliants, affiches, radios communautaires, site internet) | La Commune | CCC de chaque village | -Nbre de mécanisme mis en place<br>-Nbre de populations informées sur la gestion des activités de la Commune | Nbre | Trimestrielle | Non déterminer | Ensemble de la Population | - rapport de la Commune | Comptage |

## CONCLUSION ET PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

A travers le Scorecard réalisé au cours du mois de mai et juin 2022, les populations de la Communede Bankim ont exprimé leurs opinions en matière de l'offre des services publics dans les domaines de l'hydraulique, de la santé humaine, de l'éducation et des services rendus par l'institution communale. Les résultats de cette enquête sont les reflets des informations collectées auprès de 318 ménages interviewés dans l'espace communal. Il en ressort que dans le secteur de l'hydraulique, 89,60% de ménages enquêtés utilisent l'eau publique et 16,1% . Les ménages qui ont accès à l'eau publique toute l'année sont de 61,4%. En plus du comité de gestion du point d'eau à qui incombe la remise en service des points d'eau en panne, d'autres institutions ou personnes interviennent également pour réparer les pannes, à l'exemple des chefs de village/quartiers, du Maire et d'autres partenaires au développement. Les problèmes d'eau qui se posent dans des villages/quartiers sont essentiellement l'insuffisance des points d'approvisionnement en eau, la mauvaise qualité de l'eau, et l'éloignement des points d'eau.

Par rapport au secteur de la santé, l'ensemble des ménages ont accès à au moins une formation sanitaire proche de leur ménage et dont la plus répandue est le CSI. Environ 43,9% des ménages mettent plus de 30 minutes pour atteindre la formation sanitaire la plus proche. Les ménages qui ont visité une formation sanitaire ces douze derniers mois précédant l'enquête ont rencontré en grande partie un infirmier comme responsable de ladite formation. Selon les ménages enquêtés, les problèmes de l'offre des services dans ce secteur se posent au niveau de l'insuffisance de médicaments dans les formations sanitaires, du coût élevé de l'accès aux soins de santé, des manquements liés au personnel de la formation sanitaire et de l'éloignement des formations sanitaires.

Quant au secteur de l'éducation, le manque d'information sur le cycle de formation professionnelle révèle la faible présence de cet établissement dans l'espace communale. A part l'APEE qui intervient régulièrement pour réfectionner les salles de classes endommagées, les organisations des villages, le MINEDUB et autres partenaires s'impliquent également à cette tâche. Le problème de l'offre de service en matière de l'éducation du cycle maternel se pose au niveau de l'éloignement des écoles et de l'insuffisance des écoles. Quant au cycle primaire le problème de l'offre de service se pose au niveau des insuffisances des salles de classe, des équipements et des manquements liés au personnel enseignant. Pour ce qui est de l'enseignement du cycle secondaire, le problème de l'éloignement des établissements secondaires sont remarqués, mais aussi l'insuffisance des salles de classe et des équipements. Il a été noté que dans 26,5% de ménages enquêtés, les enfants parcourent plus de 5 km pour se rendre à l'établissement.

Au sujet des services rendus dans l'institution communale, l'établissement d'acte de naissance est le service le plus sollicité. 7,4% des ménages ayant demandé ce service remarquent que le temps d'attente de service est long. Aucune raison n'est avancée pour justifier cette lenteur. Néanmoins les

ménages disent n'avoir pas de visibilité sur les actions communales et trouvent qu'ils sont faiblement impliqués dans ces actions.

Eu égard a ces problèmes relevés dans les différents secteurs, les recommandations suivantes sont formulées:

**Au niveau du secteur hydraulique**.

- L'amélioration de l'offre en eau potable est un impératif. Cette amélioration nécessite les actions suivantes:
- La construction des points d'eau potable supplémentaires dans l'espace communal en tenant compte des normes sectorielles et de l'équité;
- La réhabilitation continue de tous les points d'eau potable en panne ;
- La redynamisation et ou la mise sur pied des comités de gestion des points d'eau sur toute l'étendue de la Commune;
- La création dans la ligne budgétaire affectée au fonctionnement de la Communeune sous rubrique destinée au suivi et renforcement des capacités des comités de gestion des points d'eau potable et à l'entretien et maintenance des ouvrages et équipements hydraulique;
- La sensibilisation des populations à contribuer à la gestion du point d'eau de la principale source publique auprès de laquelle elles s'approvisionnent;
- L'implication des populations dans le suivi des entrepreneurs pendant la réalisation des points d'eau potable ;
- La réalisation des mini-adductions d'eau dans les grandes agglomérations de la Commune;
- Le contrôle régulier de la qualité de l'eau.

**Au niveau du secteur de la santé.**

L'amélioration de l'offre de santé nécessite comme actions :

- La création, la construction et l'équipement de nouvelles formations sanitaires en tenant compte des normes sectorielles et de la carte sanitaire de la Commune ;
- L'approvisionnement en médicaments de qualité des formations sanitaires existantes
- L'affectation du personnel soignant compétent dans les formations sanitaires existantes ;
- L'amélioration des équipements dans les formations sanitaires existantes
- L'amélioration de la qualité des services rendus aux populations dans les formations sanitaires existantes

- La formation des COSA et des COGES des formations sanitaires.

**Au niveau du secteur éducation.**

L'amélioration des services d'éducation requiert les actions suivantes :

**En ce qui concerne l'éducation de base, il s'agira :**

- De la diminution des frais exigibles pour l'éducation ;
- Du rapprochement davantage des écoles maternelles et primaires des populations par la création, la construction et l'équipement des nouveaux établissements ;
- De la distribution des manuels scolaires dans les salles de classe aux niveaux maternel et primaire ;
- De l'équipement des écoles primaires en table-bancs et les écoles maternelles en chaises et tables pour enfants ;
- De la construction et équipement des nouvelles salles de classe dans les écoles primaires en vue de résorber le problème de jumelage des classes ;
- De la mise sur pieds d'un mécanisme du suivi de la régularité des enseignants.
- De la prise en charge des enseignants vacataires en vue d'améliorer la fréquence de présence des enseignants au niveau des écoles primaires ;

**Au niveau du cycle d'enseignement secondaires les actions devront porter sur**;

- La création, la construction et l'équipement des nouveaux établissements secondaires ;
- L'augmentation du personnel enseignant dans les établissements secondaires ;

**En ce qui concerne le cycle de formation professionnelle**, la création, la construction et l'équipement d'une SAR/SM dans au moins une ville de la Communeest un impératif.

**Au niveau des services rendus par l'institution communale.**

- L'amélioration des services rendus dans l'institution communale nécessite :
- L'implication des populations dans la gestion communale ;
- L'amélioration de la communication entre les populations et la Commune sur la gestion des activités de la Commune ;
- L'amélioration de la transparence dans la gestion de la Commune ;
- Sensibilisation des populations sur l'importance des actes d'état civile et des permis de bâtir ;
- La sensibilisation du personnel du service d'état civil sur les bonnes pratiques dans le

fonctionnement de leur service ;

- La Proximité plus accrue de la Commune de ses administrés.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES


- ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA RÉGION DE L'ADAMAOUA ;
- PCD BANKIM

## ANNEXES

### Annexe 1 : Composition de la coordination technique nationale du ScoreCard



Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

**Annexe 2 : Composition de la coordination technique régionale du ScoreCard**

| Noms et prénoms | structure | Fonction | Contact |
|---|---|---|---|
| NANA MAADJOU | PNDP | Coordonnateur de la Cellule Régionale de l'Adamaoua | 698498867 |
| NGUEPNDJOP Suzi | PNDP | Responsable Régional de suivi-évaluation (Point focal) | 699434477 |
| YADJA TCHIWOU Marcel | PNDP | Chauffeur | 698498875 |
| KOULAGNA Joseph | PNDP | Chauffeur | 698498877 |
| DJETOUPOURI | Institut National des Statistiques (INS) | Chef d'agence de l'Adamaoua | 695273562 |
| WAHOUM Bruno Guillaume | SADER | Coordonateur National | 697431061 |

**Annexe 3 : Composition de l'équipe de l'OSC impliquée dans le ScoreCard**

| Noms et prénoms | structure | Fonction | Contact |
|---|---|---|---|
| WAHOUM Bruno Guillaume | SADER | Coordonateur National | 697431061 |
| WAGA Amoun | SADER | Consultant | 699249859 |
| GAMAPOU Laurent | MINEPAT | Statisticien/Consultant | 694 67 49 40 |
| GUIBOLLA Elias | SADER | Personnel d'appui | 695 64 51 25 |
| TSOP BRICE GAEL | MINEPAT | Statisticien/Consultant | 691 13 08 98 |
| MBELAWADZAI JOSEPH | MINEPAT | Statisticien/Consultant | 691 26 68 58 |



**Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)**
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

**Annexe 4 : Liste des participants à la réunion de restitution du rapport communal ScoreCard**



**Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)**
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

## Annexe 5 : Questionnaires de l'enquête ScoreCard

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
**Paix-Travail-Patrie**
---
**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**
---
**SECRETARIAT GENERAL**
---
**PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF**
---
**CELLULE NATIONALE DE COORDINATION**

REPUBLIC OF CAMEROON
**Peace-Work-Fatherland**
---
**MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING AND REGIONAL DEVELOPMENT**
---
**GENERAL SECRETARY**
---
**NATIONAL COMMUNITY DRIVEN PROGRAM**
---
**NATIONAL COORDINATION UNIT**

# ENQUÊTE DE SATISFACTION DU SERVICE RENDU PAR L'OFFRE DE BIENS ET SERVICES DANS L'ESPACE COMMUNAL EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN CONTROLE CITOYEN DE L'ACTION PUBLIQUE (SCORECARD)

### QUESTIONNAIRE MENAGE

| ***Section I. IDENTIFICATION*** | | |
|---|---|---|
| **S1Q01** | Région _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q02** | Département _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q03** | Commune _____ | \|__\|__\|__\| |
| **S1Q04** | Lot de communes _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q05** | Numéro séquentiel de la Zone de Dénombrement _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q06** | Strate de résidence : _____ 1=Urbaine 2=Rurale | \|__\| |
| **S1Q07** | Nom de la localité _____ | |
| **S1Q08** | Numéro de structure _____ | \|__\|__\|__\| |
| **S1Q08a** | Numéro du ménage dans l'échantillon _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q09** | Coordonnées GPS du ménage X_____Y_____Z _____ | |
| **S1Q10** | Nom du chef de ménage_____ | |
| **S1Q11** | Sexe du chef de ménage _____ 1=Masculin 2=Féminin | \|__\| |
| **S1Q12** | Nom de l'enquêté _____ | |
| **S1Q13** | Lien de parenté de l'enquêté avec le chef de ménage (voir codes) _____ | \|__\| |
| **S1Q14** | Sexe de l'enquêté : _____ 1=Masculin 2=Féminin | \|__\| |
| **S1Q15** | Age de l'enquêté (en année révolue) _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q16** | Téléphone de l'enquêté _____ | \|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q17** | Date de début d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____ | \|__\|__\|/\|__\|__\|/\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q18** | Date de fin d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____ | \|__\|__\|/\|__\|__\|/\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q19** | Nom de l'enquêteur _____ | |
| **S1Q20** | Nom du superviseur communal _____ | |
| **S1Q21** | Résultat de la collecte _____<br>01=Enquête complète 04=Absence d'un répondant compétent<br>02=Enquête incomplète 05=Logement vide ou pas de logement à l'adresse<br>03=Refus 96=Autres (à préciser)<br>(Si la réponse est différente de 1 et 2, fin du questionnaire) | \|__\|__\| |



Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

| | | |
|---|---|---|
| **S1Q22** | Appréciation de la qualité de l'enquête :<br>1= Très bonne 2=Bonne 3=Moyenne 4=Mauvaise 5=Très mauvaise | \|__\| |

***CODES S1Q13***

1 = Chef de Ménage
2 = Conjoint (e) du Chef de Ménage
3 = Fils/Fille du Chef ou de son/sa conjoint (e)
4 = Père/mère du Chef ou de son/sa conjoint (e)
5 = Autre parent du Chef ou de son/sa conjoint (e)
6 = Sans lien de parenté avec le chef ou son/sa conjoint (e)
7= Domestique

## *Section II. EAU POTABLE*

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | | 1=oui 2=non 8=NSP |
| ***S2Q01*** | Quels types de point d'eau disposez-vous dans votre village/quartier ? | A. Puits avec pompe à motricité humaine<br>B. Puits avec pompe électrique<br>C. Puits à ciel ouvert<br><br>D.Forage avec pompe à motricité humaine<br>E.Forage avec pompe électrique<br>F. Borne-fontaine<br>G.Source<br>H. Marre<br>I.Réseau d'adduction d'eau<br>J. Adduction en eau potable (CAMWATER)<br>K.Rivière<br>X. Autres-à préciser)_____ | \|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br><br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| |
| ***S2Q01a*** | Votre principale source d'approvisionnement en eau est-elle publique ou privée ?<br>1=Publique 2=Privée Si 2 ⟶ S2Q18 | | \|__\| |
| ***S2Q02*** | Quelle est votre principale source publique d'approvisionnement en eau ? (Une seule réponse)<br>01= Puits avec pompe à motricité humaine 04=Forages avec pompe à motricité humaine<br>02= Puits avec pompe électrique 03 = Puits à ciel ouvert 06 =Source<br>07 . = Rivière<br>04 =Forage avec pompe électrique 08=Adduction en eau potable<br>09 = Borne-fontaine 10 =Marre | | \|__\|__\| |
| ***S2Q03*** | Cette eau est-elle disponible toute l'année ? 1=Oui 2=Non | | \|__\| |
| ***S2Q04*** | Avez-vous accès à ce point d'eau à tout moment de la journée ?<br>1=Oui 2=Non Si oui ⟶ S2Q07 | | \|__\| |
| ***S2Q05*** | Si non, quelle est la fréquence quotidienne de disponibilité du point d'eau ?<br>1=Une fois ; 2=Deux fois ; 3=Trois fois | | \|__\| |
| ***S2Q06*** | Cette fréquence correspond-elle à votre besoin courant en eau potable ? 1=Oui 2=Non | | \|__\| |
| ***S2Q07*** | Ce point d'eau a-t-il été en panne à un moment donné au cours des 6 derniers mois, c'est-à-dire depuis …… ? 1=Oui 2=Non Si non ⟶ S2Q08 | | \|__\| |
| ***S2Q07a*** | Si votre point d'eau a été en panne à un moment donné au cours des 6 derniers mois, c'est-à-dire depuis ……, après combien de temps a-t-il été remis en service ?<br>1=Moins d'une semaine 2=Entre une semaine et un mois 3=Entre un mois exclu et trois mois<br>4=Plus de trois mois 5=Pas encore, si 5 ⟶ S2Q08 | | \|__\| |
| ***S2Q07b*** | Par qui a-t-il été remis en service ? (Encerclez la ou les lettres (s) correspondantes). Autre acteur de la remise en service du point d'eau ? | A= Commune<br>B=Etat<br>C=Une élite<br>D=Le comité de gestion du point d'eau<br>E=Chef de village/quartier<br>F=CAMWATER/SNEC/CDE<br>H = Ne sait pas<br>X=Autres partenaires : _____ | \|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| |
| ***S2Q08*** | Qui intervient dans la gestion, l'entretien et la maintenance (préventive et usuelle) du point d'eau ? (Encerclez la ou les lettres (s) correspondantes). Qui d'autre ? Autre intervenant ? | A=COGES<br>B=Commune<br>C=CAMWATER<br>D=Communauté<br>X=Autres | \|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| |
| Si S2Q08 = A | ***S2Q08a*** | Votre ménage contribue-t-il financièrement au fonctionnement du COGES ? 1=Oui 2=Non si non allez à S2Q09 | \|__\| |
| | ***S2Q08b*** | A quelle fréquence votre ménage contribue-t-il financièrement au fonctionnement du COGES (unité nombre) ?<br>Unité 1= jour, 2= Semaine 3 =Mois 4 = Trimestre 5 =Semestre 6 = Année | \|__\| \|__\|__\| |
| | ***S2Q08c*** | Quel est le montant de cette contribution financière de votre ménage au fonctionnement du COGES (FCFA) ? | \|__\|__\|__\|__\|__\| |



**Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)**
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

| Section II. EAU POTABLE | | | |
|---|---|---|---|
| | ***S2Q08d*** | Comment jugez-vous ce montant ?<br>1=Elevé 2=Raisonnable 3=Insignifiant | \|__\| |
| ***S2Q09*** | A quelle distance moyenne du ménage se trouve votre principale source publique d'approvisionnement en eau (unité, nombre) ? 1= m 2= Km | | \|__\| \|__\|__\|__\| |
| ***S2Q10*** | Combien de minutes en moyenne vous faut-il à pied pour arriver au point d'eau | | \|__\|__\|__\| |
| ***S2Q11*** | Quel est le temps moyen en minutes d'attente au point d'eau ? | | \|__\|__\|__\| |
| ***S2Q12*** | Quelle appréciation faites-vous du service rendu par votre principale source publique d'approvisionnement en eau ? 1.Très bon 2. Bon 3. Passable 4. Mauvais 5. Très mauvais | | \|__\| |
| ***S2Q13*** | Cette eau a-t-elle une odeur ? 1=Oui, permanemment 2=Oui, parfois …3=Jamais 8=NSP | | \|__\| |
| ***S2Q14*** | Cette eau a-t-elle un goût ? 1=Oui, permanemment 2=Oui, parfois 3=Jamais 8=NSP | | \|__\| |
| ***S2Q15*** | Cette eau a-t-elle une couleur ? 1=Oui, permanemment 2=Oui, parfois 3=Jamais 8=NSP | | \|__\| |
| ***S2Q16*** | Combien de personnes avez-vous l'habitude de trouver à ce point d'eau ? | | \|__\|\|__\|\|__\| |
| ***S2Q17*** | Avez-vous exprimé à titre individuel ou collectif un besoin en matière d'approvisionnement public en eau potable au cours des 6 derniers mois, c'est-à-dire depuis …… ? 1=Oui 2=Non Si non S2Q18 → | | \|__\| |
| ***S2Q17a*** | A qui vous êtes-vous adressé ?<br>(Plusieurs réponses possibles)<br>Autre ? | A. Maire (commune)<br>B. Etat (sectoriels)<br>C. Une élite<br>D. Le comité de gestion du point d'eau<br>E. Chef de village/quartier<br>F. Autorités administratives<br>G. CAMWATER/SNEC/CDE<br>X. Autres partenaires : _____ | \|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| |
| ***S2Q17b*** | Votre besoin a-t-il été satisfait ? 1=Oui 2= Non 3=En cours d'étude si 2 ou 3 → S2Q18 | | \|__\| |
| ***S2Q17c*** | Si vous avez-eu une réponse favorable, après combien de temps votre besoin a-t-il été satisfait (unité nombre) ? 1 =minutes, 3 =heures, 4 = jour, 5 = semaine, 6 = mois, 7 = année | | \|__\|\|__\|__\| |
| ***S2Q18*** | De manière globale, quel est le niveau de satisfaction de votre ménage en rapport avec l'approvisionnement public en eau potable dans votre village / quartier ? (Encerclez une seule réponse) 1=Satisfait 2= Indifférent 3=Insatisfait Si 1 ou 2 → S2Q20. | | \|__\| |
| ***S2Q19*** | Donnez les raisons de l'insatisfaction de votre ménage en ce qui concerne l'approvisionnement public en eau potable dans votre village (plusieurs réponses possibles).<br>Autre raison ? | A. Eloignement du point d'eau<br>B. Mauvaise qualité de l'eau<br>C. Insuffisance des points d'approvisionnement en eau<br>D. Mauvaise gestion du point d'eau<br>E. Défaut/Lenteur de maintenance en cas de panne<br>F. Coût élevé de l'approvisionnement en eau<br>X. Autres à préciser : _____ | \|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| |
| ***S2Q20*** | Dans laquelle de ces actions votre ménage est-il prêt à s'engager en vue de l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable ? (Plusieurs réponses possibles). Autre action ? | A. Points d'eau supplémentaires | |
| | | A1 Contribution pour la construction d'un point d'eau supplémentaire | \|__\| |
| | | A2 Donation du site de construction d'un point d'eau | \|__\| |
| | | A3 Plaidoyer auprès des donateurs (ONG, Association, élites, Entreprises etc..) | \|__\| |
| | | B. Amélioration de la gestion des points d'eau existants | |
| | | B1 Redynamisation/mise en place du COGES | \|__\| |
| | | B2. Contribution financière à un mécanisme communautaire de gestion et maintenance du point d'eau | \|__\| |
| | | B3 Encouragement à l'intégration des femmes dans le COGES | \|__\| |
| | | B4 Suivi de la production des compte-rendus sur la gestion du point d'eau par le COGES | \|__\| |
| | | B5 Facilitation du déplacement de l'artisan réparateur chargé de la maintenance du point d'eau | \|__\| |
| | | C. Amélioration de la qualité de l'eau des points d'eau existants | |
| | | C1 Participation aux campagnes périodiques de potabilisation de l'eau dans la localité | \|__\| |
| | | C2 Participation aux campagnes de sensibilisation sur la dénonciation des actes d'insalubrité qui impactent la qualité de l'eau | \|__\| |
| | | X. Autres à préciser _____ | \|__\| |

| Section III. SANTE | | | |
|---|---|---|---|
| ***S3Q01*** | Quel type de formation sanitaire existe-t-il dans | | 1=Oui 2=Non 8=NSP |



Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

| Section III. SANTE | | | |
|---|---|---|---|
| | votre village/quartier ? | A. Centre de santé intégrée<br>B. Centre Médical d'Arrondissement<br>C. Hôpital de district<br>D. Hôpital régional<br>E. Hôpital de référence<br>F. Formation de santé privé<br>X. Autres (à préciser) | \|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| |
| ***S3Q01a*** | Dans quel type de formation sanitaire vous rendez-vous le plus fréquemment pour votre prise en charge sanitaire ? 1= Publique 2= Privé Laïc 3= Privé Confessionnel<br>Si S3Q01=1 passer à S3Q02 Si S3Q01= 2 ou 3 continuer | | \|__\| |
| ***S3Q01b*** | Quelles sont les raisons pour lesquelles vous optez pour ces formations ? (Plusieurs réponses possibles). Autre raison ? | A. Distance<br>B. Coût<br>C. Accueil<br>D. Qualité des soins<br>E. Disponibilité du personnel<br>F. Disponibilité de médicaments<br>X. Autres à préciser : | \|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| |
| ***S3Q01c*** | Vous arrive-t-il de fréquenter des formations sanitaires publiques pour obtenir des soins ?<br>1=Oui 2=Non Si Non, passer à la section suivante | | \|__\| |
| ***S3Q02*** | Quelle est la principale formation sanitaire publique que votre ménage fréquente pour obtenir des soins de santé ? 1= CS/CSI 2= Hôpital/CMA 3= Hôpital de district<br>4. Hôpital de régional 5. Hôpital de référence | | \|__\| |
| ***S3Q02a*** | Cette formation sanitaire est-elle la plus proche de votre ménage ? 1=Oui 2=Non | | \|__\| |
| ***S3Q02b*** | A quelle distance de votre ménage se trouve cette formation sanitaire (unité et nombre) ? Code unité : 1= m 2= Km | | \|__\|\|__\|__\| |
| ***S3Q02c*** | Combien de temps en moyenne vous faut-il pour atteindre cette formation sanitaire à pied lorsque vous êtes en bonne santé ? (unité et nombre) Code unité : 1=minute 2=heure | | \|__\|\|__\|__\|__\| |
| **Les questions S3Q03 à S3Q11 portent sur la dernière fois qu'un membre de votre ménage s'est rendu à cette formation sanitaire la plus proche.** | | | |
| ***S3Q03*** | Le personnel soignant était-il présent ? 1=Oui 2=Non | | \|__\| |
| ***S3Q04*** | Le petit matériel était-il toujours disponible ?<br>(Plusieurs réponses services). | 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas<br>A. ciseaux<br>B. Seringues<br>C. Alcool<br>D. Coton<br>E. Bétadine<br>F. Thermomètre<br>G. tensiomètre<br>H. Balance<br>I. Gants<br>X. Autres à préciser : | \|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| |
| ***S3Q05*** | Cette formation sanitaire disposait-t-elle des services suivants ? (Plusieurs réponses possibles). Autre service ? Si non, allez à S10. | 1=Oui 2= Non 8=NSP<br>A. Maternité<br>B. Pédiatrie<br>C. Laboratoire<br>D. Petite Chirurgie<br>E. Hospitalisation<br>X. Autres à Préciser :_____ | <br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| |
| ***S3Q06*** | Combien avez-vous payé pour sa consultation ordinaire ? (Frais de session) montant en Francs CFA | | \|__\|\|__\|\|__\|\|__\|\|__\| |
| ***S3Q07*** | Comment jugez-vous ce montant ? 1=Elevé 2=Raisonnable 3=Faible | | \|__\| |
| ***S3Q08*** | En plus des frais de session, le personnel a-t-il exigé d'autres frais non autorisés pour vous servir (monétaire, surfacturage, matériel, etc.) ? 1=Oui 2=Non | | \|__\| |



Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

| Section III. SANTE | | | |
|---|---|---|---|
| ***S3Q09*** | Comment cette personne a jugé l'accueil du personnel soignant de cette formation sanitaire ?<br>1=Bon 2=Passable 3=Mauvais | | \|__\| |
| ***S3Q10*** | Existe-t –il dans cette formation sanitaire un point d'approvisionnement en médicaments (pharmacie/pro-pharmacie) ? 1=Oui 2=Non 8= NSP **Si non S3Q12** → | | \|__\| |
| ***S3Q11*** | Les médicaments pour les maladies fréquentes dans la localité y étaient–ils toujours disponibles ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas | | \|__\| |
| ***S3Q12*** | Cette formation sanitaire publique la plus proche de votre ménage permet-elle de résoudre la plupart des problèmes de santé que vous rencontrez dans votre ménage ? 1=Oui 2=Non | | \|__\| |
| ***S3Q13*** | De manière globale, quel est le niveau de satisfaction de votre ménage en rapport avec les services de santé délivrés dans cette formation sanitaire publique la plus proche de votre ménage ? (Encerclez une seule réponse)<br>1=Très satisfait 2=Satisfait 3=Passable 4=Insatisfait 5=Très Insatisfait Si 1 ou 2 allez à S3Q15 | | |
| ***S3Q14*** | Donnez les raisons de l'insatisfaction de votre ménage sur les services reçus de la formation sanitaire fréquentée ? (Plusieurs réponses possibles). Autre raison ? | A. Eloignement des formations sanitaires<br>B. Mauvaise qualité des services offerts<br>C. Absentéisme du personnel<br>D. Mauvaise qualification du Personnel de la formation sanitaire<br>E. Monnayage des soins<br>F. Insuffisance de médicaments<br>G. Mauvaise qualité des équipements<br>H. Insuffisance des équipements<br>I. Coût élevé de l'accès aux soins de santé<br>X. Autres (à préciser) : _____ | \|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| |
| ***S3Q15*** | Dans laquelle de ces actions votre ménage est-il prêt à s'engager en vue de l'amélioration de la qualité du service de santé ? (Plusieurs réponses). Autre action ? | A. Formations sanitaires supplémentaires | |
| | | A1 Plaidoyer pour le respect des normes sectorielles<br>A2 Plaidoyer auprès des ONG/structures privées pour la construction des formations sanitaires | \|__\|<br>\|__\| |
| | | B. Extension/réhabilitation/Equipements des formations sanitaires existantes | |
| | | B1. Un plaidoyer auprès de la commune et de l'Etat pour l'extension et l'équipement des formations sanitaires<br>B2. Un plaidoyer auprès de la commune et de l'Etat pour la réhabilitation et l'équipement des formations sanitaires | \|__\|<br>\|__\| |
| | | Amélioration de la gestion des FOSA | |
| | | . La redynamisation du COSA/COGE<br>. L'approvisionnement en médicaments et dotation en équipements<br>. L'accueil et la prise en charge des patients<br>. La maintenance et entretien de l'infrastructure hospitalière<br>. Plaidoyer pour l'affectation du personnel<br>. Contrôle et vérification de la présence effective du personnel médical | \|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| |
| | | Réduction du coût d'accès aux soins de santé | |
| | | . Subvention de la COSA<br>D2. Le Développement de partenariats publics-privés<br>D3. La négociation des jumelages et intercommunalités<br>X. Autres à préciser | \|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| |

| Section IV. EDUCATION | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| ***S4Q01*** | Combien d'enfants dans votre ménage ont un âge compris entre 3 et 24 ans ? Si aucun, allez à la section suivante. | | | | \|__\|__\| |
| Noms des enfants du ménage dont l'âge est compris entre 3 et 24 ans | | _____ | _____ | _____ | _____ |
| ***S4Q02*** | « Nom » fréquente –t-il une école au cours de l'année 2021/2022 ?<br>1 = Oui 2 = Non | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| ***S4Q03*** | Dans quel cycle d'enseignement fréquente « nom »<br>1= Maternel<br>2= Primaire<br>3 = Secondaire 1er cycle<br>4 = Secondaire 2ème cycle<br>5 = Professionnelle | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |



Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

| Section IV. EDUCATION | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***S4Q04*** | Dans quel ordre d'enseignement ?<br>1= Public 2= Privé Laïc<br>3= Privé Confessionnel<br>Si Public, passez à l'enfant suivant | | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| ***S4Q05*** | Si privé laïc ou privé confessionnel, quelles sont les raisons pour lesquelles vous optez pour ce type d'établissement ? 1=oui 2=non | Eloignement | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| | | Coût | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| | | Qualité de l'éducation | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| **Cycle d'enseignement** | | | ***Maternel*** | ***Primaire*** | ***Secondaire*** | ***Formation professionnelle*** |
| ***S4Q06*** | Votre village/quartier dispose-t-il du cycle d'enseignement public « Nom du cycle » d'enseignement public ? 1=Oui 2=Non. Si non, passez au cycle suivant | | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| ***S4Q07*** | Cet établissement scolaire public du/de (nom du cycle) est-il le plus proche ? 1=Oui 2=Non | | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| **Pour un cycle donné, les questions S4Q08 à S4Q24b s'adressent à l'enfant du ménage qui aura été sélectionné** | | | | | | |
| **Cycle d'enseignement** | | | ***Maternel*** | ***Primaire*** | ***Secondaire*** | ***Formation professionnelle*** |
| ***S4Q08*** | A quelle distance de votre ménage se trouve l'établissement scolaire du cycle (nom du cycle) que fréquente votre enfant ? (Unité/temps) 1 = m 2 = Km | | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| |
| ***S4Q09*** | Quel est le temps moyen mis par l'enfant de votre ménage pour se rendre à pieds à l'établissement scolaire du/de (nom du cycle) qu'il fréquente ? (unité/temps) 1 = minutes 2 = heures | | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| |
| ***S4Q10*** | L'établissement scolaire du/de (nom du cycle) dans lequel fréquente l'enfant de votre ménage a-t-il un cycle complet ? (Distinguer le premier cycle du second cycle)<br>1=Oui 2=Non | | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| ***S4Q11*** | Le centre de formation professionnelle que fréquente l'enfant de votre ménage, dispose-t-il d'un atelier complet correspondant à leurs disciplines ?<br>1=Oui 2=Non 8=NSP | | | | | \|__\| |



Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

| Section IV. EDUCATION | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| ***S4Q12*** | L'établissement scolaire du/de (nom du cycle) que fréquente l'enfant de votre ménage a-t-il une salle par niveau de classe ? 1=Oui 2=Non | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| ***S4Q13*** | Dans l'établissement scolaire du/de (nom du cycle) que fréquente l'enfant de votre ménage, tous les élèves sont-ils assis sur un banc ? 1=Oui 2=Non | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| ***S4Q14*** | Dans l'établissement scolaire du/de (nom du cycle) que fréquente l'enfant de votre ménage, procède-t-on à la distribution des livres scolaires aux élèves ? 1=Oui 2=Non | \|__\| | \|__\| | | |
| ***S4Q15*** | Combien d'élèves en moyenne contient la (les) classe (s) dans la(les)quelle(s) l'enfant du ménage est scolarisés dans le (nom du cycle) ? | \|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\| |
| ***S4Q16*** | Comment appréciez-vous la fréquence de présence des enseignants dans la (les) classe (s) du/de (nom du cycle) dans la(les)quelle(s) l'enfant de votre ménage est scolarisé ? 1=Régulier 2=Moyennement régulier 3=Irrégulier | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| ***S4Q17*** | Participez-vous aux activités de l'APEE (Réunion) ? 1= Oui 2=Non Si 1 aller à S4Q18 | \|__\| | \|__\| | \|__\| | |
| ***S4Q17a*** | Pourquoi ? (Plusieurs choix possibles). Autre raison ? | | | | |
| | A. Non-respect des horaires | \|__\| | \|__\| | \|__\| | |
| | B. Durée | \|__\| | \|__\| | \|__\| | |
| | C. Réunion d'information et non d'échanges | \|__\| | \|__\| | \|__\| | |
| | D. Non reddition des comptes | \|__\| | \|__\| | \|__\| | |
| | X. Autres (à préciser) | \|__\| | \|__\| | \|__\| | |
| ***S4Q18*** | Combien payez-vous en moyenne pour les frais exigibles (inscription, APEE) de cet enfant de votre ménage dans le (nom du cycle) au cours d'une année ? (inscrire le montant moyen) | Inscription --------- (en FCFA) | Inscription ------- --(en FCFA) | Inscription -------- -(en FCFA) | Inscription ---------(en FCFA) |
| | | APEE ---------- (en FCFA) | APEE ---------- ---(en FCFA) | APEE ---------- --(en FCFA) | APEE ----------(en FCFA) |
| | | Autres frais ---------- -----(en FCFA) | Autres frais ------ ---------(en FCFA) | Autres frais ------- --------(en FCFA) | Autres frais ---------- (en FCFA) |
| | | Total des frais exigibles ---------- | Total des frais exigibles -------- | Total des frais exigibles --------- | Total des frais exigibles ---------- |
| ***S4Q19*** | Comment jugez-vous ces montants ? 1=Elevé 2=Raisonnable 3=Faible | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |



Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

| Section IV. EDUCATION | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| ***S4Q20*** | En plus des frais exigibles, votre ménage a-t-il payé des frais supplémentaires au personnel de l'établissement scolaire du (nom du cycle) pour qu'on admette l'enfant du ménage à l'école ?<br>1=Oui 2=Non | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| ***S4Q21*** | Lorsque les ouvrages (points d'eau, salles de classe, latrines, etc.) de l'école du (nom du cycle) dans laquelle cet enfant du ménage fréquente, sont endommagées, qui s'occupe des réfections ? Autre intervenant ?<br>A. L'APEE<br>B. Le Maire (Commune)<br>C. Une organisation du village<br>D. Le MINEDUB/MINESEC/MINEFOP<br>E. Les Elites<br>X. Autres partenaires (à préciser) _____ | <br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| | <br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| | <br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| | <br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| |
| ***S4Q22*** | De manière globale, quel est le niveau de satisfaction de votre ménage en rapport avec les services de l'éducation dans le (nom du cycle) dans votre village / quartier ? (Une seule réponse possible)<br>1=Satisfait 2=Indifférent 3=Insatisfait<br>Si 1 ou 2 ⟶ ***S4Q24a*** | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| ***S4Q23*** | Donnez les raisons de l'insatisfaction de votre ménage des services de l'éducation dans le (nom du cycle) ?<br>(Plusieurs réponses possibles)<br>Autre raison ?<br>A. Eloignement de l'établissement<br>B. Insuffisance de salles de classe<br>C. Insuffisance d'équipements<br>D. Insuffisance des écoles<br>E. Manquements liés au Personnel<br>E1. Assiduité,<br>E2. Ponctualité<br>E3. Qualité des enseignements<br>F. Absence de distribution de manuels scolaires<br>G. Mauvais résultats<br>H. Coûts élevés de la scolarité<br>X. Autres à préciser | <br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br><br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br><br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| | <br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br><br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br><br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| | <br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br><br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br><br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| | <br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br><br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br><br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| |
| ***S4Q24a*** | Dans laquelle de ces actions au niveau communal votre ménage est-il prêt à s'engager en vue de l'amélioration de la qualité du service rendu par l'établissement scolaire du (nom du cycle) que cet enfant fréquente ?<br>(Plusieurs réponses possibles). Autre action ? | | | | |



Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

| Section IV. EDUCATION | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | A. Prime d'excellence aux écoles | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| | B. Sensibilisation des enseignants sur la conscience citoyenne /professionnelle | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| | C. Suivi rapproché des relations parents/enseignants | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| | D. Restauration de l'autorité des enseignants | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| | E. Formation des enseignants | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| | F. Plaidoyer pour l'affection du personnel | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| | X. Autres (à préciser) _____ | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| ***S4Q24b*** | Dans laquelle de ces actions au niveau communautaire votre ménage est-il prêt à s'engager en vue de l'amélioration de la qualité du service rendu par l'établissement scolaire du (nom du cycle) que cet enfant fréquente ? (Plusieurs réponses possibles). Autre action ? | | | | |
| | A. Participation aux activités de l'école | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| | B. Prime aux bons enseignants | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| | C. Dénonciation des enseignants indélicats | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| | D. Renforcement des relations parents-enseignants | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| | E. Acquittement des cotisations | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| | F. Renforcement de la présence des femmes au sein du bureau de l'APEE | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| | G. Diffusion des compte-rendus de la gestion de l'APEE | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| | H. Diffusion des bonnes pratiques | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| | I. Contrôle de la présence régulière des enseignants | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| | X. Autres (à préciser) | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |

| Section V. SERVICES COMMUNAUX | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Services communaux** ↓ | ***S5Q01*** Avez-vous eu à demander (nom de service) à la commune dans les 12 derniers mois, c'est-à dire depuis ……. ? 1=Oui 2=Non → le service suivant | ***S5Q02*** Comment avez-vous été accueilli lors de votre passage à la commune ? (Choisir une seule réponse) 1=Bien 2=Indifférent 3=Mal | ***S5Q03*** Après combien de temps avez-vous obtenu le service demandé à la Commune ? (Unités, nombres) 0 = en cours, 1 =minutes, 2 =heures, 3 = jour, 4 = semaine, 5 = mois, *Si S5Q03=en cours passer à S5Q03a Si autre réponse, passer directement à S5Q04* | ***S5Q03a*** Depuis combien de temps avez-vous sollicité ce service ? (Unités, nombres) 1 = jour, 2 = semaine, 3 = mois, 4 = année | ***S5Q04*** Comment jugez-vous ce temps ? 1=Raisonnable 2=Long 3=Très long *Si S5Q04=1* → *S5Q06* | ***S5Q05*** Si S5Q04=2 ou 3, qu'est ce qui en était la cause selon vous ? 1=Personnel indisponible/absent 2=Absence de matériel de travail 3=incompétence du personnel 4 = Mauvaise organisation des services 5=refus de Corrompre 6=Autres (à préciser) _____ | ***S5Q06*** Avez-vous été obligé de payer des frais non autorisés pour avoir ce service ? 1=Oui 2=Non |
| Acte de naissance | \|__\| | \|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |



Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

| ***Section V. SERVICES COMMUNAUX*** | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Acte de décès | \|__\| | \|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| Acte de mariage | \|__\| | \|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| Légalisation des documents officiels | \|__\| | \|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| Délivrance des documents d'Urbanisme | \|__\| | \|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| Aménagement des voiries | \|__\| | \|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| Gestion des déchets /assainissement | \|__\| | \|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| Hygiène et salubrité | \|__\| | \|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| Aménagement des espaces verts et de loisir | \|__\| | \|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| Transport public | \|__\| | \|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| Eclairage public | \|__\| | \|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| Aménagement des aires de jeux | \|__\| | \|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| Certificat de domicile | \|__\| | \|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| Validation des plans de localisation | \|__\| | \|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| Authentification des documents | \|__\| | \|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| Informations | \|__\| | \|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| Assistance et appui aux personnes socialement vulnérables | \|__\| | \|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | |
| Autres (à préciser) _____ | \|__\| | \|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\|\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |

| | | |
|---|---|---|
| ***S5Q07*** | Vous ou un membre du ménage a-t-il participé aux assemblées communautaires en vue de réfléchir sur les problèmes et les priorités de développement du village / quartier initiées par la commune ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas | \|__\| |
| ***S5Q08*** | Vous ou un membre de votre ménage est-il informé du montant du budget annuel de votre commune ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas | \|__\| |
| ***S5Q08a*** | Vous ou un membre de votre ménage est-il informé des actions programmées par la commune au cours de l'année dernière ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas | \|__\| |
| ***S5Q09*** | Vous ou un membre de votre ménage est-il informé des dépenses et recettes de la commune de l'année dernière ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas | \|__\| |
| ***S5Q10*** | La commune accompagne-t-elle votre village/quartier dans les actions de développement (animation communautaire, suivi des comités de concertation, suivi des comités de gestion, mise en place des structures de suivi du développement villageois, réalisation de vos microprojets, mise en œuvre des solutions endogènes etc.) ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas | \|__\| |
| ***S5Q11*** | La commune implique-t-elle votre village/quartier dans la programmation et la budgétisation des actions de développement ? 1=Oui 2=Non 8=Ne sait pas | \|__\| |
| ***S5Q12*** | De manière globale, quel est le niveau de satisfaction de votre ménage en rapport avec les services rendus par la commune ? (Choisir une seule réponse) 1=Très Satisfait 2 = Satisfait 3=Indifférent 4=insatisfait 5 = très insatisfait Si 1, 2 ou 3 allez à S5Q14 | \|__\| |
| ***S5Q13*** | Donnez les raisons de l'insatisfaction de votre ménage des services communaux ? (Plusieurs réponses possibles). Autre | A. Lourdeur dans le traitement des demandes des usagers \|__\|<br>B. Non information des populations de la gestion communale \|__\|<br>C. Manquements liés au Personnel communal<br>C1. Absentéisme du personnel \|__\| |



**Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)**
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

| Section V. SERVICES COMMUNAUX | | | |
|---|---|---|---|
| | raison ? | C2. Corruption<br>C3. Mauvais accueil<br>C4. Manque de professionnalisme<br>D Méconnaissance des actions menées par la commune<br>E Manque de confiance envers l'exécutif municipal<br>F. Indisponibilité de l'exécutif municipal (Maire et ses Adjoints)<br>X. Autres (à préciser) _____ | \|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| |
| ***S5Q14*** | Dans laquelle de ces actions votre ménage est-il prêt à s'engager en vue de l'amélioration de la qualité du service rendu par l'équipe communale ? (Plusieurs réponses possibles). Autre action ? | A. Contribution à la diffusion des informations communales dans la communauté<br>B. Alimentations et exploitations des boîtes à suggestion<br>C. Participation aux activités communautaires (mise en œuvre des solutions endogènes)<br>D. Consultation du babillard de la commune<br>H. Interventions dans les radios communautaires<br>H1 Animation des tranches d'antenne<br>H2 Suivi des tranches horaires dédiées<br>H3 Sensibilisation pour les écoutes groupées<br>H4 Adhésion à des groupes d'écoute<br>I. Participation aux réunions d'information et de sensibilisation de la commune<br>X. Autres (à préciser) : _____ | \|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\|<br>\|__\| |

**Observations sur l'enquête**

## QUESTIONNAIRE INSPECTION DE L'EDUCATION DE BASE

| Section 1 : Identification | | |
|---|---|---|
| **S1Q01** | Région _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q02** | Département _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q03** | Lot de Communes _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q04** | Commune _____ | \|__\|__\|__\| |
| **S1Q05** | Fonction du répondant : 1. Inspecteur 2. Chef de bureau 3. Autre personnel _____ | \|__\| |
| **S1Q06** | Téléphone du répondant _____ | \|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q07** | Date de début d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____ | \|__\|__\|/\|__\|__\|/\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q08** | Date de fin d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____ | \|__\|__\|/\|__\|__\|/\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q09** | Nom du superviseur communal _____ | |
| **S1Q10** | Coordonnées GPS de l'Inspection X _____ Y_____ Z_____ | \|__\| |
| **S1Q11** | Résultat de la collecte _____<br>1=Enquête complète 3=Refus<br>2=Enquête incomplète 4=Absence d'un répondant compétent<br>6=Autres (à préciser) | \|__\| |
| **S1Q12** | Appréciation de la qualité de l'enquête :<br>1= Très bonne 2=Bonne 3=Moyenne 4=Mauvaise 5=Très mauvaise | \|__\| |

**Section 2 : Inventaire et fonctionnement des écoles maternelles et primaires**



Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

| Section 2 : Inventaire et fonctionnement des écoles maternelles et primaires | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cycle** | **S2Q01 :** Combien d'écoles la carte scolaire prévoit-elle dans la commune dans le cycle ? | **S2Q02 :** Connaissez-vous le nombre d'écoles dans le cycle ? 1=Oui 2=Non Si S2Q02=2 allez au cycle suivant | **S2Q03 :** Combien d'écoles compte effectivement la commune dans le cycle ? | **S2Q04 :** Selon vous, ce nombre suffit-il pour couvrir les besoins en éducation de base de la commune dans le cycle ? 1=Oui 2=Non | **S2Q05 :** Combien d'écoles disposent d'une Associations des Parents d'Elèves et Enseignants (APEE) fonctionnelles dans le cycle ? | **S2Q06 :** Combien d'écoles parents compte la commune dans le cycle ? |
| Maternel | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| Primaire | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |

| **Cycle** | **Ordre d'enseignement** | **S2Q07 :** Dans votre commune, « l'ordre d'enseignement » existe-t-il dans « le cycle » ? 1=Oui 2=Non Si S2Q06=2 allez à l'ordre suivant | **S2Q08 :** Combien d'écoles compte la commune dans l' « ordre d'enseignement » du « cycle » ? | **S2Q09 :** Combien d'écoles sont non opérationnelles dans l' « ordre d'enseignement » du « cycle » ? | **S2Q10 :** Combien d'écoles disposent de salles de classe en matériaux définitif dans l' « ordre d'enseignement » du cycle ? |
|---|---|---|---|---|---|
| Maternel | A. Public | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| | B. Privé laïc | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| | C. Privé confessionnel | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| | D. Ecole de parents | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| Primaire | A. Public | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| | B. Privé laïc | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| | C. Privé confessionnel | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| | D. Ecole de parents | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |

| | | |
|---|---|---|
| ***S2Q11*** | Dans la commune, combien de villages / quartiers ne sont pas couverts par une école selon les normes d'élaboration de la carte scolaire ? | \|__\|__\|__\| |
| ***S2Q12*** | Combien d'écoles primaires de la commune sont à cycle complet (disposant des trois niveaux : Initiation, Cours élémentaire et Cours moyen) ? | \|__\|__\|__\|__\| |
| ***S2Q13*** | Y a-t-il des écoles primaires dans la commune ne disposant pas d'un nombre suffisant d'enseignants ? 1=Oui 2=Non | \|__\| |
| ***S2Q13a*** | Si Oui à S2Q13, combien ? | \|__\|__\|__\|__\| |

## QUESTIONNAIRE DELEGATION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

### *Section 1 : Identification*

| | | |
|---|---|---|
| **S1Q01** | Région _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q02** | Département _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q03** | Lot de Communes _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q04** | Commune _____ | \|__\|__\|__\| |
| **S1Q05** | Fonction du répondant 1. DD 2. Chef Serv 3. Chef de bur 4. Cadre 6. Autres _____ | \|__\| |
| **S1Q06** | Téléphone du répondant _____ | \|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q07** | Date de début d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____ | \|__\|__\|/\|__\|__\|/\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q08** | Date de fin d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____ | \|__\|__\|/\|__\|__\|/\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q09** | Nom du superviseur communal _____ | |
| **S1Q10** | Coordonnées GPS de la DD/MINESEC X _____ Y_____ | \|__\| |
| **S1Q11** | Z_____ | .....\|__\| |
| | Résultat de la collecte _____<br>1=Enquête complète 3=Refus 6=Autres (à préciser)<br>2=Enquête incomplète 4=Absence d'un répondant compétent | |
| **S1Q12** | Appréciation de la qualité de l'enquête :<br>1= Très bonne 2=Bonne 3=Moyenne 4=Mauvaise 5=Très mauvaise | \|__\| |

| Section 2 : Inventaire et fonctionnement des établissements secondaires |
|---|



Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

| Section 2 : Inventaire et fonctionnement des établissements secondaires | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Ordre d'enseignement** | **S2Q01 :** Dans la commune, « l'ordre d'enseignement » existe-t-il dans l'enseignement secondaire ? 1=Oui 2=Non Si non allez à l'ordre suivant | **S2Q02 :** Combien d'établissements du secondaire compte la commune dans l' « ordre d'enseignement » ? | **S2Q03 :** Combien d'établissements du secondaire dans la Commune sont non opérationnels dans l' « ordre d'enseignement » ? | **S2Q04 :** Combien d'établissements du secondaire dans la Commune disposent de salles de classe en matériaux définitifs dans l' « ordre d'enseignement » ? |
| A. Public | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| B. Privé laïc | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| C. Privé confessionnel | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |

| | | |
|---|---|---|
| **S2Q05** | Combien d'établissements du secondaire la carte scolaire prévoit-elle dans la commune ? | \|__\|__\|__\|__\| |
| **S2Q06** | Connaissez-vous le nombre d'établissements du secondaire dans la commune ? 1=Oui 2=Non Si S2Q06=2 allez au S2Q09 | \|__\| |
| **S2Q07** | Combien d'établissements du secondaire compte effectivement la commune ? | \|__\|__\|__\|__\| |
| **S2Q08** | Selon vous, ce nombre suffit-il pour couvrir les besoins en éducation de la commune dans les enseignements secondaires ? 1=Oui 2=Non | \|__\| |
| **S2Q09** | Combien d'établissements du secondaire disposent d'une Association des Parents d'Elèves et Enseignants (APEE) fonctionnelle ? | \|__\|__\|__\|__\| |
| **S2Q10** | Dans la commune, combien de villages / quartiers ne sont pas couverts par un établissement du secondaire selon les normes d'élaboration de la carte scolaire ? | \|__\|__\|__\| |
| **S2Q11** | Combien d'établissements du secondaire dans la commune sont à cycle complet (premier cycle et second cycle) ? | \|__\|__\|__\| |
| **S2Q12** | Y a-t-il des établissements du secondaire dans la commune ne disposant pas d'un nombre suffisant d'enseignants ? 1=Oui (Si Oui, combien) 2=Non | \|__\|\|__\|__\|__\|__\| |

## QUESTIONNAIRE DELEGATION DEPARTEMENTALE DU MINEE

| *Section 1 : Identification* | | |
|---|---|---|
| **S1Q01** | Région _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q02** | Département _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q03** | Lot de Communes _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q04** | Commune _____ | \|__\|__\|__\| |
| **S1Q05** | Fonction du répondant 1. DD 2. Chef Serv 3. Chef de bur 4. Cadre 6. Autres _____ | \|__\| |
| **S1Q06** | Téléphone du répondant _____ | \|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q07** | Date de début d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____ | \|__\|__\|/\|__\|__\|/\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q08** | Date de fin d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____ | \|__\|__\|/\|__\|__\|/\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q09** | Nom du superviseur communal _____ | |
| **S1Q10** | Coordonnées GPS de la DD/MINEE X | \|__\| |
| **S1Q11** | _____Y_____Z_____ | |
| | Résultat de la collecte _____ 1=Enquête complète 2=Enquête incomplète 3=Refus 4=Absence d'un répondant compétent 6=Autres (à préciser) | \|__\| |
| **S1Q12** | Appréciation de la qualité de l'enquête : 1= Très bonne 2=Bonne 3=Moyenne 4=Mauvaise 5=Très mauvaise | \|__\| |

| *Section 2 : Inventaire, Fonctionnalité et Gestion des Points d'eau potable* | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Type de point d'eau potable | **S2Q01 :** La commune dispose-t-elle de ce point d'eau ? 1=Oui 2=non Si non allez au type suivant | **S2Q02 :** Combien de points d'eau potable de ce type compte la commune ? | **S2Q03 :** Combien de points d'eau potable de ce type sont fonctionnels dans la commune ? | **S2Q04 :** Combien de points d'eau de ce type disposent d'un mécanisme d'entretien et de gestion ? | **S2Q05 :** Combien de points d'eau de ce type disposent d'un mécanisme d'entretien et de gestion fonctionnel ? |
| A. Puits avec pompe à motricité humaine | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| B. Puits avec pompe électrique | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |



Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

| *Section 2 : Inventaire, Fonctionnalité et Gestion des Points d'eau potable* | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| C. Forages avec pompe à motricité humaine | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| D. Forage avec pompe électrique | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| E. Borne-fontaine | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| F. Source | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| G. Réseau d'adduction d'eau communal | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| H. Adduction en eau potable (CAMWATER) | \|__\| | | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| ***S2Q06*** | Selon vous, les besoins en eau dans la commune sont-ils entièrement couverts ? 1=Oui 2=Non | | \|__\| |
| ***S2Q07*** | Tous les villages / quartiers sont-ils approvisionnés en eau potable ? 1=Oui 2=Non | | \|__\| |
| ***S2Q08*** | Dans la commune, combien de villages / quartiers ne sont pas suffisamment approvisionnés en eau potable ? | | \|__\|__\|__\| |
| ***S2Q09*** | La commune dispose-t-elle d'un service de gestion de l'eau potable ?<br>1=Oui 2=Non si non fin du questionnaire | | \|__\| |
| ***S2Q09a*** | Ce service de gestion de l'eau potable accompagne-t-il les mécanismes communautaires d'entretien et de gestion des points d'eau potable ? 1=Oui 2=Non | | \|__\| |
| ***S2Q09b*** | En quoi consiste cet accompagnement ? | A. Suivi technique 1=Oui 2=Non | \|__\| |
| | | B. Appui financier 1=Oui 2=Non | \|__\| |
| | | C. Renforcement des capacités 1=Oui 2=Non | \|__\| |
| | | D. Appui logistique 1=Oui 2=Non | \|__\| |
| | | X. Autres (à préciser) _____ | \|__\| |

## QUESTIONNAIRE COMMUNE

| *Section 1 : Identification* | | |
|---|---|---|
| **S1Q01** | Région _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q02** | Département _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q03** | Lot de Communes _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q04** | Commune _____ | \|__\|__\|__\| |
| **S1Q05** | Votre commune compte combien de villages / quartiers ? | \|__\|__\|__\| |
| **S1Q06** | Quel est l'effectif de la population de votre commune ? (Préciser l'année de référence) | \|__\|__\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q07** | Votre commune connait-elle l'effectif de la population par village ? 1=Oui 2=Non | \|__\| |
| **S1Q08** | Fonction du répondant : 1. Maire 2. Adjt au Maire 3. SG 4. RM 5. CCD 6. Autres_____ | \|__\| |
| **S1Q09** | Téléphone du répondant _____ | \|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q10** | Date de début d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____ | \|__\|__\|/\|__\|__\|/\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q11** | Date de fin d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____ | \|__\|__\|/\|__\|__\|/\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q12** | Nom du superviseur communal _____ | |
| **S1Q13** | Coordonnées GPS de la commune X _____Y_____Z_____ | \|__\| |
| **S1Q14** | Résultat de la collecte _____<br>1=Enquête complète 3=Refus 6=Autres (à préciser)<br>2=Enquête incomplète 4=Absence d'un répondant compétent | |
| **S1Q15** | Appréciation de la qualité de l'enquête :<br>1= Très bonne 2=Bonne 3=Moyenne 4=Mauvaise 5=Très mauvaise | \|__\| |

| *Section 2 : Inventaire, Fonctionnalité et Gestion des Points d'eau potable* | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Type de point d'eau potable | **S2Q01 :** Votre commune dispose-t-elle de ce point d'eau ? 1=Oui 2=non<br>Si non allez au type suivant | **S2Q02 :** Combien de points d'eau potable de ce type compte votre commune ? | **S2Q03 :** Combien de points d'eau potable de ce type sont fonctionnels dans votre commune ? | **S2Q04 :** Combien de points d'eau de ce type disposent d'un mécanisme d'entretien et de gestion ? | **S2Q05 :** Combien de points d'eau de ce type disposent d'un mécanisme d'entretien et de gestion fonctionnel ? |
| A. Puits avec pompe à motricité humaine | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| B. Puits avec pompe électrique | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |



Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

| *Section 2 : Inventaire, Fonctionnalité et Gestion des Points d'eau potable* | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| C. Forages avec pompe à motricité humaine | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| D. Forage avec pompe électrique | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| E. Borne-fontaine | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| F. Source | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| G. Réseau d'adduction d'eau communal | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| |
| H. Adduction en eau potable (CAMWATER) | \|__\| | | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| ***S2Q06*** | Selon vous, ce nombre suffit-il pour couvrir les besoins en eau dans la commune ? 1=Oui 2=Non | | \|__\| |
| ***S2Q07*** | Tous les villages / quartiers sont-ils approvisionnés en eau potable ? 1=Oui 2=Non | | \|__\| |
| ***S2Q08*** | Dans votre commune, combien de villages / quartiers ne sont pas suffisamment approvisionnés en eau potable ? | | \|__\|__\|__\| |
| ***S2Q09*** | Votre commune dispose-t-elle d'un service de gestion de l'eau potable ? 1=Oui 2=Non si non allez à la section 3 | | \|__\| |
| ***S2Q09a*** | Ce service de gestion de l'eau potable accompagne-t-il les mécanismes communautaires d'entretien et de gestion des points d'eau potable ? 1=Oui 2=Non | | \|__\| |
| ***S2Q09b*** | En quoi consiste cet accompagnement ? | A. Suivi technique 1=Oui 2=Non | \|__\| |
| | | B. Appui financier 1=Oui 2=Non | \|__\| |
| | | C. Renforcement des capacités 1=Oui 2=Non | \|__\| |
| | | D. Appui logistique 1=Oui 2=Non | \|__\| |
| | | X. Autres (à préciser) _____ | \|__\| |

| *Section 3 : Services communaux* | | | |
|---|---|---|---|
| Nature du service | **S3Q01 :** Votre commune offre-t-elle « le service » ? 1=Oui 2=Non Si S2Q01=2 allez au type suivant | **S3Q02 :** Y a-t-il un délai fixé et connu pour offrir « le service » ? 1=Oui 2=Non Si S2Q01=2 allez au type suivant | **S3Q03 :** Quel est en jours le délai fixé pour offrir « le service » Unité / Temps |
| A. Etablissement d'actes d'état-civil | \|__\| | \|__\| | \|__\|__\| |
| B. Délivrance des documents d'urbanisme | \|__\| | \|__\| | \|__\|__\| |
| C. Aménagement des voiries | \|__\| | \|__\| | \|__\|__\| |
| D. Gestion des déchets / Assainissement | \|__\| | \|__\| | \|__\|__\| |
| E. Légalisation des documents | \|__\| | \|__\| | \|__\|__\| |
| F. Authentification des documents | \|__\| | \|__\| | \|__\|__\| |
| G. Hygiène et salubrité | \|__\| | | |
| H. Aménagement des espaces verts et de loisirs | \|__\| | | |
| I. Aménagement des aires de jeux | \|__\| | | |
| J. Eclairage public | \|__\| | | |
| K. Transport public | \|__\| | | |
| L. Assistance et Appuis aux personnes socialement vulnérables | \|__\| | | |
| X. Autres (à préciser) _____ | \|__\| | | |

## QUESTIONNAIRE DISTRICT SANTE

| *Section 1 : Identification* | | |
|---|---|---|
| **S1Q01** | Région _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q02** | Département _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q03** | Numéro du Lot de Communes _____ | \|__\|__\| |
| **S1Q04** | Commune _____ | \|__\|__\|__\| |
| **S1Q05** | Combien de villages / quartiers de la commune se trouvent dans votre district de santé ? | \|__\|__\|__\| |
| **S1Q06** | Quel est l'effectif de la population de la commune se trouvant dans votre district de santé ? | \|__\|__\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q07** | Connaissez-vous la population par village de la commune se trouvant dans votre district de santé ? 1=Oui 2=Non | \|__\| |
| **S1Q08** | Fonction du répondant 1. Chef de District 2. Autre personnel _____ | \|__\| |



**Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)**
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

| | | |
|---|---|---|
| **S1Q09** | Téléphone du répondant _____ | \|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q10** | Date de début d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____ | \|__\|__\|/\|__\|__\|/\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q11** | Date de fin d'enquête (JJ/MM/AAAA) _____ | \|__\|__\|/\|__\|__\|/\|__\|__\|__\|__\| |
| **S1Q12** | Nom du superviseur communal _____ | |
| **S1Q13** | Coordonnées GPS du district de santé X _____ Y_____ Z_____ | \|__\| |
| **S1Q14** | Résultat de la collecte _____<br>1=Enquête complète 3=Refus 6=Autres (à préciser)<br>2=Enquête incomplète 4=Absence d'un répondant compétent | |
| **S1Q15** | Appréciation de la qualité de l'enquête :<br>1= Très bonne 2=Bonne 3=Moyenne 4=Mauvaise 5=Très mauvaise | \|__\| |



**Tel : (237) 222 21 36 64 ; 222 21 36 65 ; Fax : (237) 222 21 36 63; Numéro vert: 8567 (Appel gratuit)**
E-mail : pndp@pndp.org ; pndp_cameroun@yahoo.fr Website: www.pndp.org

| ***Section 2 : Inventaire, Fonctionnalité et Gestion des Formations sanitaires*** | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Type de formations sanitaires | ***S2Q01 :*** la formation sanitaire de ce type existe-t-elle dans la commune ? 1=Oui 2=non Si non allez au type suivant | ***S2Q02 :*** Combien de formations sanitaires de ce type avez-vous dans la Commune ? | ***S2Q03 :*** Combien de formations sanitaires de ce type sont non fonctionnelles ? | ***S2Q04 :*** Combien de formations sanitaires de ce type disposent d'un COSA ou d'un COGES fonctionnels ? | ***S2Q05 :*** La formation sanitaire de ce type bénéficie-t-elle de l'accompagnement de la Commune pour son entretien et sa gestion ? 1=Oui 2=non Si non allez au type suivant | ***S2Q06 :*** En quoi consiste cet accompagnement ? | | | | |
| | | | | | | A. Suivi technique | B. Appui financier | C. Renforcement des capacités | D. Appui logistique | X. Autres (à préciser) _____ |
| A. Centre de santé / Centre de santé intégrée | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| B. Centre Médical d'Arrondissement | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| C. Hôpital de district | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| D. Hôpital régional | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| E. Hôpital de référence | | | | | | | | | | |
| F. Formation sanitaire privée | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |
| X. Autres (à préciser) _____ | \|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\|__\|__\|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| | \|__\| |

| | | |
|---|---|---|
| ***S2Q07*** | Selon vous, le nombre de formations suffit-il pour couvrir les besoins sanitaires dans la commune ? 1=Oui 2=Non | \|__\| |
| ***S2Q08*** | Tous les villages / quartiers de la commune sont-ils couverts par une formation sanitaire ? 1=Oui 2=Non. Si oui, fin du questionnaire | \|__\| |
| ***S2Q09*** | Dans la commune, combien de villages / quartiers ne sont pas couverts par une formation sanitaire selon les normes requises ? | \|__\|__\|__\| |

**Annexe 6 : Arrêté municipal portant mise en place du comité de suivi des changements**

(Mettre dans le cahier de charge de ce comité, la dissémination du mode opératoire de conduite des changements et du plan d'actions)